

Le choc Delors

par FRANÇOIS RACHLINE (*)

Nous guetons la moindre amélioration de la balance commerciale et la multiplication des incitations nous irrite ou nous émeut. On en oublie l'essentiel : notre pays connaît, en ces temps de crise, ce qu'on pourrait appeler une révolution culturelle.

Entre l'an 1000 et 1800, le revenu réel des Français fut multiplié par 2 ou 2,5. De 1800 à 1940 environ, nouveau doublement. Et de 1950 à 1979, c'est par plus de 4 qu'il est multiplié. Pendant cette dernière période, le produit intérieur brut (PIB) croît en moyenne annuelle de 5 %. Mais si le PIB règle sa croissance sur un rythme de 1 à 1,5 % en moyenne annuelle, comme c'est actuellement le cas, ce sont soixante-dix années qui sont nécessaires pour doubler ce surplus.

Or, la France a continué de vivre dans le premier choc pétrolier (1973-1974) en dépensant beaucoup. De 1981 à 1982, la relance à contre-courant du gouvernement socialiste a permis momentanément de maintenir ou d'augmenter sensiblement le pouvoir d'achat des Français, mais a accéléré la dégradation de la situation relative de la France.

1983 marque une véritable rupture : le choc Delors. Le plan de rigueur adopté peut se résumer ainsi : la puissance d'achat n'a jamais cessé de croître depuis le premier choc pétrolier, alors que pour absorber ce choc et le suivant (1979-1980) sans créer d'inflationnisme avec nos voisins les plus sérieux il eût fallu comme eux réduire notre train de vie. Il est temps de rompre avec une décennie d'illusions.

Les économistes ont coutume d'utiliser une égalité fondamentale pour exprimer l'équilibre comptable à l'échelle de la nation : $Y + M = C + I + G + X$, où Y représente le PIB, M les importations, C la consommation, I l'investissement G les dépenses publiques et X les exportations. Du côté gauche de l'égalité on trouve donc les ressources disponibles sur le territoire (d'origine intérieure et extérieure) ; du côté droit figurent les emplois de ces ressources, c'est-à-dire la demande totale en provenance des ménages, des entreprises (l'investissement est une demande de biens d'équipement), de l'État et de l'étranger. Comment agir sur ces différents flux ?

Le gouvernement a choisi de jouer sur les deux tableaux, en privilégiant la baisse de la consommation. Il devra donc amputer le pouvoir d'achat. Depuis la guerre, aucun gouvernement français n'avait osé y toucher vraiment. Voilà l'option fondamentale. C'est celle de la gauche des réalités. D'ici à la fin de cette année, c'est ce que devra réaliser le plan Delors. Le ministre de l'économie l'a souvent répété : les salaires ne devront pas augmenter de plus de 8 %, même si la hausse des prix devait dépasser ce taux, ce que le gouvernement se refuse à envisager. S'il maintient le cap, le pouvoir d'achat des Français baissera de quelque 1,5 % en 1983. Ce serait un événement.

Une bataille qui n'est pas gagnée

Quelles que soient ses modalités techniques, quelles que soient ses insuffisances, c'est cela le plan de rigueur. Au-delà du choc psychologique immédiat et des effets conjoncturels qui commencent à se manifester, c'est toute une philosophie économique qui fait son chemin. En ce sens, le plan Delors peut constituer une vraie rupture, mais le consensus est loin encore d'être réalisé.

Certes des hommes comme M. Edmond Maire ont compris cette bataille. Économiste, université de Paris-X.

Sortir de la crise

La France ressent de plus en plus les conséquences de la crise mondiale. François Rachline ne voit pas d'autre solution pour y faire face que la thérapeutique Delors et demande à tous les Français de la soutenir. Maurice Faure appelle la communauté européenne à sortir de sa léthargie. Henri Modiano et deux étudiants de Yale préconisent l'institution d'une taxe mondiale sur la consommation des matières premières pour venir à bout de l'endettement international et mettre les pays du tiers-monde à même de se procurer de nouveaux équipements.

Pour une taxe mondiale sur la consommation

par HENRI MODIANO (*), CLAUDE GUAZZON (**)
et LAURENT MODIANO (***)

« Le roi dollar », « Le dollar au plus haut », « Le dollar responsable de la crise des monnaies occidentales » ? Nous ne sommes pas d'accord.

Il y a une quinzaine d'années, 1 dollar valait 4 francs suisses, aujourd'hui il en vaut 2. Vers la même période, il achetait 3,5 deutschemarks ; aujourd'hui 2,5. Le taux dollar/franc hollandais évoluait de même.

Le dollar, en fait, remonte en ce moment, très lentement et peut-être partiellement, vers sa valeur des années 60 et du début des années 70.

Le « roi dollar » n'écrase que les monnaies faibles : la lire, le franc français, le franc belge. Ces trois monnaies ont perdu bien plus face au deutschemark, au franc suisse ou au florin que vis-à-vis du dollar. Que cela nous plaise ou non, voilà la vérité.

Maintenant, que réserve l'avenir prévisible ? Rien de bon : le conflit entre le président Reagan et son Congrès dure depuis trois ans. Et ce conflit rend probable la poursuite de la hausse du dollar. Le Congrès démocrate ne votera jamais, en effet, une réduction des budgets civils et militaires. Le président opposera son veto à toute réduction du budget militaire et à toute augmentation des impôts. Le déficit énorme (200 milliards de dollars) durera donc. Le trésor américain sera obligé de le combler par l'emprunt. Il entrera en concurrence avec les emprunteurs privés, ce qui maintiendra des taux d'intérêt élevés sur le dollar ; or l'inflation américaine est très faible. Le prêteur sera rémunéré d'un différentiel d'inflation de plus de 5 %. Il affluera sur ce marché, achètera du dollar... et le fera monter. Nous pouvons considérer comme très probable, avant longtemps, un dollar à 3 deutschemarks.

Le problème est, pour les monnaies faibles du serpent, de ne pas décrocher de ce deutschemark. Est-ce possible ? Oui, mais au prix d'un effort encore beaucoup plus rigoureux que le plan Delors avec véritable baisse de tous les pouvoirs d'achat, chômage à l'anglaise, etc. Un gouvernement de gauche (on de droite, d'ailleurs) peut-il imposer aux Français ?

Car il est totalement illusoire d'espérer « convaincre » les Américains. Les convaincre de quoi, d'ailleurs ? De diminuer les dépenses militaires qui sont la sauvegarde de sa foi libérale, pour le président, ou à leur élection, pour les congressmen démocrates ?

On comprend donc fort bien les tentations - elles ne sont pas seulement françaises - de la relance intérieure, de la fuite vers un système

protégé où l'on espère la reconquête du marché national. Mais ce n'est plus possible aujourd'hui avec nos réserves épuisées, et notre endettement.

Que faire alors ? A l'échelon de la nation, pas grand-chose, malgré le courage du plan actuel. A l'échelle internationale, il reste l'espoir d'un entraînement par le redémarrage américain puis allemand. C'est peu. Peut-être ne pourrions-nous de le tenter, à ce point, dans la grisaille, la peur d'une idée.

L'autre relance

La relance vraie, le redémarrage de l'économie, la résorption progressive du chômage, tout cela ne peut venir que du retour des circonstances internationales qui avaient produit le « boom » 1955-1973 : d'un côté, les pays industriels fournisseurs de l'autre, d'immenses marchés à équiper. Au milieu, pour financer les États acheteurs, non pas d'autres États, mais des banques, américaines très largement.

De cet immense transfert d'équipement, de biens, de technologie, est résultée une dette immense. La montée continue des taux d'intérêt l'a rendu insupportable. Le service des intérêts seuls est de plus de 10 milliards par an pour le Brésil, par exemple. Il ne peut l'honorer qu'en empruntant l'argent qu'il lui faut rendre.

Nous avons vu qu'il ne faut pas attendre de vraie détente sur les taux d'intérêt intérieurs américains, en dollars. Il faut donc chercher une autre solution pour alléger les taux extérieurs appliqués aux pays débiteurs. Les banques prêteuses ne peuvent rien faire. Toute diminution de leur encaissement, toute « provision » pour créance douteuse aboutirait au dépôt immédiat de leur propre bilan.

C'est donc à des ressources extérieures qu'il nous faudrait faire appel. Elles ne peuvent en aucun cas, provenir du budget des États. Ces budgets sont tous en déficit et c'est ce déficit qui est une cause des taux d'intérêt élevés. Ce qui nous suggère, c'est une taxe spéciale sur la consommation internationale. Son produit, remis au F.M.I., servirait exclusivement à négocier avec chaque pays à la fois l'échélonnement du remboursement de sa dette et la bonification du taux. Si le Brésil continue à payer 10 milliards par an, il faut qu'au moins la moitié serve à amortir le principal, l'autre moitié et la bonification réglant aux banques les intérêts.

Sur quoi assier une telle taxe doit l'assiette doit être très large pour que le taux soit acceptable !

Sur les grandes « commodités », avec, en tête, le pétrole bien sûr.

Que l'un ne nous parle pas d'une surcharge insupportable : le pétrole se vend aujourd'hui à moins de 30 dollars le baril contre 40 il y a dix-huit mois. Une taxe de 1 dollar par baril lèverait 15 à 20 milliards de dollars par an et serait plus légère que les variations spéculatives annuelles sur le pétrole. Il suffirait que la taxe soit perçue au niveau de l'importation.

Même chose pour le sucre, le blé, le maïs, le soja, etc. Leurs cours varient souvent de 30 % à l'intérieur d'une même année, au gré des spéculateurs. Alors qu'une taxe de moins de 10 % fera hurler... les mêmes. Précisons que, pour ces produits, la taxe devrait probablement être prélevée à l'exportation.

Mais voyons, entre dans les détails qu'une conférence internationale aurait à régler, quelles seraient les incidences. Nous vivons un marché déprimé. L'acheteur y est roi, le producteur esclave. C'est ce dernier qui aurait, au début, de facto, à absorber la taxe dans son prix. Aujourd'hui donc, les vendeurs de pétrole, de sucre, de céréales seraient pénalisés. Notons qu'il s'agit là soit de pays riches (Arabie, Émirats, États-Unis, Canada), soit de pays moins riches mais alors endettés (Mexique, Venezuela, Nigéria) qui paieraient d'un côté sur leurs produits mais encaisseraient de l'autre la bonification de leur dette.

Chacun y trouverait son compte puisque le pays riche verrait progressivement redémarrer leurs exportations de biens (États-Unis, Europe, Japon) ou de pétrole (les autres), dès que l'économie repartirait. Que se passerait-il alors ? Le marché « inverserait », deviendrait favorable aux vendeurs qui répercuteraient la taxe dans leurs ventes. Ce seraient les pays importateurs de pétrole (États-Unis, Japon, Europe) ou de nourriture (Japon, Europe) qui supporteraient, de facto, son paiement. Mais aucun d'eux n'est le refusant dans une perspective d'expansion. Une remarque d'importance : les Américains seraient, dans deux périodes successives, les plus gros payeurs (suivis par les pays arabes). Mais ils seraient aussi les plus grands bénéficiaires puisque la bonification profiterait avant tout à leurs banques. Elles encaisseraient enfin

(*) Ancien député.

(***) Étudiants à l'université Yale.

De quelques évidences

par MAURICE FAURE (*)

On entend de tous côtés en France entonner l'hymne de la défaite. Nous aurions cédé à Williamsburg sur les questions de sécurité, alors que les Américains témoignent quotidiennement de leur arrogance en laissant négligemment flotter à la hausse un dollar qui noie notre économie.

Un mot d'abord sur la sécurité. Comment peut-on sérieusement mettre en doute le bien-fondé des positions exprimées par le président de la République depuis deux ans ?

Le protectionnisme américain

À Williamsburg, nous avons souscrit à une déclaration reprenant nos thèmes, rappelant les menaces et les propositions de négociations, suggérant que la question des SS-20 soit abordée dans sa globalité : ce n'est pas de la faiblesse. Il fallait, au contraire, beaucoup d'honnêteté et d'audace pour approuver l'émotion d'évidences auxquelles en lui-même chacun souscrit, mais n'ose généralement pas associer son nom.

Mais mon propos vise surtout l'économie. On connaît les doutes que nous avons exprimés quand, à l'été 1981, la France s'est lancée à contre-courant dans une politique keynésienne qui a eu pour effet de rompre certains équilibres déjà précaires. D'ici à imputer tous les maux du pays à la gestion actuelle, il y a un écart que certains, à tort, franchissent allègrement. C'est là où j'en reviens à Williamsburg. La déclaration finale est bonne. Elle énonce un certain nombre de principes pouvant remettre l'économie mondiale sur les rails : les dangers des déficits budgétaires excessifs, des taux d'intérêt réels élevés, des fluctuations monétaires erratiques. Je voudrais m'attarder sur le rôle du dollar qu'on a trop tendance, dans notre pays, à identifier à un baromètre de notre économie.

Première évidence, le cours d'une monnaie ne reflète plus la santé économique d'un pays. Que l'on compare les évolutions du yen (dont la parité est au plus bas) et du dollar, que l'on étudie le rapport mark/dollar depuis cinq ans : l'épreuve de vérité du franc, c'est le mark et non le dollar. Que le dollar monte par rapport à l'ensemble des monnaies est grave, mais ne traduit pas la faiblesse du franc. Les ajustements du franc par rapport au mark sont en revanche autant de témoignages de nos insuffisances.

Deuxième évidence, l'économie mondiale exige du dollar davantage qu'il ne peut donner : ce n'est plus seulement une monnaie de réserve et un instrument d'évaluation, de référence et de transaction. Il monte, en temps de crise, en raison de son rôle de valeur refuge ; il monte également quand la situation s'améliore, en raison du rôle dominant de l'économie américaine.

Reste que la surévaluation du dollar entraîne pour les États-Unis un déficit commercial d'environ 60 mil-

liards de dollars. Les exportations ont du mal à se maintenir. Les fermiers grognent. Les syndicats, qui ont accepté de très fortes réductions de salaires, et les industriels, qui ont réalisé des gains de productivité extraordinaires ces dernières années, se révoltent contre la pénétration du marché américain par des marchandises étrangères que seul un dollar surévalué rend plus compétitives.

Les démocrates s'insurgent contre le niveau du dollar. Il ne faut donc pas croire que toute l'Amérique souhaite un dollar cher. Il y aura bien un jour quelqu'un à Washington pour s'attaquer au monstre du déficit budgétaire.

Le risque, pour nous Européens, est la dégradation du protectionnisme aux États-Unis. Nous ferions donc bien d'y regarder à deux fois avant de braver nous-mêmes la menace protectionniste : la France dépend tellement plus de l'étranger (importations + exportations françaises = 57 % du P.N.B.) que les États-Unis (24 % de leur P.N.B.) que notre pot de terre se casserait avant même de heurter l'américain. Si l'idée d'une « forteresse France » pouvait faire illusion en 1981, ce n'est plus le cas en 1983 : on ne sort pas du S.M.E. avec des chaînes entamées. On ne devient pas protectionniste et hexagonal en multipliant les emprunts internationaux et communautaires. Bref, cette hypothèse relève aujourd'hui du mirage, et il est surprenant qu'elle soit envisagée par ceux qui justifient les nationalisations comme « des machines de guerre tournées vers l'exportation ». L'imaginer-on que nos partenaires ne recourraient pas à des mesures de rétorsion ? Sait-on que nous ne pourrions au mieux que limiter de 3 % en six mois nos importations si nous faisions le choix du protectionnisme ? A la vérité, l'économie française est partie prenante de l'international depuis les années Pompidou, et cela n'est pas plus réversible que la rotation du Soleil.

A cet égard, il est plus que préoccupant de constater que notre industrie d'exportation manque de compétitivité. On a exporté des derniers mois, nos exportations en franc n'ont augmenté que de 12 % vers les États-Unis, alors que ces derniers ont accru leurs ventes de 13 % en dollars dans la même période. Il n'est plus supportable que notre déficit commercial avec les États-Unis ne cesse de croître, au point que notre taux de couverture vient de passer de 60 % à 50 % au moment où l'évolution de la valeur des devises devrait jouer en notre faveur. La comparaison avec les chiffres R.F.A.-États-Unis, diamétralement à l'opposé, devrait nous faire réfléchir : nos exportateurs n'ont pas su tirer parti des évolutions monétaires.

Les liquidités internationales

Il nous faut enfin trouver des solutions au problème des liquidités internationales. L'idée d'une conférence monétaire au plus haut niveau est bonne. Il faut voir si la création d'une monnaie internationale pouvant se comparer au dollar, et comme réserve et comme instrument de transaction et d'évaluation, est possible.

Parallèlement, il faut réfléchir à des solutions permettant d'éviter que matières premières (dont 30 % de nos importations) soient libellées en dollars. Ne peut-on envisager la signature de futurs contrats d'achats de matières premières en monnaie européenne et non plus en dollars ? Au lieu de tout attendre des États-Unis dont il y a peu pourtant à espérer, pourquoi ne pas nous tourner vers des solutions en avant sur la voie européenne ? Encore faudrait-il que la Communauté sorte de sa léthargie, surmonte ses crises au lieu de les laisser pourrir, bref, tiennent les engagements pris à Stuttgart.

Un dernier mot : ce n'est pas parce que les États-Unis s'efforcent de nous associer de plus près aux structures politico-militaires de notre OTAN qu'il deviendrait de notre devoir de lâcher le fort de l'équilibre eurostratégique pour l'arbre d'un nationalisme illusoire. Ce n'est pas parce que l'actuelle administration Reagan se refuse jusqu'à présent à faire les pas concrets nécessaires à une reprise économique internationale qu'il nous faut réagir avec un aveuglement comparable : il ne servirait à rien de répondre aux erreurs évidentes de ce grand pays par nos propres égarements. Que l'Europe, dont les intérêts fondamentaux sont ici solidaires, parte en tête d'une seule voix, et elle sera entendue à Washington comme dans le reste du monde.

(*) Président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale.

Annales Économies Sociétés Civilisations

Revue bimestrielle fondée en 1929 par Lucien FEBVRE et Marc BLOCH, publiée avec le concours du C.N.R.S.

Au sommaire du n° 1 - 1983

LE SPECTACLE DU POUVOIR : D. Dayen, E. Katz, Rituels publics à usage royal - E. Le Roy Ladurie, Aspects du roi, la Cour - Ch. Joubaud, Les mazarinades.

POUR UNE HISTOIRE DES FORMES : M. Grinberg, S. Kinser, Les combats de Carnuel et de Carlem : trajets d'une métaphore - Ph. Braunsstein, La Tempête de Giorgione (note critique).

AU MOYEN ÂGE : R.M. Smith, Hypothèses sur la nuptialité en Angleterre aux XIII^e-XIV^e siècles - G. Sherry, Mouvements de capitaux et taux d'intérêt en Occident au XIII^e siècle - Ph. Ariès, La Purgatoire et la cosmologie de l'Âge-d'Or (note critique) - Giovanni Ricci, Naissance du pauvre honteux : entre l'histoire des idées et l'histoire sociale.

Histoire du Moyen Âge (comptes rendus)

Au sommaire du n° 2 - 1983

HISTOIRE COMPARÉE : S.A.M. Adashead, L'administration du sel en Orient et en Occident - R. Bin Wong, Les émeutes de subsistances en Chine et en Europe occidentale - P. E. Will, Le meurtre public des grains en Chine (1644-1811) - M. Ritzcher, A quelle époque a-t-on cessé de parler latin en Gaule ? - J.-E. Brochier, Deux mille ans d'histoire du climat.

SAVOIR-FAIRE, SAVOIR-VIVRE : J. Bahoul, Nourritures de l'altérité : le double langage des Juifs algériens en France - F. Sebhan, Le système des cuisines dans la tradition culinaire chinoise - J.-L. Flaurin, Le goût et le nécessaire : sur l'usage des gâteaux dans les cuisines d'Europe occidentale - F. Giusti, La « Fuga delle Peschiere » de Bolognese au XVIII^e siècle.

A. Knight, F.-X. Guerra, La Révolution médicale - G. Flaccadori, R.W. Bulliet, Sur les khazidites.

Histoire de l'Asie - Vie matérielle (comptes rendus)

Le numéro : 80 F
Abonnement : France : 200 F ; Étranger : 275 F

ARMAND COLIN

AMÉRIQUES

Etats-Unis

PENDANT LA CAMPAGNE DE 1980

L'équipe de M. Reagan se serait procuré des documents destinés à M. Carter

Washington. — La dix-huitième conférence de presse de M. Ronald Reagan a été dominée, le mardi 28 juin, par une affaire mal élucidée, qui tracasse les milieux politiques américains. On se demande si, à la veille des élections de 1980, un document important de l'équipe Carter n'est pas tombé entre les mains du candidat républicain, permettant à celui-ci de remporter un duel télévisé. La révélation a été faite par Lawrence Barrett dans son nouveau livre *Jouer avec l'histoire*. Il y est question d'une « tampe » qui aurait communiqué au camp Reagan les fiches destinées à M. Carter pour préparer le débat du 28 octobre 1980.

Le président américain a d'abord réagi par un haussement d'épaules. « C'est beaucoup de bruit pour rien », expliquait-il le 24 juin aux journalistes qui l'interrogeaient. Mais les commentaires embarrassés de certains de ses collaborateurs et les attaques du parti démocrate ont amené à changer d'attitude. Lundi, la Maison Blanche a demandé au département de la justice de faire tomber la lumière sur cette affaire, et, mardi, elle a publié tous les documents en sa possession.

Il s'agit d'un millier de pages, parmi lesquelles une note destinée à M. Carter. Ou plutôt une ébauche de note, car le texte définitif — fourni par les démocrates — n'est pas identique. On y trouve des cha-

De notre correspondant

pitres du genre « Questions à poser à Reagan » ou « Répliques de Carter aux affirmations de Reagan ».

Interrogé mardi sur ce texte, le président américain a affirmé qu'il en ignorait totalement l'existence jusqu'à ces derniers jours. « Je n'avais jamais rien vu de tel, a-t-il dit. Je ne me souviens d'aucun usage particulier qui en aurait été fait » (dans la préparation du débat d'octobre 1980).

Le directeur de la C.I.A., M. William Casey, qui dirigeait à l'époque la campagne de M. Reagan, n'en a également « aucun souvenir ». Il est pourtant désigné par le chef de l'état-major de la Maison Blanche, M. James Baker, comme celui qui aurait communiqué le texte à l'équipe chargée de la préparation du débat. Dans cette équipe figurait M. David Stockman, actuel directeur du budget, lequel avait pour rôle de jouer M. Carter dans une confrontation fictive avec le candidat républicain. M. Stockman reconnaît qu'un document démocrate est passé sur sa table et qu'il a été « utile ».

Personne n'accuse l'équipe Reagan d'avoir volé un texte (ce serait un nouveau Watergate). Mais on se demande comment un tel document lui est parvenu, quel usage elle en a

fait et si elle n'aurait pas dû le remettre aussitôt à son propriétaire.

Dans les textes publiés mardi par la Maison Blanche, on trouve quelques lignes d'un militant républicain, M. Wayne Vallis, qui écrivait à deux responsables de la campagne : « Ces notes proviennent d'une source inconnue liée à un membre de l'équipe Carter. Rien de spectaculaire, mais intéressant. Digne de confiance ».

Rien ne permet d'affirmer que M. Reagan lui-même en a eu connaissance. Chargés de le préparer au débat avec M. Carter, ses collaborateurs élaboraient des fiches et des scénarios à partir de nombreuses sources. A les entendre, celle-là ne contenait rien d'original — les arguments et les faits étaient depuis longtemps sur la place publique — et fut à peine utilisée. Ce n'était, après tout, qu'un des innombrables textes qui circulent à Washington en période électorale. S'il y a eu transmission malhonnête, n'est-ce pas le fait d'un employé de l'autre camp ?

La presse américaine hésite depuis plusieurs jours sur l'importance à donner à cette affaire. La Maison Blanche, pour sa part, s'en serait bien passée. Surtout en une période préélectorale où semble s'ébaucher une nouvelle candidature de M. Reagan.

ROBERT SOLÉ.

Pérou

Le gouvernement se durcit face à la guerre « sans compromis » du Sentier lumineux

Lima. — Les « faucons » sont-ils en train de gagner du terrain sur les « colombes » dans le gouvernement péruvien ? C'est en tout cas l'impression que l'on a de certains événements de ces derniers jours : la démission du ministre du travail — connu comme progressiste —, le refus de dialogue avec les guérilleros du Sentier lumineux, et une politique de plus en plus « musclée » envers l'opposition, grâce à la suspension des garanties constitutionnelles décidée pour deux mois, au début de juin, sur tout le territoire.

Le gouvernement, présidé par M. Fernando Belaúnde depuis le 20 juillet 1980, avait une vocation libérale. S'il se durcit, c'est surtout parce que les guérilleros marxistes redoublent d'activité. Au lieu de déposer les armes, comme leur avait pro-

posé le chef de l'Etat, l'année dernière, ceux-ci ont multiplié les représailles contre les « traitres » et les « mouchards » qui ont changé de camp depuis que l'armée a pris en main la répression dans la région d'Ayacucho, où ils opèrent. Dans le même temps, le Sentier lumineux a élargi son rayon d'action, s'attaquant de façon sporadique à Lima et aux provinces situées au nord, au nord-est et au centre du pays.

En outre, l'opposition et les syndicats critiquent, avec une véhémence croissante, la politique d'austérité budgétaire recommandée par le Fonds monétaire international (F.M.I.), et appliquée depuis le 3 janvier dernier par le nouveau ministre de l'économie, M. Rodríguez Pastor, ancien haut fonctionnaire

d'une importante banque privée américaine, la Wells Fargo Bank.

Ce sont d'ailleurs les contradictions entre la politique néolibérale de M. Pastor, et la concertation sociale pratiquée par le ministre du travail, M. Alfonso Grados, qui ont provoqué la crise ministérielle du 27 juin. M. Grados avait critiqué à maintes reprises le « coût social tragique » d'une politique qui étrangle les plus défavorisés et ruine les producteurs en inondant le marché de biens importés.

La démission de M. Grados a été précipitée, semble-t-il, par l'incarcération du président de la Confédération générale des travailleurs péruviens, M. Isidoro Gamarrá, âgé de soixante-dix-huit ans, et de plusieurs dirigeants syndicaux, en représailles pour une grève générale qui a eu lieu en mars. Le nouveau ministre du travail, M. Patricia Ríos, est considéré comme un « dur ». Il a fait campagne contre tout dialogue avec le Sentier lumineux, comme le proposait le procureur général de la République, M. Cervero Egusquiza.

Le magistrat a lancé cet appel afin d'éviter un « bain de sang qui peut dégénérer en guerre civile ». De nombreuses personnalités indépendantes, ainsi que les partis politiques du centre et de la gauche unie, l'ont appuyé. En revanche, les représentants de la coalition au pouvoir jugent impossible de « dialoguer avec des délinquants ».

L'initiative du procureur n'avait guère de chance de succès, le Sentier lumineux « dialogue les armes à la main » comme le résume son porte-parole. Le « commandant Anibal », arrêté à la suite d'une série d'attentats dans la capitale, le 27 mai, a d'ailleurs déclaré : « Notre idéologie est fondée sur la guerre populaire et il n'y aura que des vainqueurs et des vaincus. Pas de compromis ».

NICOLE BONNET.

DIPLOMATIE

Le Quai d'Orsay « s'étonne » des déclarations de M. Zagladine sur les forces françaises

Le ministre des relations extérieures s'est « étonné », mercredi 29 juin, des déclarations de M. Zagladine, chef d'adjoint de la section internationale du comité central du P.C. soviétique, selon lesquelles les forces françaises étaient prises en compte dans la réduction des forces en Europe (M.B.F.R.) et l'avaient été également lors des négociations SALT I.

M. Zagladine, en visite à Paris avec une délégation du Soviet suprême de l'U.R.S.S., avait fait ces déclarations mardi, après un entretien avec le ministre des relations extérieures, M. Claude Cheysson (le Monde du 30 juin), et les a répétées mercredi à l'Europe 1.

Le porte-parole du Quai d'Orsay a rappelé que « les négociations de Vienne, qui se déroulent depuis près de dix ans sans qu'aucun résultat n'ait été obtenu, ne concernent que les effectifs de l'organisation militaire intégrée de l'O.T.A.N. et du pacte de Varsovie stationnés en Europe centrale ». « Les forces françaises en R.F.A. qui relèvent uniquement du commandement français et dont la sortie de la France de l'organisation militaire intégrée, d'accords bilatéraux avec la R.F.A. a-t-il précisé, ne sont pas incluses dans une négociation à laquelle la France ne participe pas. De même, il n'est pas possible d'affirmer que les forces nucléaires françaises et britanni-

ques ont été prises en compte dans les négociations (soviéto-américaines) SALT I. Il s'agit d'une interprétation unilatérale soviétique dite « déclaration Semionov » qui avait été rejetée dès l'époque par la délégation américaine. Ce refus a été confirmé lors du débat de ratification de l'accord SALT I devant le Congrès américain » (M. Semionov était le négociateur soviétique des accords SALT I de 1972).

La délégation soviétique, qui a été reçue mercredi au Sénat et jeudi matin par M. Mauroy, premier ministre, part dans l'après-midi pour une visite dans le Sud-Ouest. — (A.F.P.)

Une majorité d'Américains est favorable à un système de primes pour les enseignants méritants

De notre correspondant

Washington. — Les enseignants américains sont au centre d'un débat politique qui fait couler beaucoup d'encre depuis quelques semaines. Débat simple en apparence, se réduisant à une seule question : faut-il donner des primes aux maîtres les plus méritants ? Si le président Reagan répond « oui » sans hésiter, ses adversaires démocrates se montrent assez partagés. La controverse sur le « Merit Pay » illustre une inquiétude générale sur la qualité de l'enseignement aux Etats-Unis. Jusqu'à une date récente, les Américains étaient obsédés par la mixité raciale dans les écoles. On en parle moins aujourd'hui, alors que l'incertitude économique crée le besoin de se rassurer : de solides études apparaissent plus que jamais comme un passeport pour l'avenir.

Le « Merit Pay » a déjà été introduit dans certains districts scolaires. « C'est la bonne voie », déclarait récemment M. Reagan, si nous voulons la qualité, il faut la récompenser. « Mais avant d'être une récompense, ces primes sont un moyen de pallier la médiocrité des salaires. Les 2,2 millions de maîtres des écoles publiques crient misère. Ceux qui entrent dans la profession gagnent souvent un tiers de moins qu'un ouvrier débutant dans l'automobile ou le bâtiment. Quant aux plus expérimentés, ils n'ont aucune chance de dépasser 19 000 dollars par an, selon une échelle rigide qui définit les salaires en fonction de l'ancienneté.

Autant dire que l'enseignement attire peu et retient mal. Ce sont souvent les étudiants les plus faibles

qui s'y engagent et les maîtres les plus brillants qui sont tentés de le quitter. Pourquoi exclure les incitations financières ? demandent les partisans du « Merit Pay ». Tous les secteurs de la vie économique pratiquent une telle méthode. L'enseignement supérieur lui-même comporte des disparités de salaires qui stimulent les professeurs. On peut bien évaluer de temps en temps le travail des maîtres qui, à longueur d'année, distribuent aux élèves récompenses et punitions.

Comment identifier les meilleurs ?

Le Tennessee, par exemple, vient d'adopter le principe d'une « évaluation » tous les cinq ans. Quarante pour cent des maîtres doivent être promus et gagner davantage. A Los Angeles, un système semblable est appliqué pour la première fois : deux cents maîtres sur vingt mille — sélectionnés par les chefs d'établissement, les parents d'élèves et le corps enseignant lui-même — recevront 1 000 dollars de plus par année et seront chargés de former des débutants.

Les adversaires du « Merit Pay » dénoncent tous les dangers d'un tel système. Comment identifier les meilleurs maîtres ? Le District de Sealing (Oklahoma) le fait à partir des résultats scolaires. Mais ceux-ci ne dépendent-ils pas autant des élèves que des enseignants ? On peut tomber sur une bonne classe ou sur un mauvais numéro.

Autre objection : désigner quelques maîtres méritants revient à montrer du doigt ceux qui ne le sont pas, en fonction de pourcentages artificiels. Dans le District de Pennsylvanie (Pennsylvanie), le journal local publie la liste des promus. On imagine la réaction des familles, dont les enfants dépendent d'autres maîtres. Sans compter les jalousies et les tensions ainsi créées dans le corps enseignant.

Les deux principales associations de maîtres ont d'autres raisons de s'opposer au « Merit Pay ». Offrir plus d'argent à quelques-uns, remarquent-elles, c'est consacrer moins d'argent à tous les autres, compte tenu de la limite des crédits. Ces associations redoutent un favoritisme fondé sur des considérations politiques et craignent de voir leur échapper la négociation sur les salaires. Elles s'aperçoivent cependant que la majorité des Américains (80 % si l'on en croit un sondage de *Newsweek*) est favorable au « Merit Pay ». Ce qui les amène à assouplir un peu leur position.

Même les partisans du « Merit Pay » reconnaissent que ce système serait d'une efficacité très limitée. L'enseignement aux Etats-Unis souffre de biens d'autres maux que recense récemment un rapport officiel (*le Monde* du 15 juin). Mais pour M. Reagan, c'est un cheval de bataille idéal : simple, clair, relativement peu coûteux et parfaitement en accord avec sa conception de la société.

R. S.

UNE COMMISSION DU SENAT VOTE UN BUDGET MILITAIRE PROCHE DES DEMANDES DE LA MAISON BLANCHE

Washington (A.F.P.). — La commission des forces armées du Sénat a approuvé des crédits de près de 200 milliards de dollars pour les dépenses militaires pendant l'année fiscale 1984. Cela correspond, pour l'essentiel, aux requêtes du président Reagan, a indiqué mercredi 29 juin le président de la commission, M. John Tower. Trois des éléments principaux du programme de modernisation des forces stratégiques — le missile intercontinental MX, le bombardier B-1 et le sous-marin Trident — sont sortis indemnes d'une semaine de délibérations à huis clos.

Des crédits de 5 milliards de dollars ont été approuvés pour la production de 27 missiles MX et les recherches sur un nouveau type de missile de petite taille qui serait déployé dans les années 1990. Toutefois, pour se conformer au projet du budget 1984 récemment adopté par le Congrès et qui prévoit que 5 % d'augmentation du budget de la défense un lieu des 10 % souhaités par la Maison Blanche, la commission sénatoriale a réduit les achats d'armements. L'armée de terre ne pourra ainsi se procurer que 600 chars M-1 au lieu de 720. La marine s'est vu refuser l'achat de 2 des 22 bâtiments qu'elle souhaitait acquérir et l'aviation 12 des 48 chasseurs F-15 qu'elle désirait se procurer.

COUVRE-FEU POUR LES JEUNES A DETROIT

Detroit (A.F.P.). — Les mineurs de moins de dix-huit ans habitant la ville industrielle de Detroit (Michigan) devront être rentrés chez eux à 22 heures les jours de semaine et à 23 heures les vendredis et samedis soir, a annoncé, mercredi 29 juin, le maire de cette ville, M. Coleman Young. Ce couvre-feu débutera à la fin de cette semaine et restera en vigueur pendant tout l'été. Son objectif, a expliqué M. Young, est de faire diminuer la criminalité en interdisant les rues aux jeunes, considérés comme les principaux responsables de la violence.

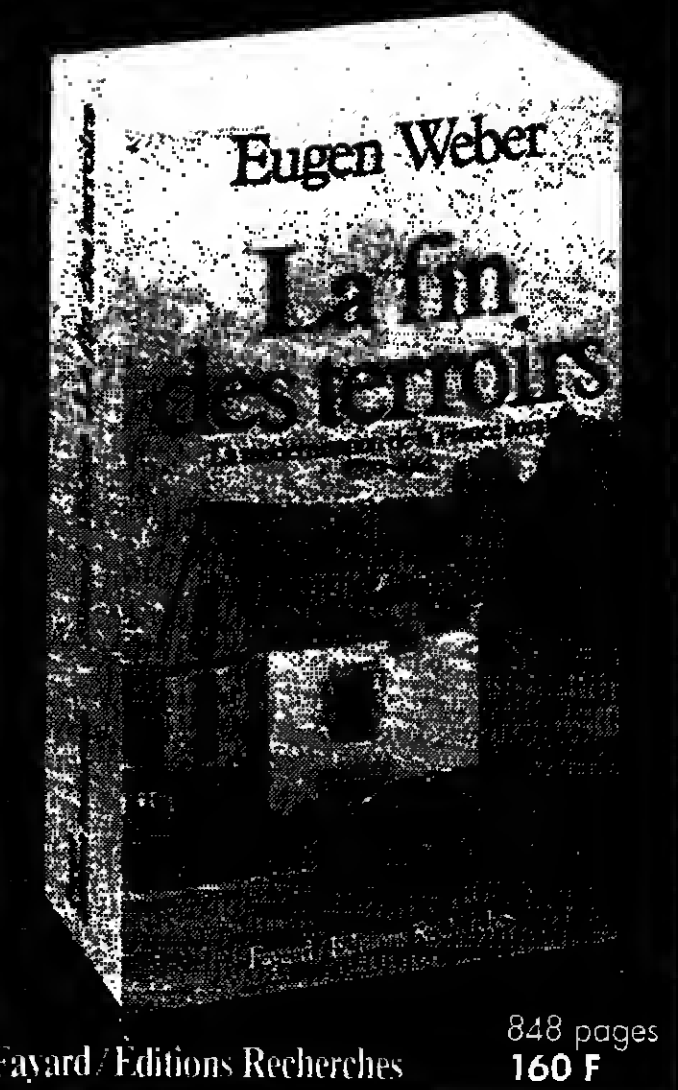
Une mesure semblable avait été prise par les autorités municipales en 1981 et 1982 pour tenter de mettre un terme à l'activité des gangs de jeunes délinquants. Selon les statistiques de la police de Detroit, les agressions et les vols ont augmenté respectivement de 14 % et 31 % au cours du premier trimestre de 1983 par rapport à la même période de l'année précédente.

“ÉTONNANT ET ADMIRABLE”

Pierre Enckell, Les Nouvelles Littéraires

Rebondissant de faits divers en proverbes, cet ouvrage est une véritable mine d'or pour apprécier le prix de notre modernité.

L'Express



EUROPE

R.F.A.

Un budget d'austérité pour 1984

Bonn (A.F.P.). - Le gouvernement a adopté, mercredi 29 juin, un budget d'austérité pour 1984 qui favorise l'investissement privé et prévoit une compression des dépenses publiques (moins 11,5 milliards de marks par rapport à 1983). Le gouvernement de Bonn met ainsi en application le programme de rigueur annoncé pendant la campagne électorale, qui vise une relance de l'économie et un assainissement des finances publiques sans recours à l'impôt.

Totalisant 257,75 milliards de marks, ce budget est en hausse de 1,8 % par rapport à celui de 1983, soit moins que l'inflation qui devrait être de 3 à 3,5 %, selon les estimations. Le déficit budgétaire sera réduit : 37,34 milliards de marks contre 41 milliards cette année.

Les ministères les plus touchés par ces économies seront celui des postes (moins 19 %), et celui de la recherche scientifique (moins 15 %). Les ressources affectées au ministère de l'économie progressent, en revanche, de 11,5 %, celles affectées à la défense de 3,7 %. Le plus gros poste budgétaire, celui des dépenses sociales, n'augmente que de 2,2 %.

Les premières victimes de cet effort seront les fonctionnaires, qui devront renoncer à toute augmentation de leur traitement pendant deux ans.

Roumanie

LE PARTI COMMUNISTE EXAMINE LES RÉSULTATS DU SOMMET DE MOSCOU

Un plénum du comité central du parti communiste roumain a été convoqué mercredi après-midi 29 juin à Bucarest avec la question du sommet des pays membres du pacte de Varsovie à l'ordre du jour, a annoncé, mercredi, l'agence roumaine Agerpres.

Selon les observateurs, ce plénum, qui se poursuit sous la présidence de M. Ceausescu, chef du parti communiste et de l'Etat roumain, pourrait permettre de lever un coin de voile sur les travaux du sommet extraordinaire de mardi à Moscou (le Monde du 29 juin).

A Bruxelles, l'OTAN n'avait exprimé, mercredi, aucune réaction officielle au communiqué de Moscou, mais, selon une source atlantique, les dirigeants du pacte de Varsovie, en s'abstenant de toute prise de position nouvelle sur les euromissiles et la sécurité en Europe, auraient voulu faire « un geste d'apaisement » en direction de l'Occident. « Le communiqué de Moscou n'est que la répétition du texte déjà publié en janvier à Prague, lors du précédent sommet des dirigeants du pacte de Varsovie, notamment sur le gel des dépenses militaires et le non-recours en premier à la force », remarque-t-on de même source.

A Moscou, l'agence Novosti a publié mercredi un commentaire démentant un désaccord entre les pays du pacte de Varsovie. « Les dirigeants des pays socialistes ont refusé l'invitation occidentale à la confrontation contenue dans la déclaration de Williamsburg, déclare l'agence. En revanche, le sommet de Moscou a une fois de plus montré la constance et le plein accord avec lesquels les nations du pacte de Varsovie sont engagées pour préserver la paix. » - (A.F.P., A.P.)

Yougoslavie

M. ANDRÉ LAURENS A BELGRADE

(De notre correspondant.)

Belgrade. - Invité par la rédaction de Politika, le plus influent et le plus ancien des quotidiens yougoslaves, M. André Laurens, directeur du Monde, a passé trois jours à Belgrade, où il a été reçu par M. M. Dragoslav Markovitch, membre de la direction collégiale de la Ligue ; Lazare Motkov, ministre des affaires étrangères ; Branislav Ikonitch, chef du gouvernement de la République fédérée de Serbie. - P. Y.

Dhahran

Tous les mardis et jeudis, départ 20 h 50 d'Orly-Sud, arrivée 7 h 00 via Vienne.

Choisissez la qualité ! En Première classe comme en classe Touriste, Austrian Airlines vous offre un service de haut niveau. Et le confort de ses DC9.

AUSTRIAN AIRLINES
Austrian Airlines, Orly-Sud. Réservations : 266.34.66

Encourager l'investissement

Les dépenses sociales sont également affectées : l'Etat limitera l'augmentation de la part des allocations, viellissement qu'il verse aux retraités (l'idée d'une augmentation de l'âge de la retraite pour les femmes, qui avait été avancée par certains membres du gouvernement, a finalement été écartée). Les allocations-retraite versées aux veuves remarquées diminueront, ainsi que celles de certaines catégories de demandeurs d'emploi.

L'Etat consacrera 1,5 milliard de marks à des actions en faveur de la

croissance économique. Parmi eux, 600 millions doivent aider à la restructuration de l'industrie sidérurgique.

D'autre part, le taux de la T.V.A. doit augmenter d'un point, en passant à 14 % le 1^{er} juillet 1983, ce qui devrait rapporter 4 milliards de recettes supplémentaires à l'Etat. Une part de ces recettes (500 millions) sera consacrée à l'amélioration de l'infrastructure au capital des salaires, le reste étant déduit des impôts de l'industrie.

Les fonctionnaires ne seront pas les seuls à enregistrer une baisse de leur pouvoir d'achat. Pour la troisième année consécutive, les salariés viendront d'y consentir en signant avec le patronat un accord prévoyant une hausse de 3,2 % des salaires, sur la base d'une inflation de 3,5 %.

Le gouvernement de Bonn garantit un crédit de 1 milliard de marks à la R.D.A.

Le gouvernement de Bonn a accepté, mardi 28 juin, l'octroi d'un crédit bancaire de 1 milliard de marks à la R.D.A. C'est le plus important crédit bancaire d'une caution publique jamais accordé par la R.F.A., à l'exception de celui consenti à la Pologne en 1978. C'est aussi la première fois que Bonn accorde à la R.D.A. un prêt d'une telle importance sans contre-partie commerciale : aucune clause ne prévoit l'achat par Berlin-Est de produits ouest-allemands.

On peut s'interroger sur la signification politique d'une telle opération, d'autant plus que M. Franz Josef Strauss, le leader de la C.S.U. bavaroise, en a été un ardent partisan : c'est la Bayerische Landesbank, la banque régionale bavaroise, qui est à la tête du consortium bancaire octroyant le crédit. Or M. Strauss s'est toujours montré très critique à l'égard de la politique interallemande menée par les précédents gouvernements (dirigés par les sociaux-démocrates). Il la jugeait trop laxiste et estimait qu'il fallait cesser de payer sans obtenir de véritables contreparties, sur le plan humanitaire en particulier. Lorsque, en avril dernier, deux Allemands de l'Ouest sont morts en R.D.A., à quelques jours d'intervalle, au cours d'interrogatoires par la police ouest-allemande, les amis de M. Strauss avaient été les plus virulents dans leurs protestations, tandis que le gouvernement de Bonn s'efforçait de minimiser ces in-

cidents et d'éviter qu'ils ne soient une cause de détérioration des rapports interallemands.

Salon la quinzaine *Die Welt*, M. Strauss s'apprêterait à séjourner pendant plusieurs jours en R.D.A. au mois de juillet et y rencontrerait le chef du parti et de l'Etat est-allemands, M. Honecker.

La République fédérale a-t-elle obtenu de Berlin-Est l'assurance de contreparties politiques à ce geste ? Ses attentes portent essentiellement sur deux points : le montant du change obligatoire imposé par la R.D.A. aux visiteurs ouest-allemands, que Berlin-Est a augmenté en octobre 1980, ce qui a provoqué une forte baisse du nombre des passages ; et l'âge à partir duquel les Allemands de l'Est sont autorisés à séjourner en République fédérale et même à s'y installer.

Où bien le gouvernement de Bonn a-t-il voulu, à un moment où une lourde menace pèse sur les rapports interallemands, marquer avec éclat sa bonne volonté ? Depuis des mois, les autorités de Berlin-Est ne manquent pas une occasion de mettre en garde contre les conséquences néfastes qu'aurait sur les rapports entre les deux Etats l'installation à la fin de l'année de fusées Pershing-2 en R.F.A. A quelques jours du voyage de M. Kohl à Moscou, le 4 juillet, ce prêt serait un geste de la volonté d'apaisement de Bonn. - C. T.

Pologne

Nouveau voyage à Rome du cardinal Glemp

Le cardinal Glemp devait arriver à Rome, ce jeudi 30 juin, pour un séjour - inattendu - d'une semaine. Les évêques des diocèses que le pape a visités pendant son voyage accompagnent le primate de Pologne. Aucune autre indication n'a été donnée. On affirme, d'autre part, au Vatican que les rumeurs qui circulent après l'audience que Jean-Paul II a accordée à M. Walesa ne sont pas fondées.

A Varsovie, l'agence Tass publie le texte d'une interview que le général Jaruzelski a donnée à une revue de Kielce. Le chef de la junte dit que la visite du pape n'a pas déçu : « l'attente et les espoirs des catholiques ». Il ajoute que l'interprétation des discours du souverain pontife était « une question de bonne ou de mauvaise volonté. Le gouvernement n'a jamais affirmé qu'il avait des vues identiques avec l'Eglise sur toutes les questions ».

Trybuna Ludu, organe du P.C., publie, sous la rubrique « Points de vue et opinions », une virulente critique de l'Association des écrivains polonais (Z.L.P.), suspendue après décembre 1981.

Les principaux responsables de la Z.L.P. sont accusés d'avoir donné leur appui à une littérature « clandestine » et de nourrir des sympathies pour les « impérialistes américains », les « revanchards ouest-allemands », voire pour Israël, ce qui était un argument rarement employé dans les polémiques

depuis les grandes purges « antisocialistes » de 1968.

L'article contient une véritable liste noire des auteurs « antisocialistes » qui sont accusés d'avoir pris le contrôle, en décembre 1980, de l'Association des écrivains polonais. Cette liste comporte une trentaine de noms, parmi lesquels on relève ceux de Jan Jozef Szczepanski (président de la Z.L.P.), Andrzej Kijowski, Kazimierz Brandy, Jerzy Andrzejewski (décédé cette année), Stefan Kisielewski, Tadeusz Konwicki, Marek Nowakowski, Wiesław Biernacki (ancien ministre de l'éducation nationale), Anka Kowalska, tous considérés habituellement comme des personnalités marquantes de la culture polonaise contemporaine.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. Paris 4287-23

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE
341 F 554 F 767 F 980 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
601 F 1 074 F 1 547 F 2 020 F

ÉTRANGER
(par mandats)

I - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
381 F 634 F 887 F 1 140 F

II - SUISSE, TUNISIE
454 F 779 F 1 105 F 1 430 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ou chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (dans les limites de la France) : les abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les monts propres en espèces d'impression.

PROCHE-ORIENT

LA CRISE ENTRE L'O.L.P. ET DAMAS

Les partisans de M. Arafat conservent toujours des positions autour de l'axe Chtaura-Masnaa

Après la vaste offensive lancée mardi dans la vallée de la Bekaa par les dissidents de l'O.L.P., soutenus par les Syriens, les combats ont continué mercredi 29 juin, mais sur une moindre échelle. La route Chtaura-Damas, bloquée mardi par les troupes syriennes, a été rouverte au trafic, mais demeure peu sûre. Les barrières syriennes installées tout au long de cette route, et qui avaient été retirées mardi à cause des combats, ont été rétablies.

Cependant, contrairement aux premières informations faisant état du contrôle par les milices de la route Chtaura-Masnaa (poste frontière syro-libanaise), les partisans de M. Arafat se trouvaient toujours dans leurs positions au nord de cette route à Bar-Elias et Taanayil. Mais ils ont été contraints d'abandonner leurs positions à Raouda, au sud de cette route, et à Deir-Zanoun, où le chef des milices, le colonel Abou Moussa, s'est installé dans les bureaux d'Abou Jihad, le commandant militaire du Feth.

Les troupes syriennes, pour leur part, ont parachevé l'encerclement des positions des loyalistes du Fath et empêché l'acheminement de tout renfort, notamment à partir de la ville de Baalbek, fief des forces de M. Arafat dans la Bekaa. Mais, en dépit de la difficulté de leurs posi-

tions, les fidèles de M. Arafat ne semblent pas avoir l'intention d'évacuer la Bekaa pour se réfugier au Nord-Liban. « Nous sommes déterminés à combattre pendant longtemps. Nous sommes face à certaines difficultés, mais nous avons assez de munitions pour repousser d'autres attaques », a déclaré mercredi Abou Jihad.

A Damas, le président syrien, M. Hafez El Assad, a accusé, mardi, implicitement et sans le nommer, M. Yasser Arafat d'avoir « dévoté, souvent avec préméditation, les sacrifices consentis par la Syrie, les efforts qu'elle déploie et le sang de ses martyrs. Nous riposterons par les moyens qu'il faut à ceux qui veulent nuire à la Syrie ». M. Abdel Halim Khaddam, le ministre syrien des affaires étrangères, est encore allé plus loin, en accusant M. Arafat « d'avoir servi Israël à travers les campagnes de calomnies qu'il a déclenchées contre la Syrie ».

Le président syrien a également réitéré son opposition catégorique à l'accord israélo-libanais, soulignant que « la zone de sécurité israélienne (définie par l'accord) s'approchait jusqu'à 23 ou 24 kilomètres de

Damas, alors qu'elle était éloignée de 200 kilomètres de Tel-Aviv ». « Si la défense de Damas, a-t-il dit, exige une guerre, nous sommes prêts. Nous ne pouvons admettre qu'Israël soit si proche de la capitale syrienne. » Estimant que l'accord israélo-libanais est encore plus dangereux que les accords de Camp David, M. Assad a évoqué en détail « les servitudes que cet accord impose au Liban » et qui, a-t-il affirmé, « n'ont pas de précédent dans les relations entre les peuples et les nations ». « Il n'est permis à personne de traiter unilatéralement le problème du Proche-Orient, et c'est pourquoi nous avons condamné Sadate. A quel titre ne condamnerions-nous pas un responsable libanais, s'il a commis le même acte, sinon pire. » - (A.F.P., A.P., Reuters.)

● Les forces israéliennes ont tué, mercredi, un civil libanais au village de Kfaris, dans la région de Nabatieh, au Sud-Liban. L'incident a eu lieu lorsque les habitants du village ont tenté d'empêcher les soldats israéliens d'arrêter le fils de l'imam du village, en se groupant devant la mosquée, tandis que les Israéliens effectuaient des perquisitions dans les maisons. - (A.F.P.)

ISTH Depuis 1983
INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES
C.F.P.A.
Centre de Formation Professionnelle et d'Apprentissage
■ Préparation complète
■ Septembre
■ Places limitées
Centre AUTEUIL 6, Av. Léon-Henry
75016 Paris - Tél. : 224.46.72
Centre TOULIAC 83, Av. d'Italie
75013 Paris - Tél. : 585.95.35

PLUS DE PROBLÈME DE DEVICES
CHANGEZ CHAQUE JOUR LE PAYSAGE DE VOS VACANCES
Louez un Touring Car F.C.I. le vrai 6 places grand confort avec chambres séparées.
UNE VILLA QUI VOYAGE : ...
★ PARTIEZ en vacances confortables et CHOISISSEZ à tout moment votre « école » : mer, montagne, campagne.
★ VOYEZ du pays et DORMEZ chaque soir dans votre lit.
★ et VOYEZ l'aventure dans le confort d'un véritable appartement mobile où tout est prévu dans le moindre détail.
FERNAND CRITON INTERNATIONAL « F.C.I. »
La Maison Blanche, 78121 CHESNAY-EN-YVELINES
Tél. 01-61-61-61 - Téléc. 01-61-61-61

OFFICIERS MINISTÉRIELS ET VENTES PAR ADJUDICATION

Vente s/sais. immob. Palais de Justice BOIGNY, 12 juillet 1983, 13 h 30
UN APPARTEMENT
comp. 3 p. princ. et dép. en 5^{es} et 6^{es} ét. du bdt. A. CAVÉ. Dans un ensemble immobilier à SEVRAN (93)
111, avenue Roussier
214, allée Châteauneuf-Mont
MISE A PRIX : 50.000 FRANCS
S'adr. M^{rs} BETHOUT et LEOPOLD-COUTURIER, av. as. 14, r. d'Anjou, PARIS-8^e, 265-92-75. Ts av. pr. Trib. Gde Inst. Paris, Bobigny, Nanterre, Créteil. Sur les lieux pour visiter.

Vente s/sais. immob. Palais de Justice Bobigny, Mardi 12 juillet 1983, 13 h 30
MAISON D'HABITATION
Type 5 P.A. d'un rez-de-chaussée et étage avec JARDIN et PARKING
A NOISY-LE-GRAND (93)
Hendit - Le Closaux
lot. - Les Bosquets des Richartiers
M. A. P. : 96 000 F
S'adresser : M^{rs} BETHOUT et LEOPOLD-COUTURIER, avocats associés, 14, rue d'Anjou, PARIS (8^e). Tél. : 265-92-75. Ts avocats pr. Trib. Gde Inst. Paris, Bobigny, Nanterre, Créteil. Sur les lieux pour visiter.

Vente sur liquid. de biens Palais de Justice à Bobigny (93), le MARDI 12 JUILLET 1983 à 13 h 30
APPART. ET LOCAUX à AULNAY-S-BOIS (93)
55, allée CIRCULAIRE et 2, angle de l'allée SAINTE-ANNE
Cont. 7 a 9 ca., 55 all. Circulaire
MISE A PRIX : 70.000 F
Consign. 25.000 F (ch. cert. bque).
Rens. M^{rs} BUSSON, av. 832-31-62 29, rue P.-Buis à Pantin (93).
Vente après surench. s/vite volontaire Palais de Justice BOIGNY le mardi 12 juillet 1983 à 13 h 30
APPART. ST-OUEN (93)
3 pièces OCCUPÉ
200 m² d'habitat
M. A. PRIX 49.500 FRANCS.
Avocat : S'adr. M^{rs} FABRE Paris 18, rue Dupont - Tél. 260-39-13
A ti sv. pr. Tribunaux Gde Instance Paris, Bobigny, Créteil, Nanterre.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS le JEUDI 7 JUILLET 1983, à 14 h. Dans ensemble immobilier à
PARIS 16^e arrond.
55-61, rue de RANELAGH et 12-20, Hameau de BOULAINVILLIERS
APPARTEMENT 6/7 PIÈCES
au 3^e étage, etc. C, une cave et un empl. de voiture en s-sol
MISE A PRIX : 450 000 FRANCS
S'adr. M^{rs} RIBAUDEAU-DUMAS, avocats poursuivant 17, sv. de Lamballe à PARIS 16^e - Téléphone : 524-46-40.

VENTE sur saisie immobilière au Palais de Justice d'EVRY (91) rue des Mazères, le MARDI 12 JUILLET 1983, à 14 h
IMMEUBLE à SAULX-LES-CHARTREUX (ESSONNE)
composé d'un rez-de-chaussée et de 2 étages, cour, jardin et dépendances, le tout d'une contenance de 29 a 13 ca Y COMPRIS LES IMMEUBLES PAR DESTIN. QUI SE TROUVENT DANS LES LIEUX sis LA RUE DE L'ÉGLISE-LECLERC
MISE A PRIX : 300.000 FRANCS
Consignation préalable pour enchérir
Rens. s'adr. M^{rs} TRUXILLO et AKOUN, avocats associés, à EVRY (91) 4, boulevard de l'Europe - Téléphone : 079-39-45

VENTE sur saisie immobilière au Palais de Justice à BOIGNY, le MARDI 12 JUILLET 1983, à 13 h 30. - EN DEUX LOTS :
3, r. des Mastrait, NOISY-LE-GRAND (93)
et 12, rue du DOCTEUR-SUREAU
1) **APPART.** comp. 1 P. princ. et dépend. au rez-de-cha. CAVÉ et PARKING. M. A. P. : 53.000 F.
2) **APPART.** comp. 3 P. princ. et dépend. en 1^{er} étage CAVÉ et GARAGE. M. A. P. : 86.000 F.
S'adr. M^{rs} BETHOUT et LEOPOLD-COUTURIER, avocats associés, 14, rue d'Anjou, PARIS-8^e, 265-92-75. Tous avocats pr. Tribunaux Grande Instance de Paris, Bobigny, Nanterre, Créteil. Sur les lieux pour visiter.

Service des Domaines
Adjudication le mardi 26 juillet 1983 à 9 h 30 à NICE, Hôtel des Impôts, 22, rue J.-Cadal
APPARTEMENT 80 m² - LIBRE
dans l'une des plus belles maisons de la COTE D'AZUR
A VILLENEUVE-LOUBET (06)
sur le port de plaisance de « MARINA BAIE DES ANGES », entre NICE et ANTIBES (5 minutes aéroport)
Bonne exposition, vue sur port et baie, animation, parc de 8 ha de jardins et pelouses - « LE COMMODE »
Au 1^{er} ét. : entrée, 3 pièces s'ouvrant sur BALCON 21 m². Cuisine, s. d'eau + w.-c., t. de ba. w.-c., C.A.V.E.
MISE A PRIX : 550.000 FRANCS
Renseignements et notices sur demande : Hôtel des Impôts, NICE (93) 51-91-10, porte 331. (Extrait du B.O.A.D.)

مكتبة الأنجلو

AFRIQUE

La guerre du Tchad

RENFORCÉE PAR LES LIVRAISONS FRANÇAISES

L'armée gouvernementale se réorganise pour prendre de vitesse la rébellion

N'Djamena. - Les Tchadiens sont partagés entre la nécessité d'obtenir sur la nature de « l'aide technique » que la France leur fournit et la tentation de se targuer d'un appui considérable.

Les partisans du silence ont beaucoup de mal à contrôler les débordements des bavards. De toute façon, il est vain de nier l'arrivée des armes quand chaque vol nocturne ébranle toute la ville endormie. Qu'en est-il exactement de ces avions ? Certains disent que sept appareils auraient déjà été déposés à N'Djamena leur volumineuse cargaison ; d'autres sources donnent un chiffre plus modeste : trois DC-8 chargés de 35 tonnes chacun venus de France.

Une troisième information confirme les trois avions français, mais y ajoute cinq appareils « étrangers ». Hélas ! la nuit, tous les avions sont gris. On affirme tout de même que l'ancienne base aérienne, que les Français avaient évacuée il y a quelques années et que les Libyens avaient éphémèrement occupée, serait en cours de restauration. « Le plus important n'est pas que tant ou tant d'avions soient déjà arrivés, nous dit un proche collaborateur du ministre de la défense. Le fait capital est que la France se décide à fournir aux Tchadiens les moyens de reconquérir les places prises, de restaurer l'autorité de l'Etat sur tout le territoire et de se débarrasser définitivement de cette entreprise de déstabilisation. »

La quantité et la qualité du matériel fourni doivent, en tout cas, être efficaces car il s'agit, ni plus ni moins, de reconstruire, pour ne pas dire de créer, une armée tchadienne : 100 tonnes d'armes (fusils d'assaut, mitrailleurs de 120 millimètres pour contrer l'artillerie adverse, mortiers légers de 81 millimètres, lance-roquettes anti-

chars et les munitions correspondantes) permettraient d'équiper d'urgence mille cinq cents hommes. Pour contrebalancer la force adverse, il faudrait 300 tonnes d'armes et de munitions. Restent les moyens de transport, le carburant pour les véhicules et, le plus difficile à amener à pied d'œuvre, les véhicules adaptés. Le chiffre de 400 tonnes de matériel acheminé dans les dix jours ne semble donc pas exagéré si l'on admet que la France a décidé de « mettre le paquet ».

Reste que cette manne meurtrière exige la présence de spécialistes pour le service après-vente. C'est là le point le plus délicat à régler. Paris est, dit-on, décidé à respecter scrupuleusement l'application de l'accord de coopération technique et veut surtout éviter de « déraper » vers l'intervention militaire.

Il faudra bien que des instructeurs français arrivent au Tchad. Combien ? Peut-être quelques dizaines de spécialistes, probablement civils, engagés par contrat.

Pendant qu'à Farcha atterrissent les DC 8 cargos, dans le Nord les combattants de M. Goukouni Ouedde tentent sans doute de ne pas perdre leur temps. Si leur armement est considérable (leurs artilleurs disposent même de plusieurs pièces de très longue portée que seuls, jusqu'à présent, quelques Etats et l'O.L.P. au Liban, avant l'évacuation de Beyrouth, possédaient), leur cohésion ne serait pas exemplaire. Et les difficultés d'acheminement en carburant et munitions, de plus en plus loin des bases arrière, ralentiraient fortement leur avance, notamment dans l'Est. On assiste donc à une course entre les attaques du Nord et les forces gouvernementales en pleine réorganisation.

Les dix jours qui viennent seront décisifs. L'Elysée le sait. Les voisins

Correspondance

du Tchad aussi, qui se disent que la France a pris un pari et ne peut pas se permettre de le perdre. On a beaucoup commenté ici les propos de M. Mitterrand parlant d'« aide sans limite ». Mardi, le ministre des affaires étrangères a succédé à l'envoyé spécial du président du Gabon. N'Djamena se félicite de ces marques de soutien mais ne trie pas victoire pour autant. C'est vrai que la guerre dans le Nord n'est pas le seul fléau : le problème frontalier avec le Nigeria n'est pas réglé, et la tension serait encore montée en plusieurs points de la frontière toujours fermée. La délégation tchadienne reçue à Lagos ne donne aucune nouvelle. Dans le Sud, l'attente contre des prêts et leurs accompagnateurs (Le Monde du 29 juin) peut

avoir indirectement quelque lien avec la crise du Nord. Des troupes ont été envoyées en renfort vers Moussoro, déstabilisant dangereusement les forces de sécurité dans le Sud : « Les éternels pillards sont manipulés par des Libyens infiltrés, par la R.C.A. qui les paie et les pousse aux exactions », dit-on au ministère de l'Intérieur tchadien.

Dans les rues de la capitale, le soulèvement est presque palpable. Certains commerçants rêvent déjà d'un retour à la normale aux affaires et, peut-être, de l'arrivée de clients « conseillers techniques ». Pourtant la partie est loin d'être jouée.

PIERRE DEVOLUY
(R.M.C.)

Les forces de M. Hissène Habré s'apprêtent à contre-attaquer estime M. Christian Nucci, ministre français délégué chargé de la coopération et du développement

« Les forces gouvernementales tchadiennes du président Hissène Habré se sont regroupées et s'apprêtent à contre-attaquer », a annoncé, mercredi 29 juin, M. Christian Nucci, ministre délégué chargé de la coopération et du développement.

Répondant à l'Assemblée nationale à une question de M. Denise Cacheux (P.S., Nord), M. Nucci a ajouté que les forces de l'« ex-président Goukouni Ouedde », qui ont pris Faya-Largeau vendredi dernier, « bénéficient d'un soutien logistique important venant de l'extérieur du Tchad et que la prise de cette ville du nord du Tchad est due à un « déséquilibre manifeste des forces en présence ».

« De l'avis des observateurs du conflit, M. Goukouni dispose d'une armée moderne, mécanisée et soutenue par une artillerie puissante, dont la présence indique qu'elle est servie par des éléments particulièrement compétents et entraînés », a indiqué le ministre.

M. Nucci, qui s'est rendu à N'Djamena dimanche, puis y a fait une nouvelle escalade mardi, a qualifié le gouvernement de M. Hissène Habré de « légitime » et a révélé que les partenaires africains de la France ont, « dès la chute de Faya-

Largeau, exprimé une très vive inquiétude devant l'aggravation soudaine du conflit, qui leur semble liée à une activité de déstabilisation menée par la Libye dans cette région de l'Afrique ».

M. Nucci a aussi révélé que le chef d'Etat éthiopien Mengistu, président en exercice de l'O.U.A., avait multiplié, ces derniers jours, les consultations avec les pays riverains du Tchad, tandis que de nombreux contacts bilatéraux avaient lieu entre chefs d'Etat.

« La France et le Tchad sont liés par des accords de coopération d'Etat à Etat », a ajouté M. Nucci. « En application de ces accords, la France a apporté son soutien au gouvernement légitime pour la reconstruction du pays, ainsi que pour l'équipement des forces nécessaires au maintien de sa sécurité ».

M. Nucci a précisé qu'il s'était rendu à N'Djamena à la demande de M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures. « J'ai longuement rencontré le président Habré, qui m'a fait état très précisément de la situation et des besoins les plus urgents du gouvernement tchadien », a-t-il déclaré. « J'ai fait dans le cadre des accords de coopération franco-tchadiens, »

Tunisie

PORTANT SUR PLUSIEURS MILLIERS D'IMMEUBLES Une négociation va s'ouvrir avec Paris sur le patrimoine des Français

De notre correspondant

Tunis. - Des pourparlers franco-tunisins vont reprendre à Tunis, vendredi 1^{er} juillet, sur le problème du patrimoine immobilier français construit ou acquis avant l'indépendance. A l'étude depuis plusieurs années, il n'a guère avancé jusqu'ici.

La Tunisie souhaite que l'opération s'effectue dans le cadre de la coopération avec Paris, c'est-à-dire par l'octroi de crédits à très long terme et non, comme des voix se sont élevées pour le demander, par une nationalisation pure et simple. Le ministre de l'habitat, M. Moncef Bel Hadj Amor, l'a répété récemment devant la Chambre des députés en affirmant que le gouvernement reste soucieux de préserver « les excellentes relations franco-tunisines en trouvant une solution par le dialogue ». Mais avant que ne soient établies les modalités de ces crédits, faut-il encore que les deux parties arrivent à un accord sur l'évaluation des biens.

Sur les quelque douze mille biens immobiliers étrangers existants dans le pays avant le 1^{er} janvier 1956, cinq mille sont des logements et mille neuf cents locaux industriels et commerciaux, totalisant 100 000 mètres carrés, appartenant à des Français, le reste à des ressortissants de diverses nationalités (Italiens, Belges, Britanniques). Les logements français sont pour la moitié environ concentrés dans la région de Bizerte-Menzel-Bourguiba (ex-Ferryville), où les habitations sont généralement modestes, les autres étant situés à Tunis et dans la banlieue, ainsi que dans quelques villes du littoral. Lors des précédentes discussions, les deux parties étaient convenues de procéder à une évaluation des lieux d'habitation sur la base de l'année 1955 et étaient parvenues, sans trop de difficultés, au chiffre de 116 à 120 millions de francs, qu'il convenait toutefois d'actualiser.

Les Tunisiens proposent - mais seulement s'ils obtiennent satisfaction sur les conditions de crédit - d'appliquer un coefficient 2, et les négociateurs français s'en tiennent jusqu'ici au coefficient minimum 3. Lors de la visite à Tunis de M. Jacques Delors, en novembre dernier, il était question, sans plus, d'un crédit

de 30 millions de francs échelonnés sur trois ans pour les logements de la région de Bizerte-Menzel-Bourguiba, mais l'évaluation de ceux-ci est loin de concorder pour les Tunisiens, qui évoquent leur extrême vétusté. Ils ne représentent pas plus de 54 millions de francs, alors que la France les estime à au moins 81 millions.

Les nouvelles discussions qui vont s'engager porteront en priorité sur ces logements, dont les locataires - pour la plupart disposés à l'achat - appartiennent à des catégories sociales dépourvues de moyens et devront obligatoirement recourir à l'aide de l'Etat pour acquiescer les appartements qu'ils occupent depuis plus de vingt ans et dont les propriétaires n'ont évidemment aucune intention de retour.

De multiples raisons font que les autorités tunisiennes se montrent de plus en plus impatientes de trouver une solution à cet ultime contentieux avec Paris. Il y va d'abord de la sauvegarde d'une partie non négligeable du patrimoine immobilier du pays. Au rythme actuel de leur dégradation, la plupart des immeubles appartenant aux étrangers seront d'ici à une dizaine ou à une quinzaine d'années inhabitables, du moins dans des conditions d'hygiène et de sécurité minimales.

Nombre de gérants de ces biens ne semblent préoccupés que par la perception des loyers et leur propre profit, sans se soucier des réclamations des locataires ni des mises en garde - purement formelles, il est vrai - des services municipaux. C'est ainsi que dans des cours d'immeubles en plein centre de Tunis, les ordures peuvent s'entasser pendant plusieurs jours, et que les tuyauteries de gaz ou les fils électriques défilés constituent un danger permanent. Une telle situation, lorsqu'elle concerne des immeubles qui furent de grand standing et qu'il est encore possible de sauver de la ruine, attise évidemment les convoitises des spéculateurs (particuliers fortunés et certains offices immobiliers) qui « travaillent » d'ailleurs en collaboration étroite avec quelques gérants.

Conseillés par des spécialistes en la matière parfaitement au fait des arcanes de la procédure, profitant de certaines lacunes dans la législation, jouant sur les lenteurs et quelquefois les négligences de l'administration, usant d'intimidations à l'égard de locataires le plus souvent ignorants aussi bien de la transaction que de la loi, les spéculateurs ont eu la parole belle jusqu'à ces derniers temps. Certains d'ont pas hésité à falsifier des documents officiels pour arriver à leurs fins. La justice et les administrations concernées sont actuellement saisies de plusieurs affaires qui, jusqu'ici, n'ont pas été rendues publiques. Ces véritables escroqueries se doublent, très vraisemblablement dans bien des cas, d'infractions à la législation sur les transferts. Les contrats de ces ventes sont en effet enregistrés à Tunis, souvent à des prix dérisoires - le quart de la valeur réelle n'est pas rare - dont le montant est versé sur un compte bloqué, alors qu'un complément modeste est payé de la main à la main à l'étranger au vendeur qui considère que, ainsi, il ne perd pas tout.

La plupart du temps, aucune plainte n'étant déposée, les pouvoirs publics n'ont pas la possibilité d'intervenir directement et dans les délais impartis par les textes. Aussi en attendant qu'une solution globale soit trouvée au rachat de tout bien immobilier étranger, la Chambre des députés vient-elle d'adopter une nouvelle loi complétant et renforçant la législation existant déjà en matière de gestion de ces biens et de protection de leurs occupants. Désormais, toute autorisation de vente devra émaner du ministère de l'habitat et non plus des autorités régionales, et les locataires auront un délai de cinq ans, au lieu de six mois, pour engager toute action en annulation d'une vente qu'ils considèrent comme irrégulière. En outre, l'exercice de la profession de régisseur d'immeuble sera soumis à une autorisation du ministère de l'habitat, qui pourra contrôler lui-même leurs conditions et, en besoin, se substituer à eux pour l'entretien et la réparation des immeubles.

MICHEL DEURE.

Angola

● RECTIFICATIF. - Une coupe de rendu inintelligible un passage du rapport d'Yves Loiseau sur les otages libérés en Angola (le Monde du 30 juin). La mort d'un otage s'est produite le 19 avril, et non pas le 24 juin, à la veille de la remise des femmes et des enfants détenus aux délégués du C.I.C.R.

Kenya

HOMME-CLÉ DU RÉGIME DEPUIS VINGT ANS

M. Njonjo a été suspendu de ses fonctions par le président Arap Moi

De notre correspondant

Nairobi. - La crise politique kenyane a connu, mercredi 29 juin, un nouveau rebondissement. Le président Arap Moi a suspendu de ses fonctions M. Charles Njonjo, ministre des affaires constitutionnelles et homme-clé du régime depuis vingt ans. Le chef de l'Etat a de surcroît ordonné l'ouverture d'une enquête judiciaire au sujet de « graves irrégularités » qui auraient été commises par M. Njonjo, mais dont on ignore la nature.

La crise avait éclaté début mai lorsque M. Moi dénonça l'existence d'un « traître » accusé de convoiter sa place avec le soutien de certaines puissances étrangères. Il n'avait désigné ni le « traître » ni les puissances incriminées. Très vite pourtant, no fil des révélations distillées par la presse et les politiciens, M. Njonjo correspondait au portrait-robot du traître. Il fit front et rejeta toutes les accusations lancées contre lui. On lui reprochait également ses liens supposés avec l'Afrique du Sud et Israël. A la mi-mai, le président convoqua le comité directeur du parti unique, la Kanu. Mais, au lieu de répondre à l'attente du public en annonçant le « traître », il se contenta d'annoncer la tenue d'élections anticipées pour septembre prochain.

La campagne contre le traître reprenait de plus belle et M. Njonjo fut, il y a une dizaine de jours, désigné nominalement par le ministre du tourisme dans l'enceinte du Parlement. Plusieurs autres ministres réclamèrent sa démission, mercredi, lors d'une nouvelle séance houleuse, un ministre adjoint, M. Martin Shikuku, présenta à ses collègues par-

mentaires des documents prouvant, selon lui, que M. Njonjo avait reçu l'argent de Londres et des Etats-Unis.

M. Njonjo a une nouvelle fois plaidé son innocence et affirmé sa totale loyauté envers le président Moi. L'affaire est donc maintenant entre les mains de la justice. Il est un peu tôt pour prévoir les répercussions politiques de ce nouvel épisode. Pendant dix-sept ans, M. Njonjo fut le procureur général du Kenya (attorney général). Ce poste lui conféra une puissance sans égale qui fit de lui un homme craint et respecté.

Eminent grise de Kenyatta, il connaît toutes les arcanes de la vie politique depuis l'indépendance. Jusqu'à présent, pourtant, nul n'a jamais pu prouver qu'il avait failli à son devoir de loyauté envers le président. Au contraire, c'est lui qui, avec l'aide du vice-président, M. Mwai Kibaki, permit une transition sans heurts après la mort de Kenyatta et aida M. Moi à consolider son assise. Il n'empêche que ces années sont nombreuses dans les aléas du pouvoir. Ceux-ci ont, semble-t-il, juré sa perte. Ils feront tout pour l'empêcher de se présenter aux élections, puis pour le dépouiller de tout rôle politique. M. Njonjo dispose encore d'une grande influence, notamment dans la haute administration, et la fidélité de plusieurs ministres lui demeure pour l'instant acquise. Mais au Kenya comme ailleurs, l'élément essentiel réside dans la confiance du président. Or celle-ci lui semble désormais retirée.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

ASIE

Inde

A LA RECHERCHE D'UNE AUTRE FORME D'EXPRESSION POLITIQUE

La longue marche de Chandra Shekhar chef du parti Janata

De notre correspondant

précé et plus proche des masses. D'autant, disait-il, que M. Gandhi s'est toujours composé du reste du pays qu'il n'a jamais plus les injonctions que lui adresse le Parlement. Au départ, M. Chandra Shekhar posait la question : « Trente-cinq années après l'indépendance, qu'avons-nous réussi à bâtir ? Au lieu de prospérité, la pauvreté n'a fait que s'accroître et le gouffre séparant les nantis des pauvres n'a fait que s'élargir. »

Un « vieux gauchiste »

« On m'a traité de naïf », confiait-il il y a quelques jours, alors qu'il forçait le pas pour arriver à destination dans les délais qu'il s'était accordés. « On disait que, pour savoir quels étaient vraiment les problèmes qui touchaient la vie des trois quarts de la population indienne, il me suffisait de consulter les statistiques disponibles dans la bibliothèque de l'Assemblée nationale... Mais j'ai voulu voir par moi-même quelle était cette misère, en découvrir l'intensité et, si possible, établir un contact entre la politique et les habitants de ce pays. Je suis un vieux gauchiste, vous savez ! »

Ancien militant du parti socialiste indien, M. Chandra Shekhar avait rejoint les rangs du parti du Congrès en 1965, convaincu à l'époque que le vieux parti de l'indépendance possédait encore la volonté en politique et les habitants de ce pays. Il resta avec M. Gandhi lorsque ses opposants le quittèrent pour former le Congrès (O). Durant ces années, M. Chandra Shekhar gagna la réputation d'un « jeune Turc » dans l'aile gauche du parti. Entre-temps, la crise politique paralysait l'Inde.

Le 25 juin 1975, M. Chandra Shekhar proclamait l'état d'urgence et bilionnaire l'opposition, tout en reprenant le contrôle absolu du Congrès (I).

Le 26 juin 1975, à trois heures, huit ans jour pour jour avant l'entrée triomphale qu'il vient de faire à Delhi, M. Chandra Shekhar était jeté en prison. Il se souvient encore des dix-huit mois qu'il passa dans sa cellule en solitaire comme un des moments « les plus enrichissants » de sa vie. Lorsqu'en début de 1977 M. Gandhi organisa des élections et leva l'état d'urgence, il rejoignit l'opposition et fut, à ce titre, un des architectes de la victoire de la coalition du Janata, qui gouverna l'Inde jusqu'en décembre 1979.

M. Chandra Shekhar avait déjà entamé sa marche lorsque les élections de janvier dernier dans les Etats du Karnataka et d'Andhra Pradesh ébranlèrent les bases du pouvoir de M. Gandhi : assis à l'ombre d'un arbre, il écoutait alors « la misère qui s'exprime par sa propre voix ». Il arriva à la conclusion que quatre priorités s'imposaient : l'eau potable, qui fait défaut à 55 000 des 70 000 villages du pays, les services médicaux, les écoles et la justice pour les couches les plus vulnérables de la société.

An cours de sa marche, Chandra Shekhar n'a pas seulement médité sur la grandeur et la misère de l'Inde ; il s'est aussi convaincu que l'unité à long terme des partis d'opposition était un rêve dangereux. Le président du Janata a déjà déclaré que l'Inde ne pouvait être gouvernée que par un seul parti... Et si certains sont tentés de voir en lui un autre Gandhi, d'autres craignent qu'il ne se transforme en un émul de M. Gandhi.

(Indrim.)

● M. Shultz à New-Delhi. - Le secrétaire d'Etat américain est arrivé mercredi 29 juin à New-Delhi pour une visite officielle de quatre jours. M. Shultz venait de Bangkok. Sa visite a été qualifiée par le gouvernement indien de « très importante ». (Corresp.)

Diesel moins cher !
Une offre exceptionnelle !

- 3 HORIZON EX diesel
- 2 604 turbo diesel
- 1 TAGORA turbo diesel

Véhicules d'exposition 1983, 0 km

PRX SPECIAL

Le meilleur prix - le meilleur service

NEUBAUER

M. GÉRARD 821.60.21

مكتبة الناصر



Aux U.S.A. 6 des 10 premières Sociétés d'informatique ont choisi "Diners."

Affaires obligent. Quand 6 des 10 grands de l'informatique américaine choisissent la Carte Diners pour leurs "managers", c'est par efficacité.

Efficacité d'un réseau puissant qui accepte la Carte Diners dans 175 000 établissements aux U.S.A. et dans plus de 550 000 à travers le monde.

Pour la seule France, ils sont

plusieurs dizaines de milliers d'établissements, tous rigoureusement sélectionnés, à figurer dans le guide France 83.

23 500 Sociétés en France ont déjà préféré la Carte Diners "Société" pour la qualité et l'étendue de son réseau.



Une carte française, un réseau mondial.

Appelez-nous 24 heures sur 24 au (1) 723 78 05. 18, rue François I^{er}. 75380 Paris. Cedex 08.

Télex 630 225 - 630 665 - 630 666 - 660 952.

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Six textes en navette

L'Assemblée nationale a débattu, mercredi 29 juin, des six textes suivants :

• **Droits et obligations des fonctionnaires.** — La commission mixte paritaire n'ayant pu parvenir à un accord sur ce projet, qui constituera le titre I du nouveau statut de la fonction publique (le Monde des 5 et 6 mai), les députés sont revenus, en troisième lecture, au texte qu'ils avaient adopté en deuxième lecture. Ils ont ainsi maintenu, malgré les souhaits de M. Amiel, Le Pors, secrétaire d'Etat à la fonction publique, la possibilité pour les statuts particuliers de ne pas imposer « la notation » des fonctionnaires.

• **Démocratisation du secteur public.** — Dans les mêmes conditions, les députés reviennent, en troisième lecture, au texte qu'ils avaient précédemment adopté pour ce projet de loi qui prévoit notamment que des salariés seront élus au conseil d'administration des sociétés appartenant à l'Etat (le Monde des 28, 29, 30 avril, 8, 9, 10 et 22 juin).

• **Ministres plénipotentiaires.** — La aussi les députés reviennent en troisième lecture, après échec de la commission mixte paritaire, au texte qu'ils avaient adopté en deuxième lecture pour ce projet qui permet d'ouvrir le corps des ministres plénipotentiaires à des non-fonctionnaires (le Monde des 2, 24 et 30 juin).

• **Protection des victimes d'infractions.** — En troisième lecture, les députés ont approuvé, sans le modifier, le texte de compromis auquel était parvenu le Sénat en deuxième lecture (le Monde daté 26-27 juin). Ce projet de loi est donc définitivement adopté.

• **Activités privées de surveillance et de gardiennage.** — Les députés ont accepté le texte qui avait été mis au point par la commission mixte paritaire sur les deux articles du projet où il y avait encore désaccord entre les deux assemblées après deux lectures. Comme le souhaitait le Sénat, une même entreprise pourra, à la fois, s'occuper de

surveillance, de gardiennage et de transport de fonds. Il a aussi été décidé que nul ne peut être employeur ou employé de ces sociétés « s'il a fait l'objet, pour agissements contraires à l'honneur, à la probité ou aux bonnes mœurs, ou pour atteinte à la sécurité des personnes et des biens, d'une sanction disciplinaire ou d'une condamnation à une peine d'emprisonnement correctionnelle ou à une peine criminelle, avec ou sans sursis, devenue définitive ».

• **Appareils de jeux.** — La commission mixte paritaire était parvenue à un accord sur ce texte. Les sénateurs, qui en sont membres, avaient accepté, contrairement au souhait manifesté par leur assemblée, que les appareils de type « jack-pot » soient interdits dans les casinos comme dans tout le reste du pays. En revanche, et comme le demandait le Sénat, la commission mixte paritaire, composée d'autoriser la fabrication en France de ces jeux mais seulement pour l'exportation (le Monde daté 8-9 mai, 17 et 29 juin). M. Gaston Defferre, ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, ne le veut pas ; d'abord, parce qu'il pense que cette possibilité facilitera la fraude, ensuite parce qu'il le juge contraire au traité de Rome. Sa demande, à l'Assemblée, de supprimer cette autorisation a été très mal accueillie par le groupe socialiste. M. Pierre Joxe, le président de celui-ci a répondu :

« Dites-nous ce que vous voulez : mais une autre fois il faudrait peut-être y réfléchir à deux fois avant que le gouvernement ne demande la constitution d'une commission mixte paritaire » (dont l'objet est justement de rechercher un accord entre sénateurs et députés). L'Assemblée a suivi le ministre, mais M. Raymond Forni (P.S., Territoire de Belfort), président de la commission des lois a refusé de voter l'amendement de cette commission pour ne pas « retourner sa veste ».

TH. B.

Le « troisième tour » des municipales commence à Trappes

Administrée depuis plus d'un mois par une délégation spéciale mise en place après la suspension des élus prononcée par le tribunal administratif de Versailles, Trappes sera dimanche la première des communes de France où les élections ont été annulées à cause d'un « troisième tour » de scrutin. Et cette fois les bureaux de vote seront présidés par des personnes désignées par le président du tribunal de grande instance de Versailles.

Comme le 6 mars, trois listes sont en présence : celle de l'Union de la gauche conduite par M. Bernard Hugo (P.C.), sénateur et maire sortant ; celle de

l'opposition conduite par M^{me} Justine Cayet (U.D.F.), et celle de l'extrême gauche (Lutte ouvrière et Ligne communiste révolutionnaire) conduite par M. Stalla.

Si les questions d'intérêt local — immigration, fiscalité, urbanisme — sont toujours présentes dans la campagne, la fraude mobilise l'attention des uns et des autres. L'opposition place son combat sur le plan de la morale, et le parti communiste, qui gère la commune depuis cinquante-quatre ans, dénonce pour sa part la « campagne d'intoxication » dont il s'estime victime.

Trappes. — Même si elle se défend de vouloir livrer « une bataille de Paris », Mme Cayet n'en dénonce pas moins avec une certaine violence les pratiques du parti communiste. En témoignent ces propos relevés dans la « lettre d'information » de la liste qu'elle conduit : « A qui donc comptez-vous faire avaler vos fables, Messieurs les froudeurs ? Messieurs les démons, croyez-vous que c'est en parlant de mise en scène, de complot, que vous arriverez une fois de plus à abuser les Trappistes ? » Mme Cayet, qui souhaite « sortir Trappes de l'emprise d'un parti », ne veut pas mener une campagne trop polémique. Elle en donne pour preuves la composition de sa liste (3 candidats R.P.R., 3 U.D.F.-P.R., 1 U.D.F.-C.D.S., vingt-huit ne se réclamant d'aucune formation politique) et le fait qu'elle n'a pas demandé à des responsables de l'U.D.F. ou du R.P.R. de venir la soutenir lors de ses meetings. Ses attaques contre le parti communiste, elle les formule au nom de la morale. M^{me} Cayet est indignée : « On nous a volé ! — mais ce n'est pas inquieté face aux affirmations selon lesquelles les fraudes auraient pu être provoquées par l'opposition : elle a porté plainte contre X... les fraudeurs seraient donc, dit-elle, nommément connus.

• **Les sections socialiste et communiste de Suresnes (Hauts-de-Seine)** ont exprimé leur « indignation », mercredi 29 juin, « devant le projet présenté par la nouvelle municipalité (conduite par M. Dupuy, R.P.R.) de débaptiser le stade Salvador-Allende ». Elles estiment que, « au moment même où le peuple chilien manifeste son rejet de l'odieuse dictature imposée par le général Pinochet (...), cette décision relève de la provocation pure et simple ». La nouvelle municipalité voulant donner à ce stade le nom de Jean Moulin, les deux sections dénoncent « la médiocrité de la démarche qui vise à opposer deux patriotes tombés par amour pour leur pays et la liberté » et soulignent qu'« il ne manque pas, à Suresnes, d'équipements sportifs et de qualité pouvant être dédiés à la mémoire de ce grand résistant que fut Jean Moulin ».

Des nombreuses irrégularités dénoncées par la liste d'opposition, le tribunal administratif a retenu, après examen des procès-verbaux, que le nombre des enveloppes trouvées dans l'urne était supérieur dans plusieurs bureaux de vote à celui des émargements ; que les mentions relatives au nombre des votants figurant sur les procès-verbaux ne pouvaient toutes être tenues pour incontestables. Il a également tenu compte des quatre attestations, produites par M^{me} Cayet, qui émanaient d'électeurs inscrits affirmant ne pas avoir voté le 13 mars alors qu'on a émargé en face de leurs noms.

P.C. : dossier « truqué »

Pour M. Bernard Hugo, les erreurs ont été commises par ses adversaires afin qu'ils aient la possibilité de contester les résultats du scrutin, et le dossier remis au tribunal administratif est « truqué ». S'il n'a pas fait appel au Conseil d'Etat — un recours aurait repoussé la date des élections à la rentrée de septembre — c'est qu'il ne voulait pas faire attendre davantage les citoyens que la désignation spéciale chargée d'expédier les affaires courantes n'a pas pouvoir de traiter. C'est aussi parce qu'il souhaite la « clarté politique ».

Adjoint au maire en 1959, premier adjoint en 1965 et maire de Trappes depuis 1966, M. Bernard Hugo est un peu ébranlé d'avoir été pour la première fois mis en ballottage le 6 mars et de s'être vu évincer la liste adverse que de 129 voix le 13 mars. La désaffection d'une partie de son électorat habituel, il l'explique tout d'abord par les problèmes que pose l'immigration. Dans certains quartiers, les communautés étrangères représentent plus de 30 % de la population, et cette concentration provoque des réflexes xénophobes. Il l'explique aussi par l'incompréhension des habitants devant les différences de pression fiscale : dans la vieille ville, les impôts locaux sont plus élevés mais la taxe professionnelle, en revanche, plus faible que dans la ville nouvelle. Enfin les projets d'aménagement du centre de la ville nouvelle, qui pré-

voient la construction d'un nouvel hôtel de ville et d'un centre commercial de 9 000 mètres carrés, n'ont pas, semble-t-il, l'adhésion des commerçants du vieux Trappes, qui redoutent la concurrence.

La campagne que mène M. Hugo est donc une campagne d'explication. Fort des enseignements qu'il a tirés du scrutin de mars et désireux prendre en compte les aspirations de la population des nouveaux quartiers, qui s'expriment dans le journal de la ville, il a voulu, par un effort louable, faire un effort pour permettre à la gauche de garder ce « bastion » qualifié jusqu'à mars d'imprenable ?

Cette « ouverture » à des candidats n'appartenant à aucun parti, les socialistes l'avaient réclamée pour le précédent scrutin. Ils considèrent donc que le parti communiste a fait un effort louable. Sera-t-il suffisant pour permettre à la gauche de garder ce « bastion » qualifié jusqu'à mars d'imprenable ?

Au-delà du choix de l'équipe municipale, le scrutin de dimanche comporte un autre enjeu : celui de la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines. Il s'agit pour la majorité, de conserver la direction de la ville nouvelle. Pour l'instant, cinq des onze communes qui la composent sont gérées par l'opposition, six par la majorité. La présidence de l'Etablissement public d'aménagement (E.P.A.) est assurée par M. Hugo depuis 1979, celle du Syndicat communal d'aménagement de l'agglomération nouvelle (S.C.A.A.N.) par M. Dominique Rimbaud, P.S. L'importance de cet enjeu est telle qu'il assure, si besoin était, la combativité et la cohésion des deux principales formations de la majorité, au-delà des divergences qui avaient pu apparaître quant à la conception de la campagne électorale à Trappes.

NADINE AVELANGE.

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

وكان من الشغل

SÉNAT
textes

SCIENCES

M. Gérard Renon, administrateur général du C.E.A.

M. Gérard Renon a été nommé, mercredi 29 juin, administrateur général du C.E.A. (Commissariat à l'énergie atomique), en remplacement de M. Michel Pecqueur récemment nommé président-directeur général de la société Elf Aquitaine (nos dernières éditions).

Que M. Gérard Renon succède, à bientôt quarante-trois ans, à la poignée d'hommes - les Dautry, Guillaumat et Giraud - qui ont fait de la France l'une des grandes puissances nucléaires, n'est pas une surprise. Grand, blond aux yeux bleus, parfois distant, cet homme séduisant a gardé des nonchaloires d'adolescent. Mais ce sont là les apparences, tant sa carrière le prédisposait à ce poste.

Né le 12 septembre 1940 à Saint-Amand-Montrond (Cher), entré à l'École Polytechnique, il commence sa vie professionnelle comme, nombre d'ingénieurs des Mines, à la direction des carburants. Toute sa carrière sera ensuite dévouée à l'énergie, à l'exception d'une courte déviation, en 1971-1972, après de la direction des industries métallurgiques.

Le quadruplement du prix du pétrole en 1973 le voit assister - comme éditeur - MM. Jean-Benoît puis Paul Monré, ces deux légats généraux à l'énergie qui se sont la réponse institutionnelle de la France à la crise, la réponse énergétique, c'est le nucléaire, dont il s'occupe alors.

En 1977, il entre à Gaz de France où, nommé directeur, il sera chargé des affaires internationales, donc de la négociation délicate des contrats algériens et soviétiques.

Une succession naturelle

Ces deux dossiers, M. Gérard Renon les retrouvera, parmi d'autres, comme conseiller technique à l'Élysée, où M. Bérégovoy - originaire lui aussi de Gaz de France - l'appellera le 2 juin 1981, plus sans doute pour ses compétences que pour des sympathies politiques pourtant réelles. Mais avouons qu'en France on est « X-Mines » avant d'être de droite ou de gauche. Le dossier algérien sera réglé par M. Cheysson seul, et celui du gaz so-

viétique signé - mal à propos - peu après la normalisation en Pologne. Responsable ou non, M. Renon en sera fort fier. Il quittera l'Élysée peu après, non sans avoir largement contribué à maintenir la France sur les rails du nucléaire, et se retrouvera, en mai 1982, administrateur général adjoint du Commissariat à l'énergie atomique au côté de M. Michel Pecqueur.

C'est donc une succession naturelle qu'il assure aujourd'hui après la nomination de l'administrateur général comme président d'Elf Aquitaine. Même si dans le corps des Mines certains « parains » le trouvaient trop jeune, c'était un argument de faible poids auprès d'un ministre de l'Industrie et de la recherche âgé de trente-six ans.

M. Gérard Renon, qui préfère parfois la séduction à l'autorité, prend donc la tête d'un ensemble lourd, mi-centre de recherche industrielle, en pleine mutation. Si l'ambition nucléaire demeure, il va falloir de nouvelles vocations, et il sera sans doute difficile de maintenir les équipes du surpassement alors que cet aboutissement logique de programme nucléaire français risquerait d'être retardé de plusieurs années par le déclin de la demande énergétique.

Les travaux de recherche-développement sur l'atome ne seront pas pour autant mis en sommeil : amélioration des performances des combustibles et sûreté demeurent des priorités civiles, tandis que les charges des missiles M-4, la propulsion des sous-marins et de portavions, la fabrication éventuelle de la bombe à neutrons occuperont les militaires.

Mais le ralentissement du programme nucléaire civil va aussi contraindre le C.E.A. à une diversification et à la valorisation des activités industrielles du groupe et de ses filiales (la Compagnie générale des matières nucléaires - COGEMA - et FRAMATOME pour 30 %, principalement dans le nucléaire, la CISE en dehors).

Dans cette optique, la négociation engagée avec Creusot-Loire pour une augmentation éventuelle de la participation de C.E.A. dans FRAMATOME sera la première occa-

sion de juger ce jeune patron, qui ne cache pas son intention de travailler dans la continuité. Quand on connaît le prestige de ses prédécesseurs, il est difficile de lui reprocher.

BRUNO DETHOMAS.

Après plusieurs semaines de mauvais fonctionnement

LE SATELLITE T.D.R.S.-1 EST PLACÉ SUR ORBITE GÉOSTATIONNAIRE

Le satellite T.D.R.S.-1 a été placé, mercredi 29 juin, en orbite géostationnaire, à 35 784 kilomètres d'altitude, après une mission de sauvetage sans précédent.

Le 5 avril dernier, la navette spatiale avait déposé en orbite basse le satellite, fixé sur un propulseur chargé de l'amener en orbite géostationnaire. Ce dernier fonctionnait mal et plaça le satellite sur une orbite elliptique dont l'altitude variait entre 14 000 et 35 700 kilomètres, ce qui le rendait inutilisable.

T.D.R.S.-1, le plus gros satellite de télécommunications jamais construit - il pèse 2,5 tonnes et a coûté cent millions de dollars - a pour mission de relayer les communications entre la navette spatiale et le sol, actuellement impossibles quand la navette ne survole pas une des stations de réception installées au sol par la NASA. Il est en particulier indispensable au laboratoire européen, Spacelab, que la navette doit emporter dans sa soute, le 30 septembre prochain.

La chance a voulu que le système de contrôle d'attitude du satellite - de petites fusées fonctionnant à l'hydrazine - dispose de plus de carburant qu'il n'était nécessaire. Certains équipements avaient été retirés du satellite à la fin de sa construction, et, pour maintenir le poids, du carburant supplémentaire fut embarqué. Il fut ainsi possible, par une série de petits déplacements successifs, de ramener progressivement le satellite sur la bonne orbite.

ÉDUCATION

Les principales dispositions des projets de décret sur les carrières universitaires

Voici les principales dispositions du projet de statut des enseignants-chercheurs :

● **DEUX CORPS.** « Les personnels enseignants-chercheurs titulaires sont répartis en deux corps » : les maîtres de conférences, corps de base correspondant à l'actuel corps des maîtres-assistants, et un corps de professeurs des universités calqué sur l'actuel dans son organisation et son échelonnement hiérarchique. Chacun des deux corps comprend deux classes.

● **OBLIGATION DE RÉSIDENCE.** « Les enseignants-chercheurs résident au lieu d'exercice de leurs fonctions ». Ils peuvent être dispensés de cette obligation par le président de leur établissement « dans la limite compatible avec les besoins du service ».

● **OBLIGATIONS D'ENSEIGNEMENT EN PRÉSENCE D'ÉTUDIANTS :** réparties par le chef de l'établissement en fonction des différentes activités (formation initiale, continue, recherche, etc.), elles s'étendent sur trente-deux semaines. Chaque enseignant-chercheur, quel que soit son corps, devra dispenser annuellement 4 heures de cours pendant 32 semaines (au lieu de 3 heures pendant 25 semaines pour les professeurs) ou 6 heures de travaux dirigés pendant 32 semaines (au lieu, théoriquement, de 6 heures pendant vingt-cinq semaines) ou encore 300 heures annuelles de travaux pratiques répartis sur 32 semaines (au lieu théoriquement de 300 heures sur 25 semaines), « ou toute combinaison équivalente ».

Ces obligations peuvent être diminuées pour les enseignants soumis à des obligations particulières de recherche ou participant à la gestion de l'établissement (minimum 96 heures de cours ou 144 heures de travaux dirigés ou 240 heures de travaux pratiques), mais aussi augmentées en cas d'activités de recherche réduites (maximum 180 heures de

cours ou 240 heures de T.D. ou de 360 heures de T.P.).

● **CUMUL D'EMPLOIS PUBLICS :** il doit être « autorisé par le ministre de l'éducation nationale ».

● **SEMESTRE OU ANNÉE SABBATIQUES :** une dispense d'enseignement d'une durée de six mois ou d'un an non immédiatement renouvelable peut-être accordée par arrêté ministériel sur proposition du conseil scientifique au vu des projets présentés. Ces dispenses « pour recherches et conversions thématiques » exigent une ancienneté de six années et comportent le maintien de la rémunération. En 1984, 400 enseignants devraient bénéficier d'une dispense d'un an.

● **RECRUTEMENT DES MAÎTRES DE CONFÉRENCES :** des concours sont ouverts aux candidats titulaires du diplôme de docteur, institué par un décret à paraître. Un neuvième des emplois mis au concours sont réservés aux non-enseignants justifiant notamment de huit années d'activité professionnelle.

● **RECRUTEMENT DES PROFESSEURS D'UNIVERSITÉ :** les candidats au concours de recrutement doivent être titulaires d'une « habilitation à diriger des travaux de recherche » (décret à paraître). Ils doivent, en outre, soit changer d'académie au moment de leur recrutement, soit justifier de deux ans d'une activité professionnelle. A titre transitoire, les conditions d'accès actuelles au corps des professeurs sont maintenues pendant vingt ans.

Des concours dérogatoires peuvent être réservés à des maîtres de conférences comptant dix ans d'ancienneté, des coopérateurs en mission depuis quatre ans ainsi qu'à certains non-enseignants et enseignants as-

sociés. Dans les disciplines juridiques, politiques, économiques et de gestion, des concours nationaux spécifiques seront organisés conformément à un décret à paraître.

● **MUTATIONS DES MAÎTRES DE CONFÉRENCES ET DES PROFESSEURS :** elles sont prononcées par le ministre sur avis favorable du conseil de l'établissement en cas de mutation d'un établissement à un autre, et en outre sur avis favorable du conseil supérieur des universités pour les mutations d'une discipline à une autre.

100 MILLIONS DE FRANCS À ÉCONOMISER

Les motifs d'ordre budgétaire sont clairement mentionnés à l'appui du projet de décret sur les services d'enseignement pour l'année 1983-1984 dans une note signée par M. Jean-Jacques Payan, directeur général des enseignements supérieurs et de la recherche. Si ce texte n'était pas appliqué dès l'automne, affirme M. Payan, il faudrait financer « 100 millions de francs d'heures complémentaires ». Il indique que l'amélioration de la rédaction du second projet de décret portant statut des enseignants demandera « un délai plus long » et note que plusieurs de ses dispositions visent à « renforcer l'autonomie des établissements ». Pour le ministre, ce texte devrait être l'instrument d'une politique de « déblocage des carrières ». M. Jean-Jacques Payan souhaite « atteindre une situation catégorielle complexe » et « imprimer l'état nécessaire à la mise en œuvre de la loi sur l'enseignement supérieur ».

Ph. Ba.

BAC - RÉVISIONS

2^e-1^{re}. T. Juil. Aout. Sept. U.P.A. 720-36-80

VICHY 33 EXTRA DRY

33 EXTRA DRY. UN PLAISIR PLUS FORT.

IMMERSION LINGUISTIQUE EN ANGLAIS

Stage résidentiel près de Saint-Malo

- La formation est assurée par une équipe de formateurs de l'Université, ainsi que par une équipe d'animateurs anglophones intervenant entre les cours au moment des repas et lors des heures de loisirs.
- Ce stage, d'une durée de dix jours (du lundi 3 octobre, 18 heures, au vendredi 14 octobre, 14 heures), s'adresse à toute personne désirant développer rapidement sa maîtrise de la communication orale.

POUR TOUT RENSEIGNEMENT

SERVICE DE LA FORMATION CONTINUE UNIVERSITÉ DE HAUTE-BRETAGNE

6, avenue Gaston-Berger - 35043 RENNES-CEDEX
Tél. (09) 59-09-40 (ligne directe) (09) 54-99-55, postes 1911 et 1912

LA FEMME SECRETAIRE

École technique privée
de secrétariat
101, rue de Lille
75007 PARIS.

BTS Secrétariat (en deux ans) de Direction ou trilingue

Sécurité sociale étudiants. Anglais, Allemand, Espagnol, Italien.
Section Préparatoire pour non bacheliers,
& élèves ayant échoué à l'examen d'entrée.

Chambres de Commerce

Sténographie Anglaise, Allemande, Espagnole
Secrétariat en 1 an
Progression pour BAC 2
(1) 551.20.28 L'association des anciennes élèves
ASSURE LE PLACEMENT

Institut Florimont

37, av. du Petit-Lac - CH-1213 GENÈVE - Tél. 022/92-09-11

Pensionnat Marie-Thérèse

24, av. Eugène-Lance - CH-1212 GENÈVE - Tél. 022/94-26-20

Classes primaires et secondaires

Jardin d'enfants

BACCALAURÉAT FRANÇAIS

et MATURITÉ SUISSE

Internat - Externat

CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET MÉTIERS

ÉCOLE NATIONALE D'ASSURANCES

- Formation d'agents généraux, de courtiers et d'élèves-inspecteurs.
- Formation reconnue pour la capacité professionnelle.
- Enseignement pluridisciplinaire d'une année universitaire et stage pratique.
- Examen d'entrée pour étudiants diplômés Bac + 2.

Enseignement gratuit et possibilité de bourse.

RENSEIGNEMENTS :

E.N. Ass. CYCLE COMMERCIAL
292, RUE SAINT-MARTIN - 75003 PARIS
(Tél. : 271-24-14, POSTE 503)

Jeune ou adulte
éloigné, malade, engagé dans la vie professionnelle,
**Vous pouvez suivre
- ou reprendre - des études !**

LE CENTRE NATIONAL D'ENSEIGNEMENT PAR CORRESPONDANCE (ex CNTE)

Etablissement Public
du Ministère de l'Éducation Nationale
(7 centres d'enseignement - 240 000 élèves)

Propose des formations de tous niveaux :

- Formations scolaires (du cours préparatoire à la classe terminale).
- Enseignements technologiques et professionnels.
- Certaines formations universitaires conduisant au DEUG.
- Préparation à la capacité en droit.
- Préparations aux concours de recrutement relevant du Ministère de l'Éducation (Carrières administratives et de l'Enseignement).
- Concours administratifs et techniques d'autres Départements Ministériels : Police, SNCF, Métiers sportifs, Secteur para-médical et social, etc.
- Préparation à l'expertise comptable.
- Actions de formation continue et de promotion sociale, dans le cadre de conventions avec des organismes publics ou privés (Loi du 16 Juillet 1971).

Scolarité : Droit d'inscription annuel pour la France Métropolitaine : de 216 à 539 F.
POUR OBTENIR TOUTS RENSEIGNEMENTS : ÉCRIRE A

CNEC - Ministère de l'Éducation Nationale
Tour Paris-Lyon - 209/211, rue de Bercy
75585 PARIS CEDEX 12

CNEC

Le baccalauréat dans ses contradictions

Revu et corrigé

À cent soixante-quinze ans, le baccalauréat porte encore beau. Certes, les ennemis de santé ne l'épargnent pas totalement : sujets de mathématiques jugés trop difficiles cette année à Paris, comme en 1978, convocations tardives ou erronées, fuites des sujets de philosophie à Orléans, etc. Mais, à vrai dire, l'âge ne fait rien à l'affaire. La question brutale : « Y a-t-il lieu de supprimer purement et simplement le baccalauréat ? », n'a l'air d'être qu'un jeu de mots. En 1885, posée par Armand Fallières, alors ministre de l'Instruction publique, dans une vaste enquête auprès du corps enseignant (1).

Plus que l'âge, c'est la taille qui donne des raisons d'alarme. Si le baccalauréat est malade aujourd'hui ou, mieux, s'il y a un problème du baccalauréat, c'est d'abord à cause de son développement.

En 1950, les candidats reçus étaient quelque 32 000 (pour la petite histoire, ils étaient trente-deux la première année de dévotion du diplôme, en 1809). En 1960, ils approchent 60 000. Le taux moyen de réussite ayant toujours avoisiné 66 %, il y avait donc cette année-là moins de 100 000 candidats présentés. Douze ans plus tard, ils sont 286 000. La progression, appliquée alors à des chiffres déjà massifs, ne cesse pas puisqu'en 1982 ils sont 366 600. En 1983, le nombre des inscrits (peu supérieur à celui des présentés) grimpe encore jusqu'à 397 650. Voilà le nombre qui, à lui seul, en dit long : ils sont près de 400 000 jeunes, adultes, élèves du public, élèves du privé, sportifs des sections de sports-études absents en juin, élèves à l'étranger, malades, aveugles... pour qui l'administration doit organiser des épreuves, trouver des salles, des surveillants et des correcteurs, concevoir, « copier », imprimer, conserver et archiver des sujets dans le plus grand secret.

Si l'on compte les sujets eux-mêmes, les sujets de remplacement pour la session de septembre, les sujets de secours (à utiliser en cas d'incident), les sujets pour les centres d'examen à l'étranger, les sujets pour le baccalauréat D (préparé dans des établissements relevant du ministère de l'Agriculture), l'ensemble de la bagatelle de deux mille cinquante sujets que l'éducation nationale doit fabriquer pour le seul baccalauréat.

Encore ne s'agit-il que des épreuves écrites. Reste à organiser les oraux - qui peuvent appartenir au premier groupe d'épreuves, c'est-à-dire qu'ils sont prévus pour tous les candidats d'une série donnée. Lorsqu'on sait que douze langues étrangères figurent parmi les épreuves obligatoires, et comme comme épreuves facultatives (dont cinq langues régionales auxquelles s'ajoute le gallo-lan breton) et qu'il faut pour chacune un jury - parfois unique pour toute la France, il est vrai - on mesure la complexité du problème. Que l'on comprend encore mieux en notant que le jeu des options et épreuves facultatives aboutit à pas moins de quarante-cinq possibilités pour les baccalauréats d'enseignement du second degré et trente-neuf pour les baccalauréats de technicien. D'une année sur l'autre, a observé M. Gilles Monnerie, directeur du Centre interacadémique des examens et concours installé à Arcueil pour l'Île-de-France, le nombre de candidats à l'épreuve facultative d'éducation manuelle et technique est multiplié par deux.

Quand les sujets sont fabriqués, il

faudrait trouver les examinateurs. Dans les trois académies de la région parisienne, pour le baccalauréat du second degré (60 000 candidats environ) l'on dispose de dix mille enseignants. Mais treize cents sont dispensés pour des raisons diverses : maladies, congés de maternité, détachement, ou parce qu'ils se présentent eux-mêmes à un concours tel que l'agrégation. Encore l'administration n'accorde-t-elle qu'une dispense sur trois, ce qui révèle que quatre mille enseignants sur dix mille sollicitent une dispense... On pourra aussi s'interroger sur cette constatation.

Sur les huit mille sept cents « mobilisables », cinq mille examinateurs sont convoqués. Les autres constituent une réserve pour faire face à l'imprévu. Sage précaution :

lycées au ministère de l'Éducation nationale, on rapproche deux chiffres : le coût total des examens - étendu toutefois aux C.A.P., B.E.P., B.T.S., etc. - évalué à 230 millions de francs en 1981, et le montant des crédits pédagogiques alloués par l'État aux lycées, 308 millions de francs. A peine plus pour apprendre et compléter les manuels scolaires que pour vérifier ce qui a été appris.

S'il fallait trouver des raisons de remettre en cause le baccalauréat tel qu'il est organisé actuellement, elles afflueraient donc. Les « ratés » - peu nombreux, en définitive - qui se produisent nécessairement dans une machinerie aussi lourde et complexe ont au moins le mérite de rappeler que, selon le mot de M. Monnerie, le baccalauréat repose sur un

diplôme et, en même temps, exigences très vastes d'options, de langues différentes et demandes de subir l'examen près de son lieu de résidence.

Ces contradictions, si elles découragent la recherche d'un modèle idéal, militent en faveur d'une formule à la fois allégée et plus complexe. Ainsi, beaucoup plus qu'actuellement où l'examen final est prépondérant et la consultation du dossier scolaire accessoire, l'appréciation sur le travail de l'année, voire des trois années, pourrait compter autant que l'examen de fin de terminale. Pour les C.A.P. et les B.E.P., des modalités ont été mises au point au cours de plusieurs années : le jury composé d'enseignants et de professionnels se déplace et vient juger le travail des élèves dans leur établissement. Pourquoi ne tiendra-t-on pas compte pour le baccalauréat, en l'adaptant bien sûr, d'une pratique qui fonctionne de mieux en mieux à la satisfaction des élèves, des enseignants et des employeurs ? Le baccalauréat dans son propre lycée : pourquoi pas, si l'évaluation est portée par des regards extérieurs et divers. Qui se mettrait en face de questions essentielles : que voulait-on apprendre dans cette discipline ? Que veut-on vérifier en interrogeant cet élève ? Questions évidentes, tellement évidentes que beaucoup d'observateurs se demandent si les auteurs de sujets du baccalauréat aient se les posés quelquefois.

Allègement aussi dans l'examen des options facultatives. Si le carnet scolaire est satisfaisant à leur propos, est-ce bien nécessaire de les contrôler encore ? En revanche, les jurys pourraient être amenés à juger une réalisation des élèves ; ils s'assureraient, par un entretien avec eux, qu'ils ont bien compris ce qu'ils s'étaient, par contrat, assigné comme objectifs, qu'ils ont assimilé savoir et savoir-faire. Dans les séries « industrielles » du baccalauréat de technicien, une épreuve de ce type sera d'ailleurs introduite l'an prochain.

Personne ne songe actuellement à bousculer le baccalauréat de fond en comble. C'est peut-être dommage, mais il est assez évident que trop de résistances compromettent l'issue de l'entreprise. A la direction des lycées, l'on aimerait beaucoup, en revanche, que les « bavures » constatées deviennent impossibles et qu'à terme l'examen-fétiche soit amélioré. Des commissions par discipline ont été constituées, et elles auront aussi, entre autres tâches, celle d'établir un bilan du baccalauréat, un peu comme les jurys d'agrégation le font chaque année. C'est un début.

CHARLES VIAL

(1) Le Monde de l'éducation, n° 18, juin 1976.



Dessin de PLANTU.

L'an dernier, toujours dans la seule région parisienne, mille examinateurs ont dû être remplacés au pied levé.

Pas de recette magique

Les locaux ont aussi leur part dans le casse-tête. Selon M. Monnerie, les candidats scolarisés dans des établissements privés et les candidats « libres » représentent 35 % du total des candidats bacheliers. Autant de places « supplémentaires » à trouver, le temps de l'examen, dans les locaux de l'enseignement public. Complexité accrue pour les baccalauréats de technicien qui requièrent non seulement des tables et des chaises mais aussi machines-outils, matériaux et laboratoires.

Dépenses d'énergie qui conduisent individuellement à évoquer les dépenses tout court. Les enseignants, autour de sujets ne sont pas rémunérés. Les examinateurs le sont. Ils perçoivent une indemnité de jury et des frais de déplacement. En 1981, les crédits ainsi engagés étaient évalués à 205,05 F par candidat. Total pour l'ensemble des baccalauréats : quelque 80 millions de francs. Cette somme ne rend qu'incomplètement compte du coût réel de l'examen. Il faut y ajouter la matière d'œuvre pour les épreuves techniques, les frais de confection des copies, des sujets, des formulaires, les convocations, etc. Sans oublier les traitements des agents chargés de l'organisation du baccalauréat : cinquante-cinq personnes à Arcueil (il y en a deux cent vingt en plus pour les autres examens et concours : C.A.P., B.E.P., B.T.S., D.E.C.S., etc.). Il faudrait enfin pouvoir comptabiliser le temps payé aux enseignants qui, dès la mi-juin, ne peuvent plus assurer leurs cours.

En tout cas, à la direction des

système « fragile et sensible ». Dont les éléments psychologiques ne sont pas absents. Sait-on qu'en 1981 le baccalauréat, qui se passait peu après l'élection présidentielle et au moment des élections législatives, n'a suscité pratiquement aucune réclamation ? « Et l'an dernier, souvient M. Monnerie, si la Coupe du monde de football avait tourné autrement pour la France, nous l'aurions tout de suite ressenti dans les contestations et critiques... »

Ce qui n'interdit pas la question, tout de même, fondamentale : « À quoi sert le baccalauréat ? » On a tout écrit sur l'aspect mythique de cet examen, sur le sort funeste promis à ceux qui se risquent à le défier et à le modifier. Les passions, circonscrites mais violentes, déchaînées par la suppression des mentions annoncées il y a quelques mois l'attesteraient, si besoin était.

Pourtant, moins formulées encore que l'apparent consensus sur le maintien du baccalauréat, révélées notamment par un sondage en 1980, des pistes de recherche sont ouvertes par des chercheurs, des enseignants, des responsables de l'administration. La recette, magique aux yeux de certains, du contrôle continu, et que réclamaient trois personnes sur quatre dans le sondage précité, semble écartée. L'un des griefs qu'elle suscite réside dans le danger d'écarter le baccalauréat sur l'année entière.

Écartée en tant que pansée. Mais valorisée comme élément d'un ensemble. Il s'agit en fait de satisfaire à des exigences contradictoires : souhaiter que le troisième trimestre ne soit pas amputé et, en même temps, que le baccalauréat s'empâte pas sur les vacances ; prix attaché à l'anonymat des corrections et à l'indépendance du jury et, en même temps, conviction parfois que le résultat est le fruit... du hasard ; l'importance du caractère national du

EX.CO.SUP

MÉDECINE - PHARMACIE
De la Terminale à la 2^{ème} année
10 centres de préparation
CLASSES PRÉPARATOIRES
Recyclage - Encadrement - Révisions
125, bd Saint-Germain - 75006 PARIS - Tél. : 634.06.33

BAC-SCIENCES PO

Donnez-vous
les meilleurs
atouts !
Institut Privé APOLLINAIRE
45, rue du Fog Montmartre
75009 PARIS - Tél. 770 63 12

ISEG

Institut Supérieur en Gestion et Informatique
Etablissement Technique Supérieur Privé
FORMATION TECHNIQUE SUPÉRIEURE COURTE
Préparez un diplôme d'État (en deux ans)
BTS COMPTABILITÉ ET GESTION D'ENTREPRISES
INFORMATIQUE (B.T.S.S.I.) 3 OPTIONS
ACTION COMMERCIALE
Débouchés assurés. Stage en entreprise.
Effectif limité. Admission : bac ou examen.
Renseignements et inscriptions : 83, bd Magenta, 75010 PARIS
Tél. (1) 246-41-40 et 245-77-47

TENNIS A PARIS CET ÉTÉ

Porte d'Orléans
Meudon - La Défense
STAGES INTENSIFS
2 h 30 par jour durant 1 semaine
734-36-36
Équipe par DUNLOP

UN TREMPLIN pour votre avenir

esd
SOUFFLOT

- BTSS bilingue, trilingue (2 ans après le bac - Année préparatoire possible).
- Examen de qualification à la sténotypie de conférence.
- Chambres de commerce étrangères.

**STAGE EN ENTREPRISE
SERVICE DE PLACEMENT**

**École des
Secrétaires de
Direction**
(enseignement privé)
15, rue Soufflot, 75005
PARIS - Tél. 325-44-40

Nom :
Adresse :
Diplôme :
Niveau études :

مكاتب النشر

lauréat fiction

Une et en même temps, ces trois séries de lauréats de la série C, où les inscriptions sont de seize cents moins nombreuses que l'an dernier. Alors que la France manque d'ingénieurs, aurait besoin de faire peau neuve. Un « toilettage » a commencé, depuis quelques années, par petites touches : réajustement des disciplines scientifiques et littéraires, suppression des mentions, options nouvelles. Un toilettage, car la réforme de fond en comble n'est pas à l'ordre du jour. Le baccalauréat de demain n'a pas de visage.

Le « bac », premier grade universitaire, symbole séculaire de l'accession à la culture académique, touche aujourd'hui un adolescent sur trois. Il attire de plus en plus de candidats. Sauf dans la série qui demeure la plus valorisante pour le destin de ses titulaires, la série C, où les inscriptions sont de seize cents moins nombreuses que l'an dernier. Alors que la France manque d'ingénieurs, aurait besoin de faire peau neuve. Un « toilettage » a commencé, depuis quelques années, par petites touches : réajustement des disciplines scientifiques et littéraires, suppression des mentions, options nouvelles. Un toilettage, car la réforme de fond en comble n'est pas à l'ordre du jour. Le baccalauréat de demain n'a pas de visage.

Vrais et faux littéraires

Pour la cinquième année consécutive, le nombre des candidats au baccalauréat des séries littéraires (A) s'est accru cette année tandis que les effectifs présentés aux épreuves de la série C (mathématiques et sciences physiques) chutaient sensiblement (1).

LES lauréats des premiers prix du concours général 1983 de composition française ont un point commun : ils sont élèves de première S ou de terminale C où sévit « la dictature des mathématiques », selon l'expression de M. Claude Maury, polytechnicien et secrétaire général du Centre d'études sur les formations d'ingénieurs (CEFI). « Meilleurs professeurs », élèves triés sur le volet, débouchés expliquant « l'acharnement des familles » à réclamer l'admission en série C, comme le constate le censeur d'un lycée parisien, qui, du fait de la sélection rigoureuse opérée à l'entrée des classes scientifiques (2), distingue deux catégories d'élèves de la section A : « La moitié sont de vrais littéraires, les autres ont été refusés en C ou D ».

La suprématie du baccalauréat C semble plus vivace que jamais. Il fournit 92,3 % des effectifs des classes préparatoires aux grandes écoles scientifiques (options « mathématiques » et « physique »). 67 % des élèves préparant H.E.C. et même 11,8 % en lettres supérieures (3). Pourtant, en dépit d'une demande toujours forte d'ingénieurs sur le marché de l'emploi, le plafonnement du nombre des bacheliers C se confirme d'année en année depuis 1980. Conséquence directe de cette stabilisation, le flux global d'ingénieurs diplômés en 1981 marque pour la première fois depuis la guerre des

signes d'essoufflement, avec une hausse limitée à 0,8 % au lieu d'environ 2,7 % par an depuis trente ans (4). L'appel plus large aux autres bacheliers scientifiques et techniques pourrait permettre une certaine compensation. Mais, observe M. Didier Sarfady, chargé d'études au CEFI, « le système concurrentiel conduit les grandes écoles à privilégier consciemment ou non la filière dominante pour préserver la qualité de leur recrutement ». Et de constater le « hiatus » existant selon lui « entre la politique d'accueil des écoles et les proclamations des pouvoirs publics », qui récusent l'équation « qualité-élite » et souhaitent élargir le recrutement des sections scientifiques dans les lycées afin de résorber le déficit en ingénieurs.

Un ministère de l'éducation nationale en effet, on s'interroge de la stagnation des effectifs scientifiques attribuée à « la politique trop sélective » menée par les établissements secondaires. Deux séries de réformes déjà engagées visent précisément à « agrandir le vivier des élèves scientifiques sans supprimer l'élite ». La création à la rentrée 82 de la classe de première S, une première scientifique unique qui a déjà attiré 5 % d'élèves de plus que les anciennes premières C et D réunies. De plus, la nouvelle section de première A1, comprenant cinq heures de mathématiques hebdomadaires, relève de la volonté de « révaloriser les matières scientifiques dans l'enseignement littéraire ». Faire de la filière C « une section comme les

autres » et d'orienter « vers une sélection accrue à l'entrée de la filière-vedette de l'enseignement secondaire ou fruit d'un glissement des motivations vers les matières littéraires ?

Un regain de romantisme

Si une sélection accrue semble bien être à la base du réajustement du recrutement des bacheliers scientifiques, les facteurs sociaux et psychologiques n'y sont pas étrangers. L'orientation vers la filière A résulte encore le plus souvent d'un « choix » négatif. La réussite au bac C ouvrant davantage de portes.

Un récent rapport de la direction des lycées au ministère de l'éducation nationale explique la baisse des effectifs du baccalauréat A entre 1972 et 1978 par « le manque de débouchés » mais reconnaît qu'« il est plus difficile » d'expliquer le renversement de tendance constaté aujourd'hui. Sans doute, avance prudemment le rapport, les lycéens ont pris conscience que « les études littéraires pouvaient mener à autre chose que l'enseignement ».

La crispation du marché de l'emploi a conduit à l'intensification de la sélection à l'entrée des filières scientifiques. Les familles ont alors opéré, par nécessité, des « choix » plus littéraires. La création d'une classe de seconde de détermination depuis la rentrée 1981, celle des premières S et A1 depuis 1982, pour-

raient permettre de contraindre cette évolution et de mieux faire coïncider le choix des filières au lycée avec l'orientation des études supérieures. Les sections littéraires accueilleraient enfin les éléments les plus motivés pour les lettres, telle cette élève de khâgne au lycée Condorcet à Paris, qui, dès la seconde, « a refusé d'entrer dans le cercle vicieux de C » contre l'avis de ses parents et de ses professeurs, et s'en félicite aujourd'hui. Elle explique l'attrait croissant pour le baccalauréat A par un « regain de romantisme » parmi la jeunesse. Et puis, confie-t-elle, « les littéraires sont tellement plus heureux ! ».

PHILIPPE BERNARD.

Des candidats « psychologiquement vulnérables »

C'Y a-t-il, enfin, pu plancher pour obtenir le bac H (informatique) qui les a fait rêver et reprendre, adultes, le chemin des salles de cours.

Mais que de difficultés et de sacrifices n'ont-ils pas supportés pour en arriver là, suite de déconvenues, aussi.

En suivant un stage de formation continue, pendant neuf mois dans un Greta (1) d'Anlisy-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), ces dix adultes professionnels de la SNECMA à Corbeil et cet employé de la B.N.P. auront appris, aussi, à découvrir l'administration et ses règlements.

Alors que leur salaire antérieur devait être maintenu, disent les textes (les cinq cents premières heures rétribuées par l'employeur, les sept cents suivantes prises en charge par la direction départementale du travail et de l'in-

dustrie), ils ont additionné, à onze, un manque à gagner de 60 000 F. Pourtant, affirme-t-on au ministère de la formation professionnelle, le mode de calcul qui a été appliqué « leur a été extrêmement favorable ». Basé sur les heures de formation, il a pris en compte tous les éléments fonctionnels de la rémunération, y compris les primes d'équipe (mais évidemment pas les heures supplémentaires). Par quel mystère chaque stagiaire a-t-il donc enregistré une perte d'un tiers de ses revenus, en moyenne, sauf à considérer que le temps de formation ne correspond pas au temps de travail ?

Et puis, trois de ces stagiaires, malades, ont obtenu des arrêts de travail de dix jours que la Sécurité sociale s'est proposée d'indemniser sur la base du forfait journalier de 9,35 F. « Normal », affirme-t-on encore au ministère, où l'on rappelle qu'ils ont été soumis au régime gé-

ral et n'ont pas payé de cotisations durant leur stage. On précise d'ailleurs que, le même problème se posera pour les cotisations de retraite complémentaire ou de mutuelle.

Pour les onze stagiaires, dans la vie professionnelle depuis deux à onze ans, et chefs de famille, les conséquences, parfois dramatiques, n'ont pas tardé. Ils ont tous accusé des découvertes bancaires et, les uns après les autres, se sont vu retirer leurs chèques et leurs cartes de crédit. « Pour nous c'est une honte, explique l'un d'entre eux. Nous sommes des travailleurs honnêtes, et puis, être à la production ou en formation, c'est la même chose ».

Ils ne comprennent pas ce qui leur est arrivé et ressentent tous les tracasseries qu'ils ont subies, vécues comme autant de vexations. « C'est bien la peine de faire autant de publicité pour la formation », disent-ils, amers et déçus.

ALAIN LEBEAUCHE.

(1) Groupement d'établissements.

LE CONSERVATOIRE LIBRE DU CINEMA FRANÇAIS

pour devenir
**assistant-réalisateur
script-girl
monteur-monteuse**

Cours directs (1^{re} et 2^e année)
Cours par correspondance (1^{re} année théorique seulement)
CLCF 16, rue du Delta, 75009 Paris
Tél. 874.85.94
Documentation M sur demande

NADAUD enseignement privé

26 au bac A.B.C.D.G Commerce international
BTS Gestion comptabilité
«prépa» Sc.po. Vêto
presup: p.c.e.m.1
medecine pharmacie
recyclage scientifique pour bac A/B
ECOLES NORMALES D'INSTITUTEURS
& cours de vacances
18, rue Tiphaine 75015 Paris
(1) 579.82.37
19, rue Jussieu 75005 Paris
(1) 337.71.16

A, C, D, S...

Seconde indifférenciée : créée à la rentrée 1981, cette classe offre le même type d'enseignement à tous les élèves admis en classe de seconde.

Première scientifique (S) : elle regroupe, depuis la rentrée 1982, les anciennes classes de première C et D. Son programme hebdomadaire comprend notamment six heures de mathématiques, cinq heures de sciences physiques et deux heures et demie de sciences naturelles.

Première philosophie-lettres (A). Depuis la rentrée 1982, elle propose trois options au lieu de sept : lettres-sciences (A1, qui comprend notamment, en première comme en terminale, cinq heures hebdomadaires de mathématiques, au lieu de deux auparavant) ; lettres-langues (A2) et lettres-arts (A3).

Terminale : la distinction entre les sections C et D disparaît à l'entrée de cette classe. Neuf heures de mathématiques en C, six heures en D, sont programmées.

Le Monde UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE

spécialement destinée à nos lecteurs résidents à l'étranger

Exemplaires spéciaux sur demande

DEUG-DUT- admis en IEP 3^e année

intégrez l'CSCP

un concours spécial vous est réservé
les 7 - 8 - 9 septembre 1983

CSCD école supérieure de commerce de Paris
79, Av. de la République 75011 Paris 355.39.08
Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris

Ecole d'Administration et Direction des affaires

L'E.A.D. propose un enseignement portant sur tous les problèmes d'administration et direction des entreprises.

Six options professionnelles en troisième année :

- Finances
- Gestion du Personnel
- Marketing
- Publicité et Relations publiques
- Commerce international
- Informatique

Trois ans d'études après le baccalauréat.

Admissions directes :

• en deuxième année :

DEUG ou équivalent

• en troisième année :

Licence ou Maîtrise

• sur dossier :

B.T.S./D.U.T.

Stages et nombreux

travaux en collaboration

étroite avec les entreprises

U.S.A. : M.B.A. en un an après

l'e.d. Programmes

d'état et stages.

Service de placement

E.A.D. - 15, rue Soufflot, 75240 PARIS Cedex 05 - 329-97-80

Enseignement supérieur privé. Demandez notre documentation.



Nom _____
Prénom _____
Adresse _____
Niveau d'études _____

INSTITUT D'ETUDE DES RELATIONS INTERNATIONALES

(I.L.E.R.I.)

Etablissement privé d'enseignement supérieur

12, rue des Saints-Pères, 75007 PARIS - Tél. : 296-51-48

Fondé en 1948, l'Institut donne une formation de caractère juridique, économique et commercial aux étudiants et aux jeunes cadres désireux de se préparer aux

CARRIÈRES INTERNATIONALES

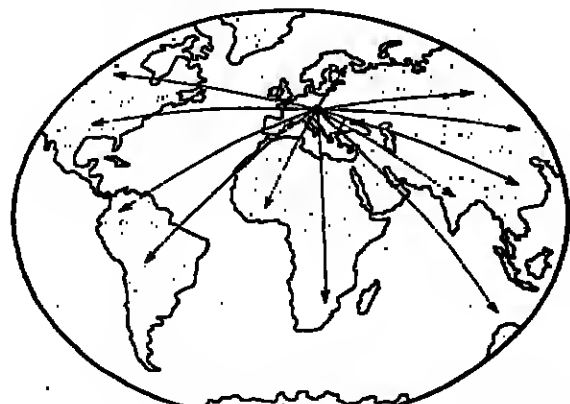
L'enseignement est assuré par des professeurs d'Université, des hauts fonctionnaires et des praticiens des affaires internationales.

Le diplôme est admis en dispense de la deuxième partie de l'examen de quatrième année de droit (arrêté ministériel du 16 février 1967) et donne accès aux doctorats.

Recrutement sur titres - Baccalauréat exigé - Statut étudiant

Secrétariat ouvert du lundi au vendredi de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures.

le monde de demain a besoin
des techniciens du commerce extérieur



en deux ans, préparez les diplômes d'État :

BTS de commerce international

BTS d'action commerciale

formation supérieure de cadre européen
par alternance de l'enseignement fondamental
avec la pratique des affaires.

• stages et contacts entreprises permanents

1^{re} et 2^e année France et étranger

en 3^e année option filière BA/MBA

à Paris et San Francisco

en liaison avec l'European University of America

• pratique intensive des langues

• présentation aux examens des chambres de commerce internationales

centres associés

Bruxelles / Lausanne / Londres / Madrid / Stuttgart

Niveau bac ou classes terminales. Services logement pour étudiants de province.

Demande :
une documentation
gratuite.

IAC Institut européen de formation

aux Affaires et à la

Conduite des entreprises

Etablissement privé d'enseignement supérieur du Groupe I.P.S.A.

43 Faubourg St-Honoré 75008 Paris tél. : 265.43.68

Nom : _____

Prénoms : _____

Adresse : _____

Niveau d'études : _____

Date : _____ Signature : _____

PARENTS...

En fin d'études secondaires
(1^{re} ou terminale)

faites préparer à vos enfants en
1 à 3 ans un véritable
commercial aux débouchés
nombreux et sûr (gestion,
marketing, informatique,
secrétariat)

E.P.P.A.

14, bd Gouvion-Saint-Cyr (17^e)

Tél. : 574-54-51

UN TREMPIN pour votre avenir



- BTS (Baccalauréat Technicien Supérieur) 12 ans d'études (niveau bac + 2)
- Année préparatoire (niveau bac + 1)
- Licence (niveau bac + 3)
- Master (niveau bac + 4)
- Doctorat (niveau bac + 5)
- Diplôme d'Ingénieur (niveau bac + 5)
- Diplôme de Commerce International (niveau bac + 5)
- Diplôme de Management (niveau bac + 5)
- Diplôme de Marketing (niveau bac + 5)
- Diplôme de Publicité (niveau bac + 5)
- Diplôme de Relations Publiques (niveau bac + 5)
- Diplôme de Commerce International (niveau bac + 5)
- Diplôme de Management (niveau bac + 5)
- Diplôme de Marketing (niveau bac + 5)
- Diplôme de Publicité (niveau bac + 5)
- Diplôme de Relations Publiques (niveau bac + 5)

STAGE EN ENTREPRISE
SERVICE DE PLACEMENT

Ecole des Secrétaires de direction

15, rue de la République 75011 Paris

Tél. : 355.39.08

Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris

Admission

sur dossier

Conte cruel

CHRISTIAN COLOMBANI.

J.-M. THÉOLLEYRE.

Études en SUISSE

littéraires,
scientifiques et commerciales

Baccalauréat (séries A, B, C, D)
Baccalauréats suisses. Admission
dès 10 ans. Internat et externat.
Ambiance calme et studieuse.
Excellents résultats.

école
lémania
lausanne

3, ch. de Prévaille, Tél. 19-41/21/2015 01, Téléc 28600

oral

et M. Malet, avec au bureau...
à M. Michel Salazar, qui...
chargé du dossier du Coral...
s'agit d'un acte de...
s'agit d'un acte de...

...en l'honneur de son client...
lequel a été accompagné...
par quelques personnes...
dont M. Malet, qui a été...
chargé du dossier du Coral...
s'agit d'un acte de...
s'agit d'un acte de...

...Le conseil d'administration...
a élu M. Malet, qui a été...
chargé du dossier du Coral...
s'agit d'un acte de...
s'agit d'un acte de...

...M. Malet, qui a été...
chargé du dossier du Coral...
s'agit d'un acte de...
s'agit d'un acte de...

...M. Malet, qui a été...
chargé du dossier du Coral...
s'agit d'un acte de...
s'agit d'un acte de...

La docteur
Alain Colombani
restera en prison

...Le docteur Alain Colombani...
a été condamné à la prison...
pour des raisons de santé...
il restera en prison...

...Le docteur Alain Colombani...
a été condamné à la prison...
pour des raisons de santé...
il restera en prison...

SUISSE
commerciales
séries A, B, C, D
Suisse. Admission
et et adhésive
ultis

hania
usanne
10-41/21/20 1501, Tél. 26600

Le Monde

billet

Retour en force du culturel

PLUIS de deux cents ethnologues et sociologues ont participé, à l'Université de Nantes, à un colloque sur les « cultures populaires » (1). Cette convergence de deux corporations qui naguère signaient en le signe d'une double évolution : bien des ethnologues, chassés de leurs domaines « exotiques » du fait de la décolonisation, se sont repliés sur l'Hexagone, et de nombreux sociologues, lassés des surenchères idéologiques des années post-68, sont retournés sur le terrain pour retrouver la saveur du concret.

La soixantaine de contributions présentées à ces journées ont montré la diversité et le dynamisme de la recherche dans ce domaine, même si la notion de « culture populaire » ne manque pas d'ambiguïté. Quel est ce « peuple » qu'on se propose d'étudier ? S'agit-il de communautés ethniques ou régionales, traditionnelles, chères aux folkloristes ? Ou des prolétaires, exclus de la culture savante ? Les ethnologues auront plutôt tendance à s'intéresser aux premiers, les sociologues aux seconds.

Mais ce genre de clivage tend à se dissoudre. Les ethnologues ne veulent plus se cantonner dans le rural et l'archaïque. Et les sociologues ne se contentent plus des grandes classifications qui découpent à coups de serpe la société en classes stéréotypées. Ils prennent aussi conscience de la difficulté qu'il y a, pour les lettrés qu'ils sont, à se pencher sur le peuple sans tomber dans le double piège du misérabilisme (« Voyez comme les pauvres sont démunis, spolés, écrasés par la culture dominante ! ») ou du populisme (« Quelle est belle, cette culture du peuple, dans sa simplicité, son authenticité, face à la fausseté des riches ! »).

Déclin de l'économie

Le problème posé ici est celui de la coexistence, à l'intérieur d'une même communauté, de groupes n'ayant ni les mêmes valeurs, ni les mêmes pratiques, ni les mêmes rythmes d'évolution. Comment se fait leur articulation ? Comment en viennent-ils à se rapprocher ou, au contraire, à accentuer leurs divergences ? On comprend que, face à un mécanisme aussi complexe, il ne soit pas inutile d'avoir recours à des méthodes très différentes.

Les ethnologues peuvent apporter à la compréhension de la société française la richesse de l'observation empirique, de l'attention au concret, au gestuel, au non-dit, aux codes secrets de la parenté, de l'immigration, des rites... La sociologie peut fournir l'appui de ses outils théoriques et statistiques, sa vocation à élaborer des modèles d'interprétation.

Cette réflexion sur les limites de la sociologie, on l'a retrouvée dans une autre rencontre, réunissant, à l'Institut d'études politiques de Paris, des spécialistes de sciences politiques sur le « concept de culture » politique (2). Concept qui fut bafoué d'un revers de main par l'animateur de cette réunion, M. Bertrand Badie : pour lui, la politique est une dimension de la culture, laquelle peut se définir comme le système de significations organisant les rapports entre les hommes, à travers les institutions, les lois, les croyances, les symboles... (3).

FREDERIC GAUSSEN.

(Lire la suite page 16.)

(1) Colloque organisé par la Société d'ethnologie française (M.N.A.T.P.), 6, avenue Mahatma-Gandhi, 75116 Paris) et la Société française de sociologie (32, rue Cardinet, 75017 Paris).

(2) L'Association française de sciences politiques (27, rue Saint-Gallienne, 75341 Paris, Cedex 07).

(3) Voir Culture et Politique, par Bertrand Badie, Ed. Economica, 140 p., 65 F.

Fascinant Baltasar Gracián

Baltasar Gracián, philosophe, écrivain et jésuite, qui naquit en 1601 en Aragon, connaît des heures de gloire dans les années 20 en France. Puis il a été oublié : on ne l'a plus traduit. Les éditions Champ Libre avaient, il y a quelques années, publié l'Homme de cour, le Héros et l'Homme universel dans d'anciennes traductions.

Mais on ne pouvait lire encore l'Agudeza y arte de ingenio : Art et figures de l'esprit, ce traité de style, avec « des pointes » où le fascinant jésuite déploie en même temps son génie baroque et son talent aphoristique. La traduction que Benito Pelegrin publie au Seuil livre au public français une relecture de ce grand livre.

Un jésuite paradoxal

COMMENT faire le portrait d'un jésuite discret et paradoxal, amateur de masques, parait-il penseur de l'habileté et de la réussite, et qui est les deux en même temps ? « Parité », les hautes dignitaires de l'Ordre de Saint-Ignace ?

On ne sait rien de Baltasar Gracián jusqu'à ses trente-six ans, sinon qu'il fut un bon élève des soldats de Jésus, qu'il devint Père, et créa une chaire de casuistique, cet art de la direction souple des consciences. Né en 1601 dans le royaume d'Aragon, il ne quitta sa terre qu'une fois, pour se rendre à Madrid : il avait des espoirs politiques. C'est de 1637 que date son premier livre, le Héros, « un art d'être supérieur, avec quelques règles de prudence », qu'il dédia au roi Philippe III. En 1640, parait le Politique, en 1642, l'Art et figures de l'esprit, en 1646, l'Homme universel et en 1647, l'Homme de cour. Rien de très raffiné dans tout cela, et d'ailleurs déjà il irrite. Il ne demande jamais d'autorisation pour publier et signe d'un pseudonyme transparent : Lorenzo Gracián, — des ouvrages qui lui semblent peut-être ne pas relever de la compétence du général des Jésuites. Pourtant, si l'on en croit son exégète Benito Pelegrin, Gracián ne fait que pratiquer, d'une manière personnelle, et en écrivain, la politique et l'enseignement jésuitiques. Il obtint à un idéal de maîtrise et de séduction : il veut comprendre les mouvements de l'âme humaine ; il essaye de concilier le surnaturel religieux et les aspirations vaines.

On l'a dit amoral, esprit fort, athée ou moraliste, pessimiste ou romantique. Tant de jugements contradictoires s'accumulent, mais ils indiquent la complexité de l'œuvre et de l'homme. C'est un écrivain curieusement moderne en tout cas, dont les démentis avec son ordre soulignent encore la modernité.

Ses ennemis venaient de ce qu'il était trop brillant de ce qu'il traitait de la « morale », qu'il traitait comme ce vice-roi d'Aragon dont il était le confesseur et qui fut compromis et déchu. Il écrivait trop de lettres, trop de dédicaces, il s'acharnait des livres et surveillait les rentes de fonds occasionnelles par ses publications, oubliant un peu ses vœux de pauvreté. Il s'occupait de l'enfant d'un sien ami, jésuite lui aussi. Etrange cynisme. Lui qui disait « connaître les forêts pour s'en servir, et les malheurs pour les fuir ».

Un sens très moderne de la liberté

Les vrais problèmes commencent en 1651, quand il publie le premier tome du Criticon, un énorme roman que Schopenhauer tiendra pour le plus grand roman allégorique de tous les temps. Les « parités » lui interdisent de continuer. Il brave la tempête : le deuxième tome sort en 1653. Et la situation se tend. Pour se faire pardonner, peut-être, Gracián écrit son premier et unique ouvrage religieux, un Art de communiquer, signé de son nom, et précédé d'une étonnante préface où il indique qu'il s'agit là d'un ouvrage entrepris « à un moment où (sa) vie était en péril ».

Mais bientôt paraît le troisième tome du Criticon, qui garantit la défiance de son auteur, relégué dans une maison de la Compagnie.

privé de sa charge, mis au pain et à l'eau. Trois mois plus tard, il est rétabli dans sa charge, et il meurt. On est en 1658.

« Il a défendu sa vérité d'écrivain sous l'uniforme du jésuite », dit Benito Pelegrin. Quelle était cette vérité ? D'abord, un style, explique-t-il. Héritier de Gongora,

Gracián appartient aux deux traditions baroques, l'excessive et l'énigmatique, et possède un sens très moderne de la liberté. « Vous êtes libre de vous damner, ou de vous sauver ». Dans le cas de Baltasar Gracián, le salut, c'était l'écriture.

GENEVIEVE BRISAC.

Une redécouverte « baroque » de l'« Agudeza »

Les aventures de la rhétorique

PUISQUE l'on s'est interrogé partout sur les moyens de gouverner et les façons de résister ou de feindre, l'Homme de cour a été souvent traduit et toujours réédité. Le dernier « récidiviste » de Gracián en France, coïncidant d'ailleurs avec l'apparition de Simon Leys (1), l'a précédé au recrudescence de la rhétorique, la finesse extrême-

armée. Ses emprunts à la poésie latine (Martial), transposée en espagnol, en portugais (Camões), fournissent des figures et des effets également dérivés. L'Agudeza, pour être comprise, exige une bonne connaissance de Platon, d'Aristote et des auteurs médiévaux, mais aussi que l'on perçoive son insolente nouveauté : Gracián, en multipliant les néologismes et les rapprochements inattendus, ne cache pas ses ambitions d'oracle (poète) ni de guide (pédagogue). L'élève, avant de se lancer à ses trousses, a besoin de quelques notions de casuistique et de scolastique. Il peut réviser les termes érudits qui correspondent au vertige de la rhétorique : grâce à la congruence, la synecdoque ou l'oxymore, familier des tropes, il connaît peut-être une extase presque mystique.

Réhabilitation du baroque

La traduction de l'Agudeza (Art et figures de l'esprit) qui propose héroïquement Benito Pelegrin (2), permet-elle d'apprécier de telles délices ? La présumption de Pelegrin avait déjà agacé quand il présentait une nouvelle mouture de l'Homme de cour, sous le titre affreux de Manuel de poche d'hier pour hommes politiques d'aujourd'hui et quelques autres (3). En représentant les procédés que Gracián indique dans l'Agudeza, il a fait de la traduction « classique » qu'il accusait d'avoir ignoré la richesse polysémique de l'original. Pelegrin voulait imiter le « système de rimes, d'associations internes, de paronymes et d'oxymores qui donnent un cachet particulier à son style ». Il ne gardait que deux cent cinquante des trois cents aphorismes réunis par Gracián et les disposait à sa guise, afin de mettre en évidence la « pluralité fonctionnelle morale de Gracián, son sens, très latiniste, du multiple ».

Cette réécriture abusive de l'Homme de cour — préparation à une redécouverte « baroque » de l'Agudeza — s'inscrit dans une tentative plus large de réhabilitation du baroque, « refoulé », depuis Richelieu en France par les empêcheurs de jouer. Avec leur apologie de Bernin ou de Leibniz contre Perrot et Descartes, Philippe Sollers et Jean-Marie Benoist datent et dépassent l'originalité de Pelegrin.

RAPHAEL SORIN.

(Lire la suite page 15.)

- (1) Aux éditions Champ libre.
- (2) Les éditions l'Age d'homme présentent une édition complète de l'Agudeza, B. Pelegrin a « allégé » le texte pour sa traduction.
- (3) Editions Libres/Hallier.

Vladimir Jankélévitch et le « philosophe des pointes »

VLADIMIR JANKÉLEVITCH choisit volontiers Baltasar Gracián. Et ce depuis des années. Tout en se défendant de le connaître bien, il aime à entendre parler Jankélévitch du « philosophe des pointes », ainsi qu'il le nomme, on ne peut cependant qu'être frappé par la familiarité profonde qu'il a de ce « merveilleux » père jésuite aragonais mort il y a plus de trois siècles.

Gracián, dit Jankélévitch, c'est le philosophe des circonstances, de l'occasion. C'est la rapidité du coup d'œil, et le goût de la lenteur. Il pratique un art de précision, comme Simonon, qui étire le regard sur les circonstances impondérables. Il se

meut dans le monde des choses qui se forment, et s'oppose ainsi à la rigueur un peu sèche de ses contemporains. J'aime étudier, pour moi, le paradoxe. Gracián est un homme de paradoxe, son univers est celui de la finesse réticente.

« Schopenhauer lisait Gracián. Comme le dix-septième siècle qui l'a glorifié. La Rochefoucauld n'aurait pas sans lui. Et sa tradition, on la retrouve chez Chamfort, chez Vauvenargues, qui sont bien plus importants que tous les métaphysiciens allemands. Ou chez mon cher Fénélon, le cygne de Cambrai, qui était doux et très méchant. Fénélon, c'est Gracián réincarné, l'homme de la subtilité, qui vous empêche de tomber dans l'esprit de sérieux, qui vous oblige à vous tenir sur la fil. La beauté du style vous épargne l'épée-sœur.

« Est-ce que l'abbé Brémond, cet autre jésuite, avait lu Gracián ? Son Histoire du sentiment religieux est imprégnée de l'esprit de finesse graciénienne qui capte les nuances les plus impalpables du cœur et de la raison. Pensez l'occasion, la fine pointe de la saute, comme disent les Grecs, tel est leur propos à tous. La vie même, vous savez, n'est qu'une occasion assez courte. »

(Propos recueillis par G. B.)

le feuillet

« SOUVENIRS DÉSORDONNÉS », de José Corti

Au temps des coupe-papier

FACE aux jardins du Luxembourg, entre Odéon et Panthéon, une librairie brune tient vaillamment tête à l'invasion, par les fripiers, des hauts quartiers de l'esprit. A la caisse et au téléphone veille un vieillard, un Léonard qui serait bon, Bert en plus, n'est-ce pas ? Les airs de patriarche corse comptant ses sacs de pois cassés au frais d'une cave bastiaise. Cet ermite à l'œil bleu comme la Méditerranée les jours de libêche, c'est José Corti-chiari ; Corti pour les intimes, c'est-à-dire la secte des quelques milliers de fanatiques qui ont découvert sous son label frappé d'une rose des vents, les surréalistes, Bachelard, Foucault, Gracq, Mauron ; rien que du rare ! Signe particulier accordé à cette rareté : les textes de chez Corti sont les derniers à nous parvenir enfermés comme des vierges dans les draps de leurs pages non massicotées, exigent qu'on les conquière coupe-papier à la main. Non par coquetterie rétro, mais par vénération pour la lecture, entendue comme une félicité qui se mérite.

Notre époque n'aime rien tant que les originaux qui la bourent et les vertueux qui confirment la règle de ses bassesses. On a évidemment suppléé cent fois Corti de publier ses Mémoires. Il avait

par Bertrand Poirot-Delpech

tenu bon jusqu'ici, ayant peu de goût pour les à-côtés de sa passion ; et le voilà qui craque, pour notre bonheur. Dans ces cahiers remplis, voici vingt ans, de sa fine écriture, il rassemble ses souvenirs sans ordre ni ambition, comme il le fait, dans sa boutique, avec ses intimes.

SEULE entorse au principe de la discrétion sur soi : l'évocation du fils unique qu'une imprudence de résistants a jeté, à moins de vingt ans, dans le dernier convoi de déportés, en août 1944. Un nom gravé au Panthéon, auprès des héros écrivains que cet enfant rêvait de rejoindre, c'est tout ce qui reste d'une adoration massacrée qui, jointe à une foi religieuse puissante, forme l'âme secrète du livre.

Le reste n'est que littérature, ou plutôt amour fou pour elle. Cet amour a une belle histoire. Il naît dès la veille de la Grande Guerre, où Corti va à l'école (à sa manière ; sans qu'on s'en aperçoive) en maniant, avant le coupe-papier, le balais. Comme tous les futurs fous de livres, il écrit des drames en vers à douze ans. Il a envoyé un poème à Mistral, qui, c'était l'usage, lui a répondu. Mais déjà l'éditeur, en lui, pesait ses propres mérites. Il ne serait jamais un grand, comme Bachelard, son éblouissement de jeunesse. Mieux vaudrait servir les maîtres que de courir piètrement derrière eux. Il serait libraire, éditeur ; où est le honte ?

Les revues, alors, fleurissaient. Il a monté sa première en 1912. Titre d'un temps où les valeurs ne faisaient pas sourdre : Vers l'idéal. Dès 1925, sa librairie de la rue de Cligny diffuse des périodiques ; pas moins de dix-sept en 1930. Plus tard, ce seront plusieurs revues de cinéma. Qui dit revues dit fêtes de l'affinité ; et qui dit souvenirs dit défilé d'amis. Voici le Hongrois Flaur, passionné de Wagner, Bachelard, Mallarmé, Bergson et Proust ; le Roumain Fondane, philosophe de la conscience malheureuse et qui mourra à Auschwitz en amusant les enfants...

VICI Gracq, la vedette maison — sinon qu'il n'occurrence le mot vedette n'a aucun sens. Dès que Corti reçoit le manuscrit d'« Au château d'Argol », en septembre 1938, il reconnaît, sous la même encre verte que Breton, un même goût de la phrase ample, nombreuse, accueillante aux incidents et aux délires domestiques. Edmond Jaloux, élevé par Breton, vient prendre chez Corti une leçon de surréalisme, et crie à la découverte. Une des œuvres les plus littéraires du demi-siècle a commencé.

L'homme Gracq n'est pas plus joyeux avec son éditeur qu'avec ses élèves du lycée Claude-Bernard. Corti le Méditerranéen se sent un peu frustré par cet abord féroce et sans ouverture, par cette froide courtoisie. Il préfère l'édigence approuvée et riante d'un René Char.

Gracq aura l'audace que l'on sait, du meilleur aloi que l'on puisse rêver. Et que serait-il devenu si Corti, manquant de flair ou craignant l'insuccès, avait refusé Argol ? La profession se console de ses légèretés en assurant que les chefs-d'œuvre finissent toujours par voir le jour : Corti n'en est pas du tout certain. La rage d'écrire a ses écolapes de génie, ses suicides. Il cite Sadeg Hedayat, l'auteur de La Chouette aveugle ; Crève, bien sûr.

AVEC Bachelard, l'intelligence supérieure ne se paie pas en mal de vivre. La soie de Marx aime la bonne bouffe, au pire de l'occupation, sans recourir, comme Cocteau et quelques autres, aux restaurants de marché noir. Grâce à Albert Béguin, Corti édite ses quatre titres. Pour la suite, Bachelard ira aux PUF, fort de ce que Corti n'aime pas ligoter ses auteurs et sait ne pas leur en vouloir de le quitter, notoriété faite.

Autres contributions à la petite et à la grande histoire littéraire du demi-siècle : les affaires juteuses de Dali, vues par Bunuel ; la médiocratie des Noëls en faveur du cinéma et des éditions surréalistes. Parmi les amis, certains purs, tels Char, ne déçoivent jamais. Péro, si. Mais Corti ne laisse pas les méfaits entamer ses admirations. Assez chrétien pour pardonner, pas assez copieux pour oublier, et trop amoureux des livres pour bouder sa joie !

(Lire la suite page 15.)

ARRABAL
La tour prends garde

roman

"Roman d'humour ? Certes. Roman d'espionnage ? Peut-être. Livre impressionnant. Arrabal a semé la panique en cours de route."

Jeanne Champion/Les Nouvelles Littéraires

GRASSET

GIACOMO LISIA

expose sur la Côte d'Azur

Les Agents AIR FRANCE pourront une fois de plus associer bronzage, amusements et découverte culturelle ! Ils ont en effet la chance, dans un Village de Vacances de leur Comté d'Entreprise, d'avoir chaque jour sous leurs yeux les œuvres de Giacomo LISIA, peintre italien bien connu des amateurs d'art contemporain. Cette exposition, qui occupera les cimaises de ce Village de Vacances durant tout le mois de JUILLET est ouverte à tous et les organisateurs attendent un nombreux public au Vernissage qui aura lieu le LUNDI 4 JUILLET à 18 h 30.

Village de Vacances du C. C. E. AIR FRANCE
GASSIN - 83422 LA CROIX VALMER - (94) 79.60.94

Le roman du bonheur



Marcel Schneider Mère Merveille

roman

"Le roman des mères heureuses et libres, fantasques et romanesques. Mères fortes, mères rayonnantes, allégres." Patrick Grainville/V.S.D.



APOSTROPHES LE 22 JUILLET

CET ÉTÉ PARTEZ A L'AVENTURE AVEC

LE ROI VERT

Roman

LE BEST-SELLER DE SULITZER

En vente dans toutes les librairies 69 F

Stock

Edition 1

LE MONDE DES LIVRES

la vie littéraire

La dernière saison de Nadia Tuéni

Nous apprenons la mort de la poétesse libanaise Nadia Tuéni.

Née à Beyrouth en 1935, Nadia Tuéni écrivait en français son pays, sa terre intérieure, et au-delà, un corps meurt où les mots tombent par impuissance, par désespoir, l'état, la mer, la lumière, l'enfance et tant d'autres malentendus sont les repères de cette poésie. Ainsi, pour Nadia, « la mer est un souvenir de jeunesse », quant à la terre, c'est celle qui a reconnu ses livres. Elle, qui était coïncider des années avec la maladie, écrivait, comme pour devancer le destin de son exil : « Il faut avoir connu l'intransigence du soleil pour amuser la mort ». Cette intransigence devint celle des hommes de guerre. Le Liban perdit son sang et murmurait son corps. Nadia nous disait à l'époque : « Je reproche aux poètes de nos pays de ne pas réagir à l'événement sur le plan de l'expression. Ils ne soulèvent pas, ils ne soulèvent pas les grands courants de leur pays. Ce décalage prouve que le corps arabe est malade ».

Des six livres qu'elle a publiés en vingt ans, citons *Jun et les méridiens* (Seghers 1968), *le Rêveur de terre* (Seghers 1975), dans *Poèmes pour une histoire* (Seghers 1972), elle écrit :

Ce sont des vérités aux énormes couleurs
comme un paysage
Il n'y a pas d'écrit sur le soleil
rien n'est plus tendre que la mort.
A l'heure des choses de la nuit
l'œil voit plus loin
c'est ainsi que le vent ramène la main
du froid de pleine lune.
Et pourtant il arrive que la terre soit
prodigieuse !
T. B. J.

(Lire page 18 les articles d'Alain Bosquet et de Tahar Ben Jelloun sur la poétesse arabe.)

en poche

Les matins de Jean Giraudoux

Il a vingt-cinq ans et il écrit pour rire. Que ferait-il d'autre après avoir râté l'agrégation d'allemand et s'être divertie une année à Harvard ? Demain, il cède aux conseils de son ami Paul Morand, qui veut qu'il se consacre à la littérature, à la jeunesse. Mais la carrière peut attendre, pas la jeunesse ! De 1908 à 1911, Jean Giraudoux se dissipe donc, égrenant ses contes (dans *le Matin* et dans *Paris-Journal*), comme le Petit Poucet ses cailloux blancs.

L'heureux garçon ! Il lui suffit de lancer les mots en l'air pour qu'ils retombent sur leurs pattes, sous la forme de gags, de sketches, de rêves éveillés. Rien dans les mains, rien dans les poches, mais tant d'idées en tête que son canotier à la Harold Lloyd en perd l'équilibre. Parfois, le résultat déçoit l'auteur, qui ne daigne pas le signer de son nom. Vaine précaution, le lecteur ne s'y trompe pas, qui reconnaît le maître au détour d'une phrase. Voyez ce colporteur à qui des lettres anonymes signalent son invraisemblable déshonneur conjugal. Bravant le sort, il se marie et découvre que « les dégringolades du passé prennent, quand vient le malheur, une vérité rétrospective ». Suivent l'enquête de Sherlock Holmes qui cueille un chèque suspect sur l'épave de l'amarre de sa femme, l'éclat sur la table, l'examine à la loupe, au vit désserai du coupable pour qui « ce cheveu semble encore plus long mort que vivant ». Faites un bout de conduite aux côtés du persécuté de la malchance « qui se promène dans la vie avec la méfiance et les précautions d'un enfant condamné à porter perpétuellement un costume noir ». Les personnes défilent en sautillant comme les acteurs d'un film muet, peut-être de René Clair.

« Peu de gens se salueraient s'ils se rencontraient dans la rue », affirme Giraudoux, conscient de l'ignorance où nous tenons notre propre visage. Lui nous invite à sortir de l'ombre, à laisser s'épanouir les velléités occasionnelles ou héroïques auxquelles nous avons renoncé avec l'âge, à redevenir des enfants. A cette condition, nous retournerons aux marionnettes, sous la conduite de Laurent Le Sage, professeur préfacier, qui s'exprime exactement comme un contrôleur de poids et mesures.

GABRIELLE ROLIN.

* Les Contes d'un matin, de Jean Giraudoux, « Folio » 1439.

au fil des lectures

Récits

LES ENFANTS DE LA MÉDITERRANÉE

Les mille et une histoires qui composent le livre de Georges Walter évoquent toute la Méditerranée. Elles évoquent l'histoire, les mythes, la poésie et, surtout, les innombrables voyages des peuples qui habitent ses rivages. « Si la mer pouvait conserver les sillages des navires depuis les premiers voyages des Phéniciens, quel défilé ininterrompu ils dessineraient sur la Méditerranée ! », écrit l'auteur. Il considère que ce va-et-vient permanent de soldats, d'esclaves, de marchands a tissé des liens indissolubles entre les peuples riverains. Il nous dit qu'il force de se rendre visite ils sont un peu partout chez eux.

Georges Walter note que les frères Barbares étaient originaires de Lesbos, que le même code de l'honneur est en vigueur dans bien des régions, que les lois de l'hospitalité sont un peu partout les mêmes. Il trace une foule de portraits hauts en couleur : celui de Champollion, qui avait appris douze langues avant de s'attaquer aux hiéroglyphes, d'Ésope, de Spartacus, de saint Vincent de Paul... En lisant ce livre fort divertissant, on découvre notamment qu'Hercule avait du goût pour les jeunes gens, et que l'on pouvait apprendre le turc en deux semaines, comme le fit Schliemann, l'archéologue qui découvrit le site de Troie.

VASSILIS ALEXAKIS.

* MILLE ET UNE HISTOIRES DE MÉDITERRANÉE, de Georges Walter, éd. J.-C. Lattes - Radio Monte-Carlo, 280 p., 70 F.

Histoire

UN ROI IDÉALISTE

Le roi Saint-Louis occupa depuis la fin du dix-huitième siècle une place de choix dans la mythologie nationale, aux côtés de Vercingétorix, Charlemagne (que les Allemands nous disputent), Jeanne d'Arc, et quelques autres : à notre époque de destruction de mythes, Jean Richard, professeur à l'université de Dijon, démontre dans une fort importante biographie que cette réputation n'est pas usurpée.

Louis IX a de qui tenir : fils de Louis VIII Cour de Lion et de Blanche de Castille (femme à la forte poigne s'il en fut !), il hérite d'un royaume riche et relativement paisible. Législateur infatigable, ne dédaignant pas d'agrandir son domaine, initiateur de deux croisades peu glorieuses, monarque profondément pieux qui vécut en strict respect de l'Évangile, justicier à la main lourde, Saint-Louis est tout cela. Sa plus grande originalité est ailleurs : il se considère avant tout comme l'arbitre suprême qui tranche toutes les querelles, grandes et petites, en jugeant les faits sans se préoccuper de l'origine des plaintes. Roi féodal, profondément attaché à ses barons et soucieux de préserver l'organisation de son royaume, Saint-Louis dépense la féodalité et la nie quand il donne raison à un ennemi dans son droit aux dépens d'un ami qui a tort. Non-vœux aberrants que ses successeurs se hâtèrent d'oublier.

ALEXIS LECAYE.

* SAINT-LOUIS, de Jean Richard, Fayard, 636 pages, 120 F.

Goethe et Freud dans l'Infini

Heinrich Heine avait eu ce mot fameux : « La Nature voulait voir son propre portrait ; elle créa Goethe ». En le paraphrasant, on pourrait écrire : « L'inconscient voulait savoir à quoi il ressemblait ; il inventa Freud ». Goethe, Freud : ils ont tant de choses en commun, nous dit Philippe Boyer, à commencer par le fait qu'ils n'entendent rien à la musique, « l'homme de Weimar s'en prend à la totalité de l'univers, l'homme de Vienne à la singularité du sujet parlant : l'un fait œuvre poétique exemplaire, l'autre exemplaire découverte scientifique ».

On ne saurait trop recommander la suite des réflexions de Philippe Boyer intitulées *Enigmes Goethe et Freud* que publie Philippe Sollers dans le second numéro de la revue *l'Infini* (Printemps 83, Ed. Denoël, 128 p., 54 F.). On y trouve également le discours de Freud, inédit en français, que sa fille Anna prononça à Frankfurt, le 28 août 1930, à l'occasion de la remise du prix Goethe.

La psychanalyse est encore présente dans *l'Infini* avec des extraits des cahiers de Marie Bonaparte et avec un entretien passionnant d'Elisabeth Roudinesco à propos de ses recherches sur l'histoire du mouvement freudien en France.

Au sommaire de ce même numéro, signalons enfin *La marquise revint à minuit*, de Philippe Murray, *Réflexions postmodernes*, de Guy Scarpetta, *l'Analyse infinie*, de Philippe Sollers, *Loyola*, de Jacques Henric, *le Livre*, de Pierre Guyotet, *Shakespeare en progrès*, les sonnets, de Marcelin Pleynet, ainsi qu'une fort belle traduction des fragments de l'*Enfer*, de Dante, par Jacqueline Risset. — ROLAND JACCARD.

L'œuvre de René Char au crible du savoir

Le premier colloque international René Char vient de se tenir à l'université de Tours.

L'œuvre du grand poète n'a pas manqué d'attirer son incontestable fascination sur le plus grand des participants, même si certains d'entre eux ont parfois préféré délaisser le trépan de l'enthousiasme pour la grille du savoir. Le texte de René Char a subi maintes explorations féveresques. On y a tout à tour découvert une poésie de la décision (M.-A. Cawel, de la tension (J.-Y. Debrauville), de la répétition (G. Gelsel), voire une « poésie de l'ange » (D. Jaquet) ou de « la trace éternelle » (G. Nonnenmacher). L'œuvre de René Char a suscité une riche réflexion de Jean Burges, tandis que Jean Alain Favre, l'image et le sacré dans les derniers recueils de Char, l'incursion dans les derniers rapports avec Heidegger (J.-P. Madiou et R. Lambieley). Les différents rapports de la critique ont été essayés, de la thématique à la linguistique, mais sans entamer l'étonnante irrédigibilité de l'œuvre. On s'est enfin penché sur la compagnonnage du poète avec ses « ascendants » (H. Labrousse) ou ses « allées substantielles », les amis peintres (Renée Riese-Hubert, J.-Ch. Gateau).

Une belle exposition de documents, livres, manuscrits et œuvres plastiques a d'ailleurs servi d'utile corrépondant au colloque. Elle fut inaugurée — comme il se doit pour René Char — sous la foule.

Les actes du colloque (trente-deux communications où l'on trouvera encore les signatures de Raymond Jean Daniel Oster, J.-Cl. Margolin, etc.) feront l'objet d'un substantiel numéro spécial de la revue *SUD* (62, rue Sainte, 13100 Marseille), à paraître en mars 1984. D. L.

vient de paraître

Récit

GEORGES PEREC : *W ou le souvenir d'enfance*. — L'auteur restitue sublimement l'indicible horreur de l'univers concentrationnaire en recourant à un savant montage qui fait alterner fiction et autobiographie. Réédition d'un texte publié en 1975 (Denoël, 220 p., 59 F.).

Lettres étrangères

KNUT HAMSUN : *Enfants de leur temps*. — Dans un domaine du Nordland, une extraordinaire galerie de héros humanitaires. Traduit du norvégien par Régis Boyer (Calmann-Lévy, 270 p., 79 F.).

VLADIMIR ORLOV : *L'Albatros Danlon*. — Un musicien engage une lutte serrée contre les puissances infernales dont il dépend. L'enjeu n'est rien moins que son existence. Traduit du russe par Svetlana Delmotte (Acropole, 470 p., 98 F.).

JOHN COWPER POWYS : *Les Sabots de la mer*. — Dans une ville de la côte anglaise, en 1912, l'histoire d'Adam Skald, le naboteur sur fond de mer qui « ne laisse pas entamer son individualité ». Traduit de l'anglais par Marie Canavaglia (Christian Bourgois, 510 p., 100 F.).

R.K. NARAYAN : *Suami et ses amis*. — Le premier roman d'un grand écrivain indien admiré par Updike et Henry Miller, découvert par Graham Greene. Traduit de l'anglais par Anne-Cécile Padoux (Acropole, 220 p., 69 F.).

Histoire littéraire

PASCAL FOUCHÉ : *Au Sans-Pareil*. — L'étude d'une maison d'édition fondée par René Hilsen en 1919 pour soutenir le mouvement surréaliste naissant, à partir de sa production et de documents (Bibliothèque de littérature française contemporaine, Université Paris-VII, 2, place Jussieu, 75005 Paris. Un album de 446 p., 150 F.).

Document

STEFAN WYSZYNSKI : *Notes de prison*. — Le cardinal Wyszyński, primate de Pologne, fut emprisonné par le gouvernement de son pays, de 1953 à 1956. Ces *Notes de prison* qu'il écrivit alors ne furent pas publiées de son vivant. Le cardinal y livrait ses réflexions sur l'avenir de la Pologne, sur le rôle de l'Eglise dans un système communiste et sur les mécanismes du pouvoir totalitaire, qui s'avèrent aujourd'hui prophétiques (Cerf, 306 p., 75 F.).

Spiritualité

PAUL TONNET : *Luther en lui-même*. — Une approche moderne des thèses de Luther inspirée par la cause de l'écouménisme (Fay, éditions, 30, rue Madame, 75006 Paris, 182 p., 78 F.).

Essais

PAUL MATTICK : *Le Marxisme hier, aujourd'hui et demain*. — Un recueil d'articles sur le marxisme qui illustre la pensée d'un communiste des conseils ouvriers. Présentation de Claude Orsoni. Biographie de Michael Backmiller (Spartacus, 156 p., 45 F.).

Hommage

PIERRE DAC ET FRANCIS BLANCHÉ : *Le Parti d'en rive*. — Un montage des meilleurs passages des émissions de P. Dac et F. Blanché, réalisés par leur compère Pierre Arnaud de Chassy-Poulay. Des Auteurs spontanés en Broncho-Pulmonaire aux « Penseurs clandestins de jambon », se mêlent gags et dérapage verbal (Le Cherche-Midi-Éditeur, 264 p., 65 F.).

en bref

LE PRIX MARCEL-PROUST a été décerné à Jean Deloy, de l'Académie française, pour son roman *la Fancosme* (Gallimard).

LE IV^e FESTIVAL DE POÉSIE DE SENS se déroulera du 1^{er} juillet au 3 juillet. Parmi les nombreuses manifestations prévues, on note la tenue d'un colloque le 2 juillet (de 10 h 30 à 18 heures, dans la salle du district) consacré au grand poète polonais Cyprian Norwid (1821-1883) sous le patronage de P. Chab et d'OCéidiane et sous la direction de Christophe Lévesque.

PRÉCISIONS : A propos de « *Walter Benjamin à Paris* » (dans le *Monde des livres* du 24 juin), nous avons omis, dans la liste des livres disponibles en français : Charles Bonet-Laurier, un poète lyrique à l'appel de la capitale. Traduit par Jean Lacoste (Petite Bibliothèque Fayot, 1982).

Le *Journal de Mammès* aux éditions de l'Arche est traduit par Jean-François Feirier.

كتاب النمل

lettres étrangères

UN GRAND ROMAN JAPONAIS « DE CAPE ET D'ÉPÉE »

Le samouraï Musashi : un héros positif

De la littérature japonaise, le public français ne connaît guère que certains classiques (de Tanizaki, Mishima ou Kawabata), quelques « monuments » comme le *Du du Genji* et des romans d'auteurs contemporains de renommée internationale comme Kobo Abe, Kenzaburo Oe ou Sawa Arakawa. Mais il ignore en général le roman populaire. Avec la traduction (de l'anglais) de la *Pierre et le Sabre*, c'est l'un des sommets du genre qui est mis à sa portée : le roman historique, de « cape et d'épée », la saga du héros nippon, archétype du samouraï pénétré des vertus supposées la quintessence de la japonicité (maîtrise de soi, force intérieure acquise dans l'autodiscipline du type zen, sens éthique et esthétique). En fait, ce type de livre offre au lecteur l'image idéalisée du Japonais que véhiculent les médias tant au Japon qu'à l'étranger.

Volumeux roman d'aventures, la *Pierre et le Sabre* se situe dans la veine de *Shogun*, et il n'est sans doute pas fortuit que sa traduction aux États-Unis ait suivi la publication du roman de James Clavell. Cette fois l'auteur est japonais. Eiji Yoshikawa (1892-1962) est l'un des représentants de la littérature de masse (*taishu saekka*) qui a fait

son apparition dans l'entre-deux-guerres comme l'une des expressions de cette culture populaire, essentiellement urbaine, engendrée par la modernisation. La *Pierre et le Sabre* parut en feuilleton dans le quotidien *Asahi* entre 1935 et 1939. Il a connu depuis quatre rééditions (au total cent vingt millions de volumes), a été à l'origine de sept films, et les séries télévisées qui en ont été tirées ne se comptent plus.

De l'art du sabre à la philosophie zen

L'histoire se situe au début du dix-septième siècle : une époque de mutation profonde pour le Japon. Après plus d'un siècle de guerres féodales, le clan des Tokugawa, ayant établi son contrôle sur l'ensemble du pays, a pris le titre officiel de shogun. La *Pierre et le Sabre* raconte la vie de Musashi, fils d'un petit seigneur de province devenu samouraï sans maître après la fameuse bataille de Sekigahara (1600) marquant la victoire des Tokugawa sur leurs rivaux.

Après trois ans de retraite dans un temple, Musashi va naître à lui-même, passant de l'état de sabreur sans foi ni loi à celui d'homme maître de soi, tendant par sa force intérieure et l'art du sabre, à atteindre ce « non-entenduel » (*mujo*) du zen. Musashi dut notamment sa célébrité au fait qu'il maniait simultanément deux sabres et pourfendait ses ennemis en un tour de main.

Musashi a vraiment existé : il vécut de 1584 à 1645. Esclameur, il pratiquait aussi la philosophie, la calligraphie et la peinture. Il publia en outre un traité célèbre sur le maniement du sabre, *Gorin no sho* (*Le Livre des cinq anneaux*). Mais, en fait, la version romancée de sa vie, et en particulier celle due à Yoshikawa, a éclipsé la vérité historique : aujourd'hui le seul « vrai » Musashi, c'est celui dont les Japonais connaissent les prouesses que lui a attribuées Yoshikawa, qui, dans bien des cas, a réduit l'histoire au simple plausible.

Aventures, romances mélodramatiques, machiavéisme sommaire des personnages, sens du devoir et principes moraux ramenés à quelques poncifs : la saga de Musashi se lit comme un roman d'aventures — bien que quelque peu répétitif. Chaque page y trouve ce qu'il aime : prouesses viriles, amours contrariées, reconstruction colorée de la vie d'une époque et de lieux, comme le Kyoto du début du dix-septième siècle. Mais l'action l'emporte trop souvent sur l'analyse psychologique et le cadre historique est trop schématisé pour qu'on puisse, comme le fait pourtant O. Reischauer dans l'avant-propos, comparer la *Pierre et le Sabre* à *Au large en emporte le vent*. Ni sur le plan de la reconstruction historique, ni du point de vue strictement littéraire, le roman de Yoshikawa ne peut être considéré comme un événement.

L'idéologisation du passé

C'est en revanche, sociologiquement, un bon exemple de l'univers de représentation dans lequel baigne le Japon contemporain : ce livre véhicule en effet les stéréotypes qui sont présents depuis l'époque Meiji (qui commence en 1868) comme étant la tradition japonaise, c'est-à-dire un corpus de valeurs supposées représenter l'essence du Japon : en réalité, comme l'a montré le célèbre ethnologue de la première moitié de ce siècle Kuno Yanagida, du point de vue idéologique, l'époque

Un film sur la vie de Mishima

Le réalisateur et producteur américain Francis Ford Coppola, qui était à Tokyo la semaine dernière, a annoncé qu'un film sur la vie de Yukio Mishima allait être réalisé en co-production américano-japonaise.

Le film sera dirigé par Paul Schrader (*Taxi Driver*, *American Gigolo*, etc.) sur un scénario écrit en collaboration avec Jun Shigeru, critique-traducteur et éditeur littéraire du Fonds Mishima. La tournage devrait commencer en février 1984.

Jean HELLEN - « LES SOUVENIRS DE L'UNIC MICHEL » - Les étonnantes d'un enfant qui découvre la vie et entend parler des grands événements du monde. Traits et anecdotes à chaque page. 250 pages 52,50 F TTC. En vente : librairie de l'éditeur « LA PENSÉE UNIVERSELLE », 4, rue Charlemagne, PARIS (4^e) et à SAINT-ÉTIENNE, librairie PLAINE, 27, av. de la Libération.

DIX NOUVELLES DE MISHIMA

Rites d'amour et de mort

LES dix nouvelles groupées ici, admirablement retraduites de l'anglais par Dominique Aury, forment un éventail complet des diverses tendances propres au talent de Mishima. On y retrouvera son humour grinçant (*la Perle*), son réalisme dramatique (*la Mort en été*), sa poésie la plus limpide (*le Prêtre du temple de Shiga et son amour*) et surtout son atroce agilité de la mort.

Celle-ci régit dès le premier récit, *la Mort en été* : Tomoko, qui a confié ses deux enfants à sa jeune belle-sœur, Yama, tandis qu'elle-même fait la sieste, apprend leur triple mort. Ce qui compte le plus dans ce récit, qui pourrait à l'aise qu'un atroce fait divers, c'est la manière dont Mishima sonde l'événement pour dire ce qui le hante lui-même depuis l'enfance. Après le drame, Tomoko et Masaru décident de concevoir un autre enfant, mais Mishima n'insiste pas sur l'apaisement que peut apporter cette nouvelle vie.

Bien au contraire, l'auteur s'insurge contre l'oubli qui commence à s'installer : « L'oubli attaque l'organisme comme un microbe invisible », Mishima analyse ici les réactions différentes de l'homme et de la femme devant la mort : « Même voyage et léger, un homme est en général plus sentimental qu'une femme ». Après la naissance, Tomoko exige de retourner au lieu maudit. Une étrange torpeur fascinée — où l'on reconnaît la curiosité voluptueuse de Mishima pour tout ce qui se décompose — s'empare de la femme telle une passion froide.

La volupté suprême

Le malheur se transmue en plaisir face au bonheur possible, loin de cet épanouissement heureux que Mishima résume comme une trahison de ses valeurs essentielles. Ce que Tomoko attend au bord des flots meurtriers, c'est qu'ils viennent la réconcilier avec son nouvel enfant, mettant ainsi en échec l'envie de vivre du mari ; sournoisement dépeinte comme un vouloir médiocre.

La mort consentie — mieux encore, appelée — est aussi le sujet de *Patriotisme* (1960), nouvelle superbe dont on sait que Mishima avait fait un film, interprétant lui-même le rôle du lieutenant qui commet le rite antique du *seppuku* au nom de l'empereur, avant d'être re-

joint par sa jeune femme dans la mort. Film sanglant, bouleversant, où Mishima parvient à une étrange prémonition de sa mort future, jouant son rôle, la victime de sa caste baissée sur un regard absent, voilé, déjà voué à ce suicide qu'il commettra à Tokyo en 1970. Dans le rapport amoureux, entre les deux jeunes gens, la mort joue le rôle d'un ferment intense qui porte les sentiments à leur comble. L'homme offre sa vie à l'empereur, ou plutôt à un idéal moral et viril, mais ce qui fait également partie de sa mort, c'est ce regard que sa femme porte sur lui, regard empreint d'une compassion qui confie à la volupté.

C'est bien de « rites d'amour et de mort » qu'il s'agit, car Mishima avait confié à son biographe Henry Scott-Stoddard : « Une telle nuit fut certes la plus heureuse du couple. Aucune ombre de bataille perdue ne plane au-dessus de cet homme et de cette femme ; et ce suicide douloureux atteint à la grandeur d'un combat de guerre. De telles pensées furent encouragées chez moi par la lecture de Nietzsche pendant la guerre et par mes affinités avec Bataille, ce Nietzsche de l'érotisme... » Tout le récit est marqué par cette hantise : celle d'une mort héroïque et pathétique.

Cette notion de partage se retrouve dans *le Prêtre du temple de Shiga et son amour* : la concubine impériale et le prêtre qui l'aperçoit un jour sont tous deux à la recherche de la perfection. Exaltée par l'amour que lui témoignaient les hommes de ce monde-ci, elle rêve d'une « passion située aux frontières de l'impossible ». Mais sa beauté a suscité chez le prêtre, « éclopé qui semble surgir de l'enfer », quelque chose qui dépasse l'objet de son amour et qui n'a plus besoin d'expression humaine. Finalement le grand-prêtre va plus loin que la femme : « Il parvient à cette frontière même de l'oubli où la chair est sur le point de se dissoudre ». Le grand-prêtre a cherché à se libérer de l'illusion ; la femme, à se délivrer d'un enfer possible. Dans cet admirable texte où Mishima atteint l'apogée de son talent, on retrouve ce lancinant crescendo présent depuis le début du recueil, cette course vers la mort que l'homme et la femme se disputent comme volupté suprême.

La rivalité des sexes face à la perfection

Onnaga, l'histoire d'un acteur dont le rôle est d'incarner toujours des personnages féminins, ne fait que confirmer cette rivalité des sexes face à la perfection ; mais ici le récit est d'un symbolisme exemplaire, c'est au sein d'un même être que le féminin et le masculin s'affrontent ; l'expérience de l'acteur comme celle du guerrier, ou du prêtre, doit être conduite jusqu'au bout au mépris des contingences, de l'humanité et du corps. C'est pourquoi pas un instant, au cours de sa vie quotidienne, Mangiku ne cesse de jouer un rôle de femme, afin de mieux pouvoir l'incarner et se confondre avec l'essence féminine

elle-même. Mishima connaissait bien le grand acteur du kabuki, Utaemon, et ce qui le fascinait sans doute chez Onnaga, c'est le point de rencontre ambigu entre le masque et la vérité : « L'onnaga nait de l'union illégitime du rêve et de la réalité ».

La pièce de théâtre qui paraît en même temps que ces nouvelles, le *Palais des fées* (*Rokumeikan*), composée en 1956, la même année que le *Pavillon d'or*, est un drame évoquant des luttes politiques de 1886, mais ce qui frappe surtout le lecteur, c'est le thème cher à Mishima du heurt entre les sentiments d'une beauté vécue et une relation « mise à l'abri de la froide réalité humaine ». Il y a dans tous ces textes de Mishima comme une inquiétante équation entre la pureté et l'humanité. Aussi fait-il dire à Mishima du heurt entre les sentiments d'une beauté vécue et une relation « mise à l'abri de la froide réalité humaine ».

DIANE DE MARGERIE.
* LA MORT EN ÉTÉ, par Yukio Mishima, traduit par Dominique Aury, Gallimard. « Du monde entier », 252 p., 68 F. LE PALAIS DES FÉES, par Yukio Mishima, traduit par Georges Neyraud, Gallimard. « Le masquage d'Arlequin », 130 p., 42 F.

billet

Retour en force du culturel

(Suite de la page 13.)

On conçoit que, pour comprendre la culture prise dans une acception aussi large, il faille battre le rappel de toutes les sciences sociales : l'ethnologie, mais aussi l'histoire, la sémiologie, la philosophie, la théologie, le droit...

Ce retour en force du culturel — et du politique dans le culturel — correspond sans doute, a-t-on fait observer, à un déclin de l'économie, après une période d'arrogance hégémonique. La preuve a été récemment administrée — aussi bien dans les pays développés que dans les tiers-monde — que le développement économique ne produit pas toujours sur les sociétés les conséquences attendues et que certaines réalités, considérées comme caduques, font preuve d'une surprenante robustesse. Après tout, n'est-ce pas la « culture populaire » (dans sa forme la plus « archaïque » : religieuse et nationale) qui tient en échec l'Occident (capitaliste et marxiste) en Iran et en Pologne ?

FRÉDÉRIC GAUSSEN.

science-fiction

Retour aux étoiles

● CAROLYN J. CHERRYH a reçu le Hugo, la plus haute distinction américaine du genre, pour ce gros livre où son talent se déploie et s'assagie en même temps : *Forteresse des Étoiles*. Le récit met en scène avec un luxe de détails inouï et une précision parfois accablante la vie d'un groupe humain, confronté à des problèmes quotidiens et tragiques, dans une station de l'espace, Peil, et sur une planète, Downbelow, peuplée de primitifs naïfs et un peu conventionnels.

On trouve dans ce roman à la fois plus et moins que dans les œuvres précédentes de C.J. Cherryh. Plus, car le schématisme des débuts, l'intrigue à système, sont dépassés par un foisonnement qui convient bien au sujet. Moins, car un certain sens tragique a été émoussé et la force émotionnelle diluée... La primitive Lily exprime dans son langage la philosophie du « retour aux étoiles » des néo-classiques américains : « Moi vouloir marcher loin, faire nid là-bas... trouver étoile et aller... » (p. 564). (*Forteresse des Étoiles*, de C.J. Cherryh, Opta, 560 p., 160 F.)

● LES BEST-SELLERS DE LA SCIENCE-FICTION SOVIÉTIQUE, collection du Fleuve noir dont le titre indique le programme, publiées à cinq cent mille exemplaires, ont été traduites en France. Un milliard d'années avant la fin du monde. Arceid et Boris Strougatski sont les auteurs soviétiques les plus connus en France. Une bonne raison à cela : leurs œuvres sont en général très proches de la science-fiction occidentale. Par exemple : *Il est difficile d'être un dieu et Stalker* (Ed. Denoël). Leur dernier roman est plus « russe » que les précédents, puisque le récit se situe dans le milieu des chercheurs soviétiques de haut niveau. Personnage vivants, typés avec maîtrise, psychologie pénétrante, dialogues qui sonnent le vrai, humour sous-jacent : c'est un habillage de qualité pour une idée de science-fiction qui se révèle à la fin du livre originale et forte. Voici une bonne occasion de découvrir la science-fiction soviétique. (*Un milliard d'années avant la fin du monde*, d'A. et B. Strougatski, Ed. Fleuve noir, 192 pages, 15,50 F.)

● CONTRE L'INFINI, le dernier roman de Gregory Benford, un jeune et brillant écrivain américain, est exactement défini par une phrase que l'on trouve page 15 : « Ils étaient seuls aux frontières de l'univers humain, accablés à l'infini qui ne tolérât pas la contemplation ». Ce pourrait être un manifeste de l'esprit « nouvelle frontière ». Le récit est une manifestation de l'esprit « nouvelle frontière ». Le récit est une manifestation de l'esprit « nouvelle frontière ». Le récit est une manifestation de l'esprit « nouvelle frontière ».

● LE CANAL OPHITE, paru en 1977, réédité aujourd'hui par J'ai lu, est le premier roman de John Varley : encore une nouvelle étoile de la science-fiction américaine. Dans ce livre, dix thèmes au moins s'entrecroisent, saupoudrés d'une bonne centaine d'idées étonnantes. L'univers du XXV^e siècle y est raconté avec un mélange rare d'invention et de rigueur, sans que le côté humain soit jamais sacrifié. Deux thèmes se détachent, existent une action grouillante et touffue : le contact avec les Extraterrestres et le clonage humain. Ce dernier est celui qui nous touche le plus. La duplication totale des êtres humains crée des situations neuves, étonnantes. Le lecteur hésite entre le doute et le vertige. Un livre passionnant. (*Le Canal ophite*, de John Varley, Ed. J'ai lu, 256 p., 15 F.)

MICHEL JEURY.

Maurice Genevoix

de l'Académie française



Deux fauves

L'assassin / Gai-l'amour

Deux effrénés, dont les destinées tragiques se sont à un moment rencontrées. Deux romans néanmoins distincts, aussi puissants, aussi envoûtants l'un que l'autre.

Plon

magazine littéraire
Tous les mois, un dossier consacré à un auteur ou à un mouvement d'idées

JUILLET - AOUT

LA LITTÉRATURE ET LA MORT

Gabriel Garcia Marquez,
Maurice Blanchot,
Yukio Mishima,
Georges Bataille,
William Faulkner,
Franz Kafka, Thomas Mann,
Joris-Karl Huysmans,
Léon Bloy
et Charles Beaudelaire

ENTRETIEN

Mario Vargas Llosa

OFFRE SPECIALE

6 numéros : 54 F

Cocher sur la liste ci-après les numéros que vous choisissez

- ☐ Georges Simenon.
- ☐ Graham Greene.
- ☐ Borges.
- ☐ Cette science humaine : la guerre.
- ☐ Burroughs, Ginsberg, Karcus, la Beat Generation.
- ☐ Marguerite Duras.
- ☐ Georges Duhamel.
- ☐ Où est l'histoire.
- ☐ Mishima.
- ☐ Jean Genet par lui-même.
- ☐ Autour de la folie.
- ☐ Gabriel Garcia Marquez.
- ☐ L'Intellectuel et le Pouvoir.
- ☐ Robert Musil.
- ☐ Les maladies mortelles de la littérature.
- ☐ Les écrivains brésiliens.
- ☐ Berlin, capitale des années 20 et 80.
- ☐ Stendhal.
- ☐ 100 ans de critique littéraire

Nom :

Adresse :

Règlement par chèque bancaire ou postal.

magazine littéraire

40, rue des Saints-Pères 75007 Paris (France)

كتاب النظم

des livres pour l'été...

Aujourd'hui, Pierre Belfond vous propose:

roman avec cocaïne

Il s'agit d'un livre unique... je veux dire d'un livre capital, hors du temps... Aguéev a peut-être bien fait de disparaître. Après avoir tout dit. Un livre peut valoir une vie.

ANDRÉ BRINCOURT
(Le Figaro)

C'est un âpre et grand livre que ce "dictando" de souffrance d'un être déchu.

ARNOLD MANDEL
(L'Arche)

"Roman avec cocaïne" est un livre âpre et fort, l'autopsie d'un monstre, fascinant de vérité. On est rarement allé aussi loin dans l'autobiographie psychologique...

JEAN-CLAUDE PERRIER
(Le Quotidien de Paris)

"Le livre refermé, on sait qu'on a rencontré, avec M. Aguéev, un écrivain complexe et fascinant."

NICOLE ZAND
(Le Monde)

"Enfin, la voix d'Aguéev se fait entendre. Est-il mort ou vivant? Peu importe, le voici immortel. Son chef-d'œuvre est sorti du néant."

JEAN-LUC FROMENTAL
(Le Nouvel Homme)

"Tombé on ne sait d'où, un livre météorique. Une brûlure d'engue carbonique. Une caresse de talc et un froid de couteau. Pour les lecteurs lassés des graisseuses complaisances, voici la nudité, la rayure du diamant."

ALAIN GARRIC
(Le Magazine littéraire)

"Une œuvre, par delà le temps, nous interpelle. Elle est sauvée matériellement de l'oubli. Il reste à ses lecteurs nouveaux de faire revivre en eux cet étonnant chef-d'œuvre."

JEAN CONTRUCCI
(Le Provençal-Dimanche)

"Roman avec cocaïne" est un livre cruel et beau.

MICHEL BOUÉ
(L'Humanité-Dimanche)

Roman avec cocaïne. et avec génie.

PIERRE COMBESCOT
(Les Nouvelles littéraires)

On se doit de dire les mots que tout romancier rêve d'entendre. Aguéev est un génie, son "Roman avec cocaïne" appartient à ces rares livres émouvants et complexes que l'on referme avec la certitude d'avoir suivi ligne à ligne le cours même de la vie.

JEAN-FRANÇOIS FOGEL
(Le Point)

"Le livre est à la hauteur des mystères dont il émerge, il porte une angoisse, une espèce de folie furieuse rentrée, qui sont infalsifiables."

FRANÇOIS-OLIVIER ROUSSEAU
(Le Matin)

"Aguéev est un écrivain qu'il sera difficile d'oublier. Et son livre pourrait bien être l'événement littéraire de la saison."

JACQUES BOFFORD
(Radio Suisse Romande)

"Cette scission du vrai et du faux, du jeu et du drame, préside en fait au livre lui-même, donnant une grande force à l'irruption finale de la cocaïne."

J.-M. DE MONTRÉMY
(La Croix)

"Ce roman noir, avec poudre blanche, ce galop désespéré de l'autodestruction, cette écriture moite comme l'hallucination..."

DOMINIQUE DURAND
(Le Canard enchaîné)

"Roman avec cocaïne" est un livre capital. Un de ces ouvrages-limite, comme "Mars" de Zorn, dans lesquels l'auteur se livre à nu... Aguéev a mis toute sa vie dans un roman. Du coup, il gagne son pari sur l'éternité. Alors qu'il a disparu sans laisser de traces, il nous reste de lui ce "Roman avec cocaïne", chef-d'œuvre sauvé du temps.

JEAN-PIERRE ENARD
(V.S.D.)

LA RÉSURRECTION D'UN CHEF-D'OEUVRE LA DÉCOUVERTE D'UN GÉNIE

belfond

poésie arabe

Rapporter les paroles tues

Il est des pays où la poésie précède le poète. La Syrie et le Liban, l'Irak de Chaker Es-Sayyab et Bayati ou l'Égypte de Higazy et Abdessabour (1) sont de ces pays. En ces lieux, le poète porte sa solitude et sa singularité sur la place publique où, par milliers, les gens viennent l'écouter dire, chanter, déclamer le poème. Lorsque le poète palestinien Ahmed Dahbour s'est « produit » en février dernier à Casablanca, il a attiré une foule nombreuse et impatiente : ceux qui n'ont pu trouver place dans la salle du théâtre ont manifesté ; la police a dû intervenir ! Le poète est, comme le fait remarquer le Libanais

Salah Stétié, « porteur du plus menaçant témoignage : il est l'homme qui ne veut ni ne peut renoncer à l'air vif de la liberté ». En cela, on le considère comme celui qui « doit » rapporter les paroles tues, les chants traduits du silence.

Dans son essai *Les Porteurs de feu*, Salah Stétié rappelle, à propos de la poésie arabe, cette réflexion du critique Ibn Rachid, qui vécit à l'époque des Abbassides : « Jadis, les Arabes étaient des errants qui se déplaçaient continuellement, et c'est pourquoi leur poésie commençait toujours par la commémora-

tion des endroits abandonnés, témoins de leur vie passée (2) ». Aujourd'hui, l'errance n'est plus celle des individus mais celle des pays et des villes. Ainsi le Liban ne cesse de partir, et avec lui quelques-uns de ses grands poètes. L'un d'eux, Khalil Hawi, s'est tiré une balle dans la tête lors de l'entrée des Israéliens à Beyrouth.

Témoin d'une époque de brisure, le Libanais Adonis tourne le dos à l'émigration. Il l'entoure de silence. Son poème ne s'inscrit point dans le quotidien, mais dans un espace seul et très ancien, celui de l'inquiétude et de la métaphysique. Le poète,

d'après Adonis, est celui dont « l'incertitude est la patrie » et « les yeux, innombrables »... « Il marche dans l'abîme et la silhouette du vent ».

T.-B. J.

(1) Les éditions Sindbad ont publié *Le Golfe et le Fleuve*, d'Es-Sayyab, et *Poèmes d'amour des sept portails du monde*, de Bayati. Il faut signaler aussi une traduction superbe d'un choix de poèmes de Higazy par J.-E. Bencheikh *Terre émeraude* (Le Sycomore).

(2) Gallimard ; Les Essais ; 1972.

Les voix de la terre et du ciel

• Es-Sayyab, Salah Stétié, André Chédid, Hubert Haddad, Jean Amrouche.

LA comète vie d'Es-Sayyab, mort en 1963 à l'âge de trente-sept ans, fut un long et douloureux poème errant, à la recherche de l'origine essentielle : la mère, la terre du village natal — Djaykour, au sud de l'Irak — la lumière et l'eau (1).

Cet homme, qui a peu lu, peu voyagé, peu vécu, a donné à la langue arabe certains de ses plus beaux poèmes, intensément chargés de spiritualité, de la mémoire du peuple arabe, nourris de mythologie et du religieux dans le sens de l'exaltation de quelques figures mystiques. La langue d'Es-Sayyab, raffinée, travaillée comme des mains nues travaillent la terre, directe, cernée de clarté qui devance la poésie, est une langue de rupture et de réconciliation avec les admirables archaïsmes de la pureté et de l'exigence de la langue du Coran. Salah Stétié, qui a traduit ce choix de textes avec le poète irakien Kadhem Jibadi, écrit, dans une belle préface, que « la langue d'Es-Sayyab est la plus apte à traduire l'immémorial ». Cet homme, qui était encombré d'un corps malade et mal nourri, a écrit « Je meurs comme les arbres », ou bien « Je suis de mon passé la tombe et lui ma tombe ». La chanson de la pluie, son poème peut-être le plus beau, commence ainsi :

Tes deux yeux sont deux palmiers à l'aurore
ou deux balcons dont tu s'éloignant la lune,
Tes deux yeux, quand ils sourient,
les vignes de feuilles se couvrent
et dansent les leurs... comme l'un
en un fleuve
où bat à l'aube, faiblement, un aviron.
On aurait dit qu'en leur fond les
étoiles tremblaient.
Ils se noient dans une brume de diaphane mélancolie.

comme une mer sur qui le soir promène ses paumes : en elle est l'odeur de l'hiver en elle frisson de l'automne et l'été, et naissance, et ténacité, et radiation...

Es-Sayyab se demande, rêvant à Djaykour de quiétude entouré, « Et qui, un jour, ramènera Dieu ici ? ». Salah Stétié répond en écho dans *L'être peuplé* (2) : « Où es-tu, Dieu torride ? Tes déserts dorment, et brillent dans la brume des pommiers... ». Ce dernier recueil rassemble « une mémoire d'herbe » comme pour composer un « opéra d'arbres ». Car la matière est ici nommée : elle est blé, orage, eau, arbre et enfance. Les poèmes tissés par les mots exacts, telle une algèbre pure, s'interpèlent à l'insu de la nuit restée illisible et intouchée.

Poète de la matière la plus inattendue qui n'a la fragilité de la brume et de l'écriture, Salah Stétié, un peu comme Lorand Gaspar, arpente l'invisible des sables. Ce chant nu comme une brûlure fait suite à *Inversion de l'arbre et du silence*, son précédent livre. Salah Stétié poursuit ainsi, dans une langue dont la pureté rappelle celle de son compatriote Georges Schéhadé, le long poème d'une terre intérieure, nourrie de saisons difficiles :

Rivage, l'arbre et l'emmèlement
des rives
Dans le désordre de l'orage au matin
A cause d'une idée à dévotion
Avant l'être en son théâtre
L'image s'étant retirée, la parole
Livré son blé à des oiseaux
Volant l'aurore aux gardiens des
seux vives
Avant de s'effacer dans l'écriture.

On pourrait paraphraser Braque, que cite André Chédid dans *Épreuves du vivant* (3), et dire que

« le poème est une blessure qui devient lumière », une épreuve pour défigurer le visage de la mort. Les ressources du mot « épreuve » sont immenses. André Chédid en a choisi quelques-unes qui évoquent le visage « encre dans l'argile », on devinant le temps, le mystère — cet « otage des mots » — de la vie, ce « pain des songes » ou de la mort, cette « graine morte ». André Chédid inscrit et efface sur les sables ses incertitudes, son amitié, ses doutes et ses énigmes avec humour et dérision :

Enlacs de gel et d'ombre
leurs cœurs
s'enduisent
de la terre.

C'est à l'épreuve du rire que Hubert Haddad livre quelque cinquante aphorismes (4). C'est un genre difficile qui suit le poète et la qualité du silence. Aucun mot ne peut se permettre de se glisser par mégarde. Hubert Haddad a manqué parfois d'un peu de vigilance. Les mots sont méchants et se vengent quand on les manipule par erreur. Il le dit lui-même : « L'indiscrétion est au bout de la plume, mais ce sont des mots toujours ». Il reste cependant la poésie : « Les saisons ont des masques de charité qui bleussent sur le catafalque ». Ou bien : « J'ai tant de sable dans les yeux que je ne vois plus passer les caravanes et que je poursuis mon chemin sans distinguer le sang de mes pieds blessés de la boue des oasis ».

« Il faut découvrir la lumière, l'orient secret de son sang », dit Jean Amrouche, grand poète oublié, voix singulière de l'Algérie des blessures. Issu d'une famille kabyle convertie au christianisme, Jean Amrouche a vécu dans le désarroi, le deuil impossible et les déchirements de l'histoire. Ses textes publiés dans les années 30 sont réédités aujourd'hui (5). Sa religion, comme dit Aimé Césaire, s'appelle poésie. Il fut en quête d'un langage inaccessible, primordial, celui qu'un mysti-

que comme Ibn Arabi n'approché. Car il s'agit, au-delà des cruautés et des messages de l'histoire d'être de la poésie. Pour cela, Jean Amrouche traverse par moment le verbe biblique pour s'ancrer dans une terre méditerranéenne esquissée depuis des siècles à l'islam.

Ses *Lettres de l'absent* sont une douleur vive qui parle de l'enfant orphelin de père, de mère et de patrie. Il y est souvent question d'amour et de source jaillissante. C'est une sorte de journal de quelqu'un qui a tout perdu et qui se sent riche de « tout ce qui est loin » de son regard ; il attend pour reconquérir l'enfance et le poème lui :

Il est une île dans la mer
(d'ombres,
La tête au sein des étoiles,
Les pieds emmêlés aux racines de la Terre.

Ses yeux sont comme les yeux
des oiseaux de soleil,
Avec un regard oblique
Qui traverse et cerne les objets,
Pèse leur masse secrète
Contemple leur noyau de miel et
d'or mêlés,
Et les établit avec leur volume
Dans l'univers interne où il est
Où il est celui qui voit en Dieu.

TAHAR BEN JELLOUN.

(1) *Les Poèmes de Djaykour*, de Es-Sayyab, traduits de l'arabe par Salah Stétié et Kadhem Jibadi ; calligraphie de M. Sadi Saggat ; Ed. Le Calligraphe, (24, rue Alain-Chartier, Paris) ; 72 F.

(2) *L'être peuplé*, suivi de *Colonne équilibre*, de Salah Stétié ; Gallimard ; 138 pages, 85 F.

(3) *Épreuves du vivant*, poèmes d'André Chédid ; Flammarion ; 108 pages, 45 F.

(4) *Retour d'île d'abîme*, de Hubert Haddad ; Ed. Tiot ; 126 pages ; 49 F.

(5) *Châtres*, poèmes (1928-1934), et *Étoile secrète*, de Jean Amrouche ; présentée par Ammar Hamdani ; Ed. L'Harmattan, écritures arabes ; 106 pages et 108 pages ; 42 F. le volume.

Adonis, le messenger de l'absolu

ADONIS apparaît comme un messenger de l'absolu, hors du temps et de l'espace, malgré les allusions voilées à l'actualité qui tintent, ci et là, son œuvre de pur et d'admirable poète.

A ses yeux, il est important de se reporter à la tradition des poètes mystiques. Comme eux, il repense les données psychiques du monde et ne s'abandonne pas à ses passions du moment. Ses *Chants de Mihyar le Damascène* sont d'une profondeur et d'une séduction incomparables. Ce qu'Adonis garde de la poésie arabe classique, c'est la tendance à l'intériorité : il procède, comme elle, par images douces et pleines, par rythmes courts, par mots qui savent exploiter toute leur saveur sans jamais verser dans l'éloquence.

Au coin de chaque poème nous attend un proverbe insaisissable, qui nous ordonne, en quelque sorte, de prendre en considération non pas le réel, mais le « révéable », et de bien réfléchir à la fragilité de la raison. Parfois, le proverbe fait place à la parabole, et nous cédonne devant l'exercice du verbe considéré comme une force indépendante de la sagesse qu'elle dispense.

Ces vertus et ces harmonies ne suffiraient pas à faire d'Adonis l'un des voix contemporaines les plus originales. Il a fait son apprentissage de l'Occident. Il a su assimiler Hölderlin et son sté-

nation, Rilke et sa prière déchirée, Rimbaud et sa révolte, Mallarmé et ses « onirités » des existentialistes, ne sont loin d'Adonis. La pourquoi et le comment le tourment. Mais il a une manière tout orientale de les aborder : au lieu de se rebeller et d'accuser son époque, il considère toute incertitude comme matière à extase tranquille. La crise de l'homme est pour lui partie intégrante d'une ascèse libératrice, sans déchirure visible. L'absolu, il est sans doute le seul, de nos jours, à l'accueillir avec les signes d'une grâce et d'un apaisement. Il y a quelques poètes d'envergure dans le monde. Adonis pourrait être le seul poète heureux.

Tu n'as pas le choix

Détruiras-tu alors le visage de la Terre
et lui dessineras-tu un autre visage ?
N'y aurait-il pour toi d'autres choix
qu'un chemin de feu
ou l'enfer du refus
lorsque la Terre deviendra
guilotine muette
ou Dieu

ALAIN BOSQUET.
★ CHANTS DE MIHYAR LE DAMASCÈNE, d'Adonis. Traduit de l'arabe par Anne Wade Minkowski. Éditions Sindbad. 220 pages, 96 F.

La librairie « Les Arcades » A. GRANDMAISON

8, rue de Gastiglionne — 75001 PARIS

Achète tout bon livre publié et envoies gracieusement son nouveau catalogue : « Choix de livres anciens ou modernes ».

(16-1) 260.62.96

40 romans de 3 pages pour les vacances

TOME II



Enfin le tome II ! Après le succès du premier recueil, *Le Monde* publie, pour le deuxième année consécutive, une sélection de quarante nouvelles parues dans *le Monde Dimanche* depuis 1979.

A côté de quelques auteurs déjà familiers, Jean-Pierre Andrevon, Mario Banadetti, Michel Grisolia, Roland Jeccard, André Laude, tous les autres sont de nouveaux venus, du mystérieux Agueev — ce Russe du début du siècle dont on ignore jusqu'au nom exact — au prestigieux Graham Greene : des jeunes débutants — comme Dominique Fran-

ceschi, Régis Jauffret ou Régis Pineau — aux spécialistes incontestés du genre que sont Christiane Barocha, Andrée Chédid, Jacques Chessex, Roger Grenier, Maurice Pons ou Suzanne Prou ; et d'autres voix, venant d'horizons moins célébrés par les médias, se font entendre, comme celles du Yougoslave Zivko Cingo, du Hongrois Ervin Lazar, du Turc Bilge Kerasu... ou de l'Occitan Bernard Manciet.

Quarante nouvelles : quarante romans de trois pages ! Une lecture intense et brève, idéale pour les vacances et les voyages.

En vente chez les marchands de journaux et au Monde.
JUIN 83 - 100 pages - 25 F

Le Monde
5, rue des Italiens — 75427 PARIS CEDEX 09

كتاب الشهر

Le Monde

culture

DANSE

LES ÉTOILES DU BOLCHOI AUX CHAMPS-ÉLYSÉES

Une certaine ingénuité dans le déjà-vu

Le spectacle que Vladimir Vassiliev a voulu présenter avec les étoiles du Bolchoï au Théâtre des Champs-Élysées n'a pas été une impression mitigée : du déjà-vu dans sa partie classique, une certaine ingénuité dans l'audace de sa partie moderne, le tout saupoudré d'un ennui insidieux, révélateur soudain par ces acrobates en oragan dans les danseurs soviétiques ont le secret.

Un plateau dénudé, le faisceau des projecteurs sur des barres à exercices, des effets de miroirs reflétant une classe de solistes, d'abord crochets et vibratiles comme des libellules, puis réunies « au milieu » pour détailler la plupart des figures de la danse académique aux bras de partenaires mâles : l'Opéra nous avait déjà révélé cet univers du décor avec les *Études* d'Harold Lander, qui datent de 1952, tout trente ans avant l'*Hommage à Oulanova* affiché en lever de rideau, une « création » donnée salle Pleyel en novembre dernier.

Le *Diversissement* qui suit se compose d'un enchaînement de pas classiques (*Coppélia*, *Giselle* et *Don Quichotte*) terminés en codas ; l'Opéra — toujours — nous en avait offert la primeur avec *Variations et Grand Pas*, de Serge Lifar, en 1953, la palme restant à *Ni fleurs ni couronnes*, le captivant contre-chant d'avant-garde à la *Belle au bois dormant* de Petipa que Maurice Béjart nous avait présenté à Grenoble pendant les Jeux d'hiver de 1968. Toute cette première partie classique n'en est pas moins exécutée brillamment dans le style du Bolchoï, les danseuses faisant admirer leurs bras volubiles, les danseurs parcourant

des distances énormes avec une projection théâtrale que possèdent seuls les Russes, comédiens dans l'âme. C'est ce sens artistique polymorphe que Vassiliev a voulu mettre en valeur en présentant ses étoiles sous l'aspect, tout nouveau pour lui et pour elles, de la partie moderne intitulée *Fragments d'une biographie*. Les hommes s'affublent de feutres ou casques, les femmes troquent les tutus pour des jupettes en ras du genou et frétille sur des tangos argentins diffusés à la sono sans rapport avec celui qu'Oscar Aranz vient d'illustrer au Théâtre de la Ville (le 21 juin).

Vassiliev s'impose ici au premier plan et la présence magique de ce grad et probe artiste mérite l'ostime. Ses jeunes partenaires masculins, Andris Liepa — fils de Maris —, Alexei Fadetschev — fils de Nicola —, Valeri Anisimov, Victor Barykine, s'efforcent avec vaillance de lui venir à la cheville. Quant aux étoiles féminines, parmi lesquelles la divine Loddilla Semeniak est curieusement absente bien qu'annoncée, elles ne se distinguent pas par un état particulier, et Elavina Maximova, naguère bonbon fondant, épaulée en danse mûre son mari et chorégraphe pour soutenir son premier ballet d'avant-garde.

J'allais oublier la reine de la soirée, que Vassiliev présente en personne dans son lever de rideau et dont le salut à la modeste si élégante suscita l'ovation générale : Galina Oulanova, à jamais prima ballerina assoluta.

OLIVIER MERLIN.
* Théâtre des Champs-Élysées, 20-23 (jusqu'au 20 juillet).

CINQ COMPAGNIES FRANÇAISES AUX ÉTATS-UNIS

L'attente du Festival de Durham

Pour la première fois, cinq jeunes compagnies représentatives de la France au Festival de danse de Durham, en Caroline du Nord. Événement symbolique qui annonce peut-être une ouverture possible sur les États-Unis. Le Festival prend en charge les défrayements et l'action artistique du voyage. Les danseurs partent après leur passage à Aix-en-Provence du 2 au 4 juillet.

Le Festival d'été « Danse à Aix » est à l'origine de l'opération. Sur les conseils de Charles Reinhardt, y avait été invité en 1981 Charles Mouton, ancien élève de Merce Cunningham, qui y est revenu en 1982 pour diriger un stage. En même temps était accueilli le Ballet-Théâtre de Caroline du Nord, dirigé par Salvatore Aiello, et le groupe de Johanna Boyce. Cet été, la compagnie de « tap dance » Man Sims vient les 6 et 7 juillet, et c'est en contre partie que les Français se produiront à Durham.

Avant de diriger l'American Dance Festival, Charles Reinhardt était imprésario (Paul Taylor, Glen Tetley, P. Loholus). En novembre 1982, il a séjourné à Paris pour choisir les chorégraphes susceptibles de danser devant les Américains. Sur soixante compagnies, il en a choisi six (1).

« L'an prochain, explique-t-il, le Festival filiera son cinquantenaire anniversaire. Il a vu le jour en 1934 au Vermont College, dans le Vermont. Des stages d'été y étaient organisés. Les pionniers de l'American Dance sont venus enseigner : Martha Graham, Doris Humphrey, Charles Weidman. Peu à peu les disciplines se sont multipliées : jazz, danses ethniques, notation. Après l'interdiction de la guerre, le Festival a été transporté au Connecticut College de New-London, où sont venus les expressionnistes Mary Wigman, et Kurt Joos. Paul Taylor et Merce Cunningham y ont monté plusieurs ballets. C'était l'âge d'or. J'ai pris la direction du festival au temps de la contestation, qui se répercutait aussi dans le ballet, avec Yvonne Rainer, Anna Halprin. Je les ai accueillies, ainsi que Wyllie Therp, Meredith Monk, Kai Takai, Leiza Dean. Puis les étudiants ont formé des groupes locaux. Je ne me suis pas contenté de l'avant-garde. J'ai invité, par exemple, le ballet d'Éric Feld, plus conventionnel, mais que j'appréciais.

En 1977, pour des raisons financières, nous nous sommes installés à Durham, cité en développement.

marc qui nous assure une aide matérielle et le soutien de ses habitants. Une cinquantaine de villes sont parties prenantes. Pour survivre, nous devons quitter le champ protégé des universités. Il ne faut pas imaginer que les États-Unis vivent à l'heure de la Modern Dance. On compte quatre mille ou cinq mille groupes qui vivent difficilement.

En 1978, malgré le succès, nous nous sommes trouvés en déficit. Il nous fallait de nouveaux financements. J'ai organisé un séminaire sur la richesse et l'originalité de notre patrimoine artistique, et nous avons été entendus. Résumons, à nous est apparu que nous étions trop fermés sur nous-mêmes et que nous devions regarder au dehors. Aujourd'hui, aux États-Unis, la création chorégraphique se raréfie. Donc, l'an dernier, nous avons invité des Japonais. Mais c'est en France que j'ai découvert un courant de danse personnel et diversifié, et j'espère, en donnant un nouveau souffle à notre festival.

MARCELLE MICHEL.

(1) Jean-Jacques Galotia, également sélectionné, a dû renoncer au voyage en raison de ses engagements au Festival d'Aix-en-Provence.

LES COMPAGNIES INVITÉES

Les compagnies françaises invitées sont :

« Le Théâtre de l'Arche de Mayoy Marin, de Créteil, avec May be, projection scénique des personnages et du climat de Bocklin.

« Caroline Marcollet et Dominique Petit, ex-danseurs du groupe de recherche de Carolyn Carlson à l'Opéra de Paris. Ils proposent Pierre Robert, une d'une grande diversité de mouvement sur le thème du double, de la passion, de la tendresse.

« Dominique Bagouet, très influencé par Carlson, lauréat de Bagnolet 1976, aujourd'hui responsable du Centre chorégraphique de Montpellier, propose une nouvelle version d'*Exquisite*, image de la jeunesse où s'exprime, dans un style très contemporain, une sensibilité de Piet Mondrian.

« Joëlle Bonvier et Régis Obadia (compagnie l'Équinoxe), lauréats des concours de Nyon et de Bagnolet, proposent une nouvelle version d'*Exquisite*, image de la jeunesse où s'exprime, dans un style très contemporain, une sensibilité de Piet Mondrian.

« Karine Saporta est un peu un frappeur. Elle emporte dans ses bagages un duo pour Benjamin Lemaire et Christine Labadie et une création où se retrouvent son goût pour une danse chargée d'implications psychologiques.

LES GRANDS PRIX DE LA CRITIQUE DRAMATIQUE ET MUSICALE

« L'Oiseau vert » et « les Boréades »
Le syndicat professionnel de la critique dramatique et musicale vient de rendre public le 18 juin, au Théâtre de l'Aix-en-Provence, son verdict, en présence de MM. Albinet et Fleuret, directeurs du théâtre et de la musique au ministère de la culture.

THÉÂTRE

● Trophee du théâtre : « L'Oiseau vert » de Carlo Gozzi, par Benno Beson, au T.E.P.

● Révélation de l'année : Myriam Boyer dans *Combat de nègre et de chiens* de Bernard-Marie Koltès, et de chiens de Bernard-Marie Koltès, mise en scène de Pierre Chénou, au Théâtre des Amandiers de Nanterre.

● Meilleur spectacle étranger : *La Bonne Anne de St Tchouan* de Bertolt Brecht, par Giorgio Strehler au Théâtre de la Porte Saint-Martin.

● Meilleur livre : *Avignon en festival* de Paul Puxux (éd. Hachette).

MUSIQUE

● Trophee du théâtre lyrique : les *Boréades* de Rameau, création mondiale par le Festival d'Aix-en-Provence, direction John Eliot Gardiner, mise en scène de Jean-Louis Martinoty.

● Meilleur spectacle en province (Prix Claude-Rostand) : la *Clémence de Titus* de Mozart, par l'Opéra de Lyon, direction Theodor Guschlbauer, mise en scène de Pierre Strosser.

● Musicien de l'année : Philippe Beaussant pour son activité en faveur de la musique baroque à l'Institut de musique et de danse ancienne de l'Île-de-France, et spécialement la préparation de l'année Rameau.

● Révélation de l'année : Nicolas Joel pour ses mises en scène de *Faust* à la Halle aux grains de Toulouse, de *Roméo et Juliette* au Grand Théâtre de Nancy et de la *Walkyrie* à l'Opéra du Rhin (Strasbourg).

● Meilleur livre : *Domenico Scarlatti* de Ralph Kirkpatrick (éd. Jean-Claude Lattès).

ACTION CULTURELLE

Mouvements de solidarité en faveur des institutions menacées

L'offensive des nouvelles municipalités d'opposition contre certains établissements culturels suscite la mobilisation des professions concernées, et aussi celle du public. A Saint-Etienne, une manifestation a eu lieu le 25 juin devant la mairie sur l'initiative du comité de soutien à la vie culturelle, à propos du licenciement de M. Max Serveau, directeur de la maison de la culture, et des menaces qui pèsent sur les Rencontres cinématographiques. A cette occasion, a été lu un télégramme de M. Jack Lang, ministre délégué à la culture, qui apporte son « soutien personnel » à M. Max Serveau et aux responsables des Rencontres : « Les décisions arbitraires prises dans un certain nombre de villes, estime M. Jack Lang, relèvent davantage de la chasse aux sorcières et

d'un esprit d'asservissement de la vie culturelle que d'un projet culturel clairement défini ».

Le directeur du développement culturel a, de son côté, annoncé le 24 juin que le versement du solde de la subvention annuelle de fonctionnement accordée à la maison de la culture était suspendu, le licenciement de M. Max Serveau remettant en cause les orientations précédemment élaborées entre la ville et l'Etat.

Pour sa part, le maire de Saint-Etienne s'élève : « Il paraît que le porte attelle aux activités culturelles stéphanoises. Je dirai simplement que, le 13 mars dernier, il y a eu un changement et je prends les collaborateurs en qui j'ai confiance. » (Corresp.)

« Rendez-vous à Avignon »

Ils étaient là, le mercredi 29 juin en fin de journée, dans la salle Gémier du Théâtre de Chailion à l'appel d'Antoine Vitez : « mobilisés » donc, des artistes professionnels de l'action culturelle, réunis pour élaborer une stratégie de riposte, ou de résistance, face aux « décisions autoritaires » prises par certaines nouvelles municipalités de l'opposition à l'encontre des maisons de la culture, centres d'action culturelle ou autre association (le Monde des 17, 21 et 22 juin).

Dire qu'ils étaient tous là serait exagéré ; il s'agissait d'une mince centaine de personnes. Primo, les représentants des établissements culturels victimes de « la vague de répression » : venus de Nantes, de Brast, de Saint-Etienne, de Poissy, de Chalon-sur-Saône, et encore de Tournai. Il y avait aussi le directeur du conservatoire de musique de la Ferté-sous-Jouarre (ville de sept mille habitants, proche de Meaux), récemment licencié, qui racontait son cas. Secondo, les responsables des fédérations et syndicats professionnels, quelques piliers de la décentralisation et une petite poignée d'hommes de théâtre : Pierre Chénou, n'ayant pu venir, avait envoyé un télégramme de soutien. M. Jack Lang, ministre délégué à la culture qui avait prêté ses déplaces lui-même plus que qu'il envoyait M. Dominique Wollon, directeur du développement culturel de son ministère, a prononcé une allocution : « La droite, c'est son vrai nom — son vrai visage — tir sur tout ce qui bouge », a-t-il dit, déclarant « Nous pérorons de tout notre poids » et aussi : « Non à la normalisation, non à l'ordre moral. » Le ministre a cité en triste exemple le cas de la Ville de Paris, où

la part du budget consacré à la culture (3 % seulement) est parmi les plus faibles. La télévision était là.

Antoine Vitez a peut-être été le seul à dire : « Il serait important qu'il y ait ici affrontement parmi nous, que se dégagent des pensées diverses. Il faut poser les questions même si elles sont douloureuses. » Alors M. Lucien Atoun, responsable du Théâtre ouvert, a dit « non au ministre papa », alors le peintre Cucco s'est mis à faire à voix basse des apartés impertinents et drôles, tandis que M. Paul Puxux, ancien directeur du Festival d'Avignon et auteur du rapport sur les établissements culturels, publié en mars 1982, répertorie « Rendez-vous à Avignon pour une journée nationale d'étude, de débats, de spectacles de protestation ».

Le président du Syndicat (Syndicat national des directeurs d'entreprise d'action culturelle) ajoutait : « Soyons plus concrets, interrogeons les partis de la droite, pour savoir s'ils suivent en s'attaquant à la culture un mot d'ordre généralisé, s'ils défendent une conception de la culture, et laquelle. » Mais on n'entendait plus rien que « Rendez-vous à Avignon ; le lieu est ultra symbolique. » La séance était levée, le temps de rédiger un communiqué commun — dans ce théâtre qui était celui de Jean Vilar, ce lieu également « ultra-symbolique »... Les participants avaient l'air de se souvenir, nostalgiques, des états généraux de Villorbonne, ces assises au cours desquelles les mêmes avaient cru très fort à la décentralisation culturelle. Ils étaient alors dans l'opposition. C'était plus facile, c'était 1968.

MATHILDE LA BARDONNIE.

MUSIQUE

LES CONCOURS DU CONSERVATOIRE

PIANO (femmes). — Premiers prix : Florence Millet, Nathalie Juchors, Maria Llorente-Lopez, Béatrice Rauchs, Béatrice Thoreux, Sophie Cieren, Catherine Cornuot, Hélène Desmoulin, Endo Masumi, Jui Xuan Lee, Véronique Mennet, Guilband, Chizuko Tokyna.

Deuxièmes prix : Ichiko Takishima, Laurence Contini, Sylvie Barret, Bénédicte Harle, Claude Collet, Nada Loutfi, Marie-Christine Val.

PIANO (hommes). — Premiers prix : Jean-Marc Lafort, Jean-Marie Cotter, Thierry Huillet, Miklos Schon, Thomas Girard, Alain Lefèvre, Michel Maurer, Emmanuel Mercier.

Deuxièmes prix : Pierre Blanchard, Diego Manuel, Cayulas Pastor, Paul Gays, Stéphane Petitjean, Patrick Gess.

PERCUSSION. — Premiers prix : Lionel Postollec, Olivier Ducatel, Florent Jodelet, Béatrice Daudin, Vincent Linoussin.

Deuxièmes prix : Pascal Bertrand, Luc Candardjia, Alain Anselme.

TROMBONE. — Premiers prix : Benoît Marchand, Gilles Lallemand, Philippe Defurne.

Deuxièmes prix : Patrick Hanouet.

TROMPETTE. — Premiers prix : Richard Luber, Pascal Legay, Jean-Bernard Beauchamp.

Deuxièmes prix : Jean-Christophe Meutzer, Claire Bieffait.

CORNET. — Premiers prix : Frédéric Presle, Yvon Walmane.

Deuxièmes prix : Jean-François Raymond.

CLARINETTE. — Premiers prix : Gabrielle Dupont, Michèle Geoffroy, Eric Belloq, Guy Delhommeau.

Deuxièmes prix : Annette Meng.

OPERA NATIONAL DE PARIS 2, 5, 7, 9, 12, 15 JUILLET A 19H30

FALSTAFF GIUSEPPE VERDI

DIRECTION MUSICALE : GIANFRANCO RIVOLI
MISE EN SCÈNE : GEORGES WILSON
DECORS ET COSTUMES : HUBERT MONLOUP

nouveau drouot

Hôtel des ventes, 9, rue Drouot - 75009 Paris
Téléphone : 246-17-11 - Téléc : Drouot 642260

Informations téléphoniques permanentes : 770-17-17

Compagnie des commissaires-priseurs de Paris
Les expositions auront lieu la veille des ventes, de 11 à 18 heures
sous indications particulières

LUNDI 4 JUILLET (exposition vendredi 1^{er} juillet)

S. 6. - Table orientales, symboles 19^e et 20^e s., art nouveau, art déco. M. Cornette de Saint-Cyr.

LUNDI 4 JUILLET (expos. le même jour)

S. 9. - A 21 h. tapis d'Orient de collection, principal, du 19^e s., M. Loudmer.

LUNDI 4, à 21 h., MARDI 5 JUILLET, à 14 h et 21 h (exposition lundi 4 juillet)

S. 8. - Intérieur oriental de début du siècle : ensemble d'obj. et mobilier, provenant de Turquie, Syrie, Egypte, Iran, Maroc et Indes. M. Bolegard, de Heeckeren. M. Kevorkian.

MARDI 5 JUILLET (expos. lundi 4 juillet)

S. 3. - bij. obj. de vitrine, argenterie. M. Couturier, Nicolay.

S. 4. - Tapis, meubles, obj. d'art 17^e, 18^e, 19^e s., M. Cornette de Saint-Cyr.

S. 5. - A 11 h. estampes.

A 14 h 30, tapis mod., M. Loudmer.

S. 14. - Bons meubles et obj. mobiliers. M. Ader, Picard, Tajan.

MARDI 5 JUILLET (expos. le même jour)

S. 8. - A 21 h., estampes mod. et contempor., livres illustrés. M. Cornette de Saint-Cyr.

MERCREDI 6 JUILLET (expos. mardi 5 juillet)

S. 2. - Tapis, bij. argenterie, meubles, tapis. M. Bolegard, de Heeckeren.

S. 6 et 8, à 21 h. - Collection J.-C. Riecler, Tapis contempor., et disques unique J.-M. Jarry. M. Cornette de Saint-Cyr.

S. 7. - Tapis anc. et mod., meubles et obj. d'art 18^e, 19^e s., M. Couturier, Nicolay.

S. 9. - Estampes et tapis contempor. M. Bincho, Godeau.

JEUDI 7 JUILLET (expos. mercredi 6 juillet)

S. 8. - Céramiques et porcelaine de la Chine du 16^e au 19^e s., M. Bolegard, de Heeckeren. MM. Moreau-Gobard, Dayot.

S. 10. - Bons meubles et obj. mobiliers. M. Ader, Picard, Tajan.

S. 14. - Bons meubles et obj. mobiliers. M. Ader, Picard, Tajan.

JEUDI 7 JUILLET (expos. le même jour)

S. 8, à 21 h. - Ensemble de sculptures, principal, bronzes animaliers du 19^e s., imp. buste par Rodin. M. Cornette de Saint-Cyr.

JEUDI 7 JUILLET

S. 12. - Obj. fer du 19^e au 19^e s., obj. de vitrine. M. Paschetau, Paschetau-Badin, Ferrier, M. Roufflin.

VENREDI 8 JUILLET

S. 9. - Mobilier. M. Paschetau, Paschetau-Badin, Ferrier.

ÉTUDES ANNONÇANT LES VENTES DE LA SEMAINE

M. Ader, Picard, Tajan, 12, rue Favart (75002), 261-80-87.

M. J.-C. Binoche, A. Godeau, 5, rue La Boétie (75008), 742-78-81.

M. Bolegard, de Heeckeren, 2, rue de Provence (75009), 770-81-36.

M. Cornette de Saint-Cyr, 24, avenue George-V (75008), 720-15-94.

M. Couturier, Nicolay, 51, rue de Bellechasse (75007), 555-85-44.

M. Loudmer, 18, rue de Provence (75009), 523-15-25.

M. Paschetau, Paschetau-Badin, Ferrier, 16, rue de la Grange-Batelière (75009), 770-88-38.

ALAIN BOSQUET, CHANDOS, 111, AVENUE MARMONTE, 1^{er} ADONIS, 1 de l'avenue par Avenue Wale (1981) Editions Stalbad, par 98 F.

ALAIN BOSQUET, CHANDOS, 111, AVENUE MARMONTE, 1^{er} ADONIS, 1 de l'avenue par Avenue Wale (1981) Editions Stalbad, par 98 F.

ALAIN BOSQUET, CHANDOS, 111, AVENUE MARMONTE, 1^{er} ADONIS, 1 de l'avenue par Avenue Wale (1981) Editions Stalbad, par 98 F.

ALAIN BOSQUET, CHANDOS, 111, AVENUE MARMONTE, 1^{er} ADONIS, 1 de l'avenue par Avenue Wale (1981) Editions Stalbad, par 98 F.

ALAIN BOSQUET, CHANDOS, 111, AVENUE MARMONTE, 1^{er} ADONIS, 1 de l'avenue par Avenue Wale (1981) Editions Stalbad, par 98 F.

ALAIN BOSQUET, CHANDOS, 111, AVENUE MARMONTE, 1^{er} ADONIS, 1 de l'avenue par Avenue Wale (1981) Editions Stalbad, par 98 F.

ALAIN BOSQUET, CHANDOS, 111, AVENUE MARMONTE, 1^{er} ADONIS, 1 de l'avenue par Avenue Wale (1981) Editions Stalbad, par 98 F.

ALAIN BOSQUET, CHANDOS, 111, AVENUE MARMONTE, 1^{er} ADONIS, 1 de l'avenue par Avenue Wale (1981) Editions Stalbad, par 98 F.

ALAIN BOSQUET, CHANDOS, 111, AVENUE MARMONTE, 1^{er} ADONIS, 1 de l'avenue par Avenue Wale (1981) Editions Stalbad, par 98 F.

ALAIN BOSQUET, CHANDOS, 111, AVENUE MARMONTE, 1^{er} ADONIS, 1 de l'avenue par Avenue Wale (1981) Editions Stalbad, par 98 F.

ALAIN BOSQUET, CHANDOS, 111, AVENUE MARMONTE, 1^{er} ADONIS, 1 de l'avenue par Avenue Wale (1981) Editions Stalbad, par 98 F.

ALAIN BOSQUET, CHANDOS, 111, AVENUE MARMONTE, 1^{er} ADONIS, 1 de l'avenue par Avenue Wale (1981) Editions Stalbad, par 98 F.

ALAIN BOSQUET, CHANDOS, 111, AVENUE MARMONTE, 1^{er} ADONIS, 1 de l'avenue par Avenue Wale (1981) Editions Stalbad, par 98 F.

SPECTACLES

théâtre

Les salles subventionnées et municipales

COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20).
20 h 30 : le Médecin volant/Amphitryon.
ODÉON (325-70-32), relève.
SEINT ODEON (325-70-32), 18 h 30 :
Dialogue aux enfers entre Machiavel et
Montesquieu.
RENAUD (277-12-33). Dénat.
21 h : Quelle psychiatrie pour demain ?
le 4 juillet : « Présences polonaises », à
16 h : S.J. Wilder, 18 h 30 : le
constructivisme. - Châtaignier, 15 h et
18 h : « Présences polonaises », Dancé,
18 h 30 : « Marie clerc noir » (Marie
Chouard).
CARRÉ SILVIA MONFORT (531-
28-34), voir concert.

Les autres salles

A DEJAZET (887-97-34), 21 h : Darling
Darling.
ATELIER (606-49-24), 21 h : le Neveu de
Rameau.
CARREFOUR DE L'ESPRIT (633-
49-65), 20 h 30 : Zed Zed Zed... Jacques.
CARTOUCHERIE, Epée de bois (808-
39-74), 20 h 30 : Patience... patience
dans l'azur : Aquarius (374-99-61),
20 h 30 : le Débutant.
CENTRE CULTUREL DU MARAIS
(272-75-52), 20 h 30 : Roman Rock à
l'heure du thé.
COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES
(720-08-24), 20 h 45 : Pauvre France !
COMÉDIE DE PARIS (281-00-11),
20 h 30 : George Dandin.
CREATIS (887-28-56), 21 h : Aurélien
Steiner.
DAUNOU (261-69-14), 21 h : Un campé-
li.
ELDORADO (208-45-42), 20 h 30 : Thé-
tre de Boulevard.
ESPACE-GAITE (327-13-54), 20 h 30 :
M. Raquet.
ESPACE-MARAIS (271-10-19), 20 h 30 :
le Mariage de Figaro.
FONTAINE (874-74-40), 20 h 30 : le Ma-
lheureux.
GAITE-MONTMARTRE (322-16-18),
20 h 45 : la Fausse Liberté.
GALERIE 55 (326-63-51), 21 h : Play it
again, Sam.
HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : la
Constricteur chapeau ; 20 h 30 : la Lapon ;
21 h 30 : Théâtre d'ombres ; 22 h 30 : les
Atours de Nell.

JARDIN SHAKESPEARE DU PRÉ- CATELAN

LA BRUYÈRE (874-76-99), 21 h : Mère
accidentelle d'un assassin.
LUCERNAIRE (544-57-34), 18 h 30 :
Stella Memoria ; 20 h 30 : les Mystères
du confessionnal ; 22 h : les Mêmes. - IL
20 h 30 : Mère ; 22 h 15 : l'Autre. - Pe-
tite salle, 22 h 15 : Permis de séjour.
MADELEINE (265-07-09), 20 h 45 :
l'Amour fou.
MARAIS (278-30-27), 20 h 30 : le Plaisir
berlinois.
MARIGNY, salle Gabriel (225-20-74),
21 h : la Surprise.
MICHEL (265-35-02), 21 h 15 : On di-
vers au lit.
MONTMARTRE (320-89-90), 21 h :
R. Devos. - Petit-Montmartre,
21 h 15 : l'Astronome.
MUSÉE DU PETIT PALAIS (277-
92-26), 21 h 15 : Lorenzaccio.
POCHÉ (548-92-97), 21 h : Vers Barzax.
POTINIERE (261-44-16), 20 h 45 : Il si-
gnor Pagotto.
STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES
(723-35-10), 20 h 45 : le Fautail à bu-
cale.
TAI THÉÂTRE D'ESSAI (278-10-79)
I. 20 h 30 : l'Écume des jours. - IL
20 h 30 : Huis clos.
THÉÂTRE D'EDGAR (322-11-02),
20 h 15 : les Babes cadres ; 22 h : Nous
on fait où on nous dit de faire.
THÉÂTRE DU LYS (327-88-61),
20 h 30 : le Monte-Plais.
THÉÂTRE NOIR (346-91-93), 20 h 30 :
A petit feu de chagrin.
THÉÂTRE-18 (226-47-47), 20 h : Ville
sans sommeil ; 22 h : le Volée.
THÉÂTRE PRÉSENT (203-02-55),
20 h 30 : l'Opéra de quat'sous.
TRISTAN-BERNARD (222-08-40),
21 h : les Dix Petits Nègres.
UNION (770-90-94), 20 h 30 : Vol au-
dessus d'un nid de coucou (en anglais).

Les cafés-théâtres
ATHLETIC (634-03-83), 21 h : Un cané-
che sur la banquette.
AU BEC FIN (296-29-35), 19 h : Gertrude
morte cet après-midi ; 20 h 30 : Tohu-
Bohu ; 22 h : le Président.
BEAUBOURG (272-08-51),
19 h 30 : Toucher pas au fric !
BLANCS-MANTEAUX (887-15-84), I.
20 h 15 : Aroux = MC2 ; 21 h 30 : les
Démocrates loulou ; 22 h 30 : les Sacrés
Montres. - IL 20 h 15 : les Cantis ;

Pour tous renseignements concernant
l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
281-26-20 +
(de 11 heures à 21 heures,
sauf les dimanches et jours fériés)

Jeudi 30 juin

21 h 30 : Qui a tué Betty Grand ?
22 h 30 : Version originale.
CAFÉ D'EDGAR (322-11-02), I. 20 h 15 :
Tina, voilà deux boudins ; 21 h 30 :
Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 :
L'Amour, c'est comme un bateau blanc.
- IL 20 h 15 : Les blâmes sont fati-
gués ; 21 h 30 : le Chromosome cha-
teaux ; 22 h 45 : Y'a encore une
bonne dans le berceau du gamin.
L'ÉCUME (542-71-16), 20 h 30 : J.-P. Re-
ginal ; 22 h : Histoire de diabolisme.
ESPACE-GAITE (327-13-54), 22 h : les
Gros.
LE FANAL (233-91-17), 20 h : Attendons
la faulx ; 21 h 15 : l'Amant.
LA GAGEURE (367-62-45), 20 h 30 : Ce
n'est pas si grave une femme ; 22 h : Pa-
roles d'hommes.
LES LUCIOLES (526-51-64), 19 h 45 :
Cy, Mithelley, mon fils.
PATACHON (606-90-20), 20 h 30 : Un
sifflet dans la tête ; 22 h : D. Lowry ;
23 h : F. Fanel, N. Poli : Hommage à
Edith Piaf.
LE PETIT CASINO (278-36-50), 21 h :
Guides des conventions 1919 ; 22 h 30 :
J'viens pour l'annonce.
POINT-VIRGULE (278-67-03), 20 h 15 :
Tranches de vie ; 21 h 30 : Casanova's
babies ; 22 h 30 : l'Argent de Dieu.
SENTIER DES HALLES (236-37-37),
20 h 15 : On est pas des pigeons ; 22 h :
Vous descendez à la prochaine.
SPLENDID SAINT-MARTIN (208-
21-93), 22 h : M. Sergeant.
LE TINTAMARRE (887-33-82),
20 h 15 : Phébe ; 21 h 30 : Apocalypse
Na.
THÉÂTRE DE DIX HEURES (606-
07-48), 21 h 30 : Offenbach - Apothé-
cisme ou Ferraguer ; 22 h 30 : Rome-
lieux et Joliet.
VIETLE GRILLE (707-60-43), 21 h :
Métamorphoses d'une mélodie.

Les concerts
LUCERNAIRE, 19 h 45 : A. Kerrigan,
S.O. Bodley, (Copland, Huges, Bar-
ber...).

Festivals

XX^e FESTIVAL DU MARAIS
(887-74-31)
HOTEL DE BETHUNE-SULLY,
21 h 30 : Pygmalion et Amarcion.
HOTEL D'AUMONT, 21 h 30 : Cie de
Ballets du Four solaire.
**CENTRE CULTUREL DE WALLO-
NIE-BRUXELLES**, 20 h 45 : Vingt
minutes d'entracte.
TESSAION, 18 h 30 : Un mari à la
sorte ; 20 h 30 : le Nô de Saint-Denis ;
21 h 45 : Sally Mann ; II 19 h 30 : le
Calcut ; 20 h 15 : Bertrand strip-tease.
**PLACE DU MARCHÉ-SAINT-
CATHERINE**, 19 h 30 : C. Bluteau ;
20 h 30 : Caméleon.
**CAVE GOTHIQUE DE L'HOTEL DE
BEAUVAIS**, 20 h 30 : Écoute le vent sur
la lande.

**PRINTEMPS
DE LA JEUNE CREATION**
(547-50-45)
THEATRE :
Th. de l'Épicerie, 20 h 30 : Cie J.-M. Boyer.
MUSIQUE :
Crypte Ste-Agathe, 20 h 30 : G. et Ch. An-
dranian.
Espace de l'Heritage, 20 h 30 : Duo G. Ma-
gac.
Galerie des Lombards, 20 h 30 : Sam-
kand Djinn Concept.

En région parisienne

MONTREUIL, T.E.M. (858-65-33),
21 h : Lysistrata.

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux
moins de treize ans, (**) aux moins de dix-
sept ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (784-24-34)
15 h, Présence de W. K. Everest : les
Amants de Tolède, d'H. Depoin ; 19 h, le
Chemin du ciel (Himmlspfad), d'A. Sjo-
berg ; 21 h, Carte blanche à la cinémathé-
que du Luxembourg : Mauvaise graine, de
R. Wilder.
BEAUBOURG (278-35-57)
15 h, Crainquebille, de J. Feyder ; 17 h,
Mémoires d'un Mexicain, de C. Tossana de
Moreno ; 19 h, Cinéma indien : l'Homme-
auto, de R. Ghatak.

Les exclusivités

**A BOUT DE SOUFFLE MADE IN
U.S.A.** (A. v.o.) : Ciné Beaubourg, 3
(271-52-66) ; U.G.C. Odéon, 6 (135-
71-08) ; Récende, 6 (633-08-22) ; Nor-
mandie, 8 (359-41-18) ; Publicis Ma-
gnée, 8 (359-31-97) ; 14 Juillet
Beaubourg, 15 (575-78-79). - V.F.
Rex, 2 (236-83-93) ; U.G.C. Montpar-
nasse, 6 (544-14-27) ; U.G.C. Boule-
vard, 9 (246-66-44) ; U.G.C. Gare de
Lyon, 12 (343-01-39) ; U.G.C. Gobe-
lin, 13 (336-23-44) ; Minitel, 14 (539-
52-43) ; U.G.C. Convention, 15 (828-
20-64) ; Paramount Minitel, 17
(758-24-24) ; Images, 18 (522-47-94) ;
Secrétaire, 19 (241-77-90).
L'AMÉRIQUE INTERDITE (A. v.o.)
(**) : Rio Opéra, 2 (742-82-64).
ANNA (Port. v.o.) : République cinéma, 11
(805-51-33).
L'ANNÉE DE TOUS LES DANGERS
(Aust. v.o.) : Forum, 1* (297-53-74) ;
St-Germain Village, 2* (633-63-20) ;
Marianne, 3* (359-52-21) ; Parisienne,
14* (320-50-19) ; 14-Juillet Beaugre-
ville, 15* (575-79-79). - V.F. : Gaumont
Berlitz, 14* (742-60-33) ; Montparnasse
Pâté, 14* (320-12-06).
L'ARGENT (Fr.) : Impérial, 2* (742-
72-52) ; Hantefeuille, 6* (633-79-38) ;
Café, 8* (359-29-46) ; 14 Juillet Bas-
sille, 11* (357-90-81) ; Parisienne, 14*
(320-50-19).
LES AVENTURES DE PANDA (Jap.,
v.o.) : Temples, 3* (772-94-56).
**LES AVENTURES SEXUELLES DE
NERON ET POPPÉE** (It., v.o.) (**)
: Paramount Odéon, 6* (325-59-63) ; Pa-
ramount City Triomphe, 8* (562-45-76) ;
Paramount Opéra, 3* (742-56-31) ; Pa-
ramount Bastille, 12* (343-79-17) ; Pa-
ramount Calais, 13* (580-18-02) ; Pa-
ramount Montparnasse, 14* (329-90-10) ;
Paramount Orléans, 14* (540-45-91) ;
Paramount Minitel, 17* (758-24-24) ; Pa-
ramount Montmartre, 18* (606-34-25) ;
Secrétaire, 19* (241-77-90).
**LES AVENTURIERS DE L'ARCHE
PERDUE** (A. v.o.) : Trois Hautsman,
9* (770-47-55).
**LES AVENTURIERS DU BOUT DU
MONDE** (A. v.o., v.o.) : Ermitage, 8*
(359-15-11). - V.F. : U.G.C. Opéra, 2*
(261-50-32) ; Gaîté Boulevard, 2* (233-
67-06).
LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Denfert (H.
90), 14* (321-41-01).
LA BÊTE NOIRE (Fr.) : Forum, 1* (297-
53-74).
BLADE RUNNER (A. v.o.) (*) : Opéra
Night, 2* (296-62-56) ; Rivoli Beaubourg
(H. sp.), 4* (272-63-32) ; Boite à films
(H. sp.), 17* (622-44-31).
CARBONE 14 (Fr.) (v.o.) : Le Ma-
ris, 4* (278-47-86).
**C'EST FACILE, ÇA PEUT RAPPOR-
TER VINGT ANS** (Fr.) : Paramount
Opéra, 9* (742-56-31).

Télérel.

La puissance de l'informatique.

La simplicité du téléphone.

Voici Télérel : tout un monde de services
en direct.

Télérel va donner une nouvelle dimen-
sion à votre vie professionnelle, à votre
entreprise, quelles que soient sa taille et
son activité, et vous ouvrir l'accès à des res-
sources informatiques de toutes natures
et de toutes puissances.

Télérel, informez-vous en direct.

Chacun peut, de son poste de travail,
interroger des banques de données
professionnelles ou des services d'infor-
mation pratique.

Sans intermédiaire, sans connaissances
spéciales, sans contrainte d'horaires.

Télérel, communiquez en direct. En
concevant des services internes (boîtes
à lettres électroniques, journal d'entre-
prise...) vous optimisez les circuits de
communication dans votre entreprise,
sans modifier vos structures, sans bous-
culer vos habitudes.

Télérel, agissez en direct. Vous dyna-
misez votre force de vente, vous resserrer
vos liens avec vos distributeurs, vos clients,
vos fournisseurs, grâce à des services de

consultation (catalogues, stocks, tarifs) et
de commande en direct.

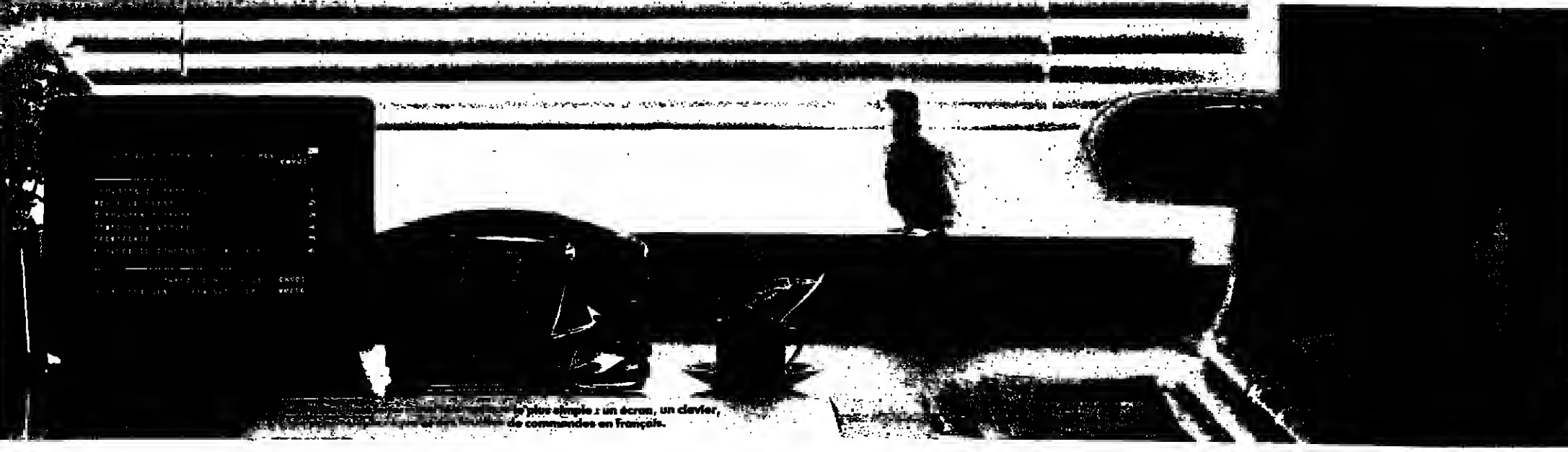
Bientôt vous pourrez même proposer
directement vos services ou vos produits
au grand public (3 millions de terminaux
seront installés par les PTT d'ici 1986).

Voici Télérel, un nouvel outil de
compétitivité, une nouvelle liberté pour
travailler et entreprendre.

Simple, pratique, économique : le ter-
minal MINITEL 1 coûte 70F par mois en
location entretien, la communication
coûte 0,30F la minute, indépendamment
de la distance.

Télérel est maintenant disponible pour
toutes les professions, partout en France.
Pour recevoir un dossier "Spécial Entre-
prises", écrivez à DGT/Télérel - BP 111 -
75722 Paris Cedex 15 ou téléphonez ou

NUMERO VERTI 16.05.10.20.30



هكذا من الأفضل

SPECTACLES

COMMUNICATION

Jeudi 30 juin

PREMIERE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 Téléfilm : Paris-Madagascar.
D'A. Reval-Bertrand, avec D. Volle, P. Pradier.
En stage à Madagascar, une jeune pédiatre tombe amoureux de son médecin-chef, mixogène mais compétent. Comédie musicale, entrecoupée de reportages scientifiques incongrus et violents.
22 h 15 Documentaire : Au petit bonheur la réussite.
De P. Le Gall et H. Delebecq.
Comment réussir sans marcher sur des cadavres ? Une bristole d'or, vivante.
23 h 10 Journal.

DEUXIEME CHAÎNE : A 2

20 h 35 Film : Le Rêve de vivre.
Film français de G. Calvocoressi (1980).
Selon les lois de la nature, la lutte pour la vie des insectes, des poissons, des oiseaux, des animaux. Un admirable documentaire en couleurs, réalisé avec un matériel très spécialisé et montrant de près un univers ignoré de l'homme. Le commentaire, la musique et le montage contribuent à l'originalité de l'entreprise.
22 h Magazine : Les enfants du rock.
Au sommaire : Houbi-Houbi, avec un concert U2. Scrambled Eggs, The Meters, The Stranglers, Tony Powers : Les modernistes ; un reportage sur le Japon.
23 h 20 Journal.

TROISIEME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 Cinéma sans visa, de J. Lacouture et J.C. Guillebert.
20 h 40 Film : Le Sacrifice.
Film turc d'A. Yilmaz (1979), avec T. Aksoy, N. Nazir.

Vendredi 1^{er} juillet

PREMIERE CHAÎNE : TF 1

11 h 35 Vision plus.
12 h H.F. 12 (info).
12 h 30 Atout cœur.
13 h Journal.
13 h 50 Portes ouvertes.
La prise de conscience chez l'enfant handicapé.
15 h 50 Tour de France.
16 h C'est à vous.
17 h 25 La vie dans les nuages.
18 h 50 Histoire d'enfance.
18 h 50 Méthodologie.
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 40 Les arts pour les autres.
20 h Journal.
20 h 35 Variétés : Francis Cabrel.
A l'hôtel St-Camille de Montréal.
21 h 40 Caméra une première : Opération bonheur.
Réal. J.-C. Ceban avec R. Girard, M. Peterson.
Un producteur de télévision se marie en direct, et dirige son couple en direct : une comédie dite "burlesque".
22 h 5 Histoires naturelles : Les gardes-pêche.
Emilio L. Lator, J. Berre et J.-P. Fleury.
23 h 15 Journal et cinq jours en Bourse.

DEUXIEME CHAÎNE : A 2

10 h 30 ANTOPE.
12 h Journal (à 12 h 45).
13 h 10 Jeu : L'Académie des neufs.
13 h 35 Emissions régionales.
14 h 50 Série : Les amours des années folles.
14 h 50 Aujourd'hui la vie.
Voici vos chefs d'œuvre.
15 h Tennis à Wimbledon.
16 h Révis A 2.
16 h 30 C'est la vie.
17 h 30 Jeu : Des chiffres et des lettres.
18 h 15 Emissions régionales.
19 h 40 Le théâtre de Boulevard.
20 h Journal.
20 h 35 Série : Verdi.
De R. Castellani.
Premier épisode de la colossale biographie de Giuseppe Verdi destinée à célébrer le centenaire de sa naissance. Elle fait un portrait d'homme et de compositeur qui défie les meilleurs moments de la télévision italienne.
21 h 25 Astrophoties.
Magazine littéraire de B. Pivot.
L'homme blanc à travers le monde, sous l'impulsion de A. Brink (sur un texte de J. Guéhenne, P. Bruckner, le Sanglot de l'homme blanc), R. Charney (la Terre des dieux), M. Drot (Et maintenant, si nous parlions de l'Afrique du Sud), R. Dumont (Finis les loups-maraudeurs qui chassent).
22 h 40 Journal.
22 h 50 Ciné-club (cycle les années 70) : Corps à corps.
Film français de P. Vachelli (1979), avec H. Sargère, N. Silberg, M. Robinson, M. Mezères, B. Bruno, S. Savigne.
Un garsiste du Kremlin-Bleuet tombe amoureux fou d'une pharmacienne, bourgeoise de vingt ans son aînée. Elle fuit par amour à sa position, chacun se perdant dans le gouffre de l'autre. L'amour plus fort que les différences sociales et la morale traditionnelle. Poésie et tragédie des sentiments. Quelques scènes populaires dans la tradition des années 30 gisent un peu le lyrisme de cette œuvre, de toutes façons profondément troublante.

TROISIEME CHAÎNE : FR 3

18 h 55 Tribune libre.
Françaises et françaises camarades.

TRIBUNES ET DÉBATS

JEUDI 30 JUIN

M. Vadim Zagladine, chef adjoint de la section politique étrangère du P.C. de l'U.R.S.S., au cours de l'émission « Le téléphone sonne » de France-Inter, à 19 h 20.

VENDREDI 1^{er} JUILLET

M. Jean-Paul Fuchs, député (U.D.F.) du Haut-Rhin, est l'invité de l'émission « Plaidoyer » de R.M.C., à 8 h 30.

Y. Olav, E. Naskin, C. Troyon, C. Ipekaya, D. Turkal (v.a. sous-titrée).

Un paysan pauvre, accusé d'un vol qu'il n'a pas commis, fait le vœu de tuer son prochain enfant mâle s'il sort de prison. Inconnu. Ce qui arrive. Sa femme, enceinte, accouche, alors, d'un fils. D'un fils d'un fait divers réel des années 60, l'étude d'un comportement aberrant, provoqué par une foi religieuse aliénante et le sous-développement. La Turquie, l'islam, les traditions, la misère. Un ton de reportage poétique. Film inédit.

21 h 55 Documentaire : Avec Atif Yilmaz, le réalisateur, M^{me} Kerima Ullusoy, comédienne turque, M.M. Jalladeau, directeur du Festival de Nantes, et Mehmet Basutcu, journaliste, spécialiste du cinéma turc.

22 h 40 Journal.

23 h 3 Une minute pour une image, d'Agnes Verda. L'albun imaginaire de Robert Delpeire commenté par P. Dumay, journaliste.

23 h 5 Prélude à la nuit.
« Concerto pour orchestre en la majeur », d'A. Vivaldi, par les solistes de l'Opéra de Paris, P. Doukhan au violon.

FRANCE-CULTURE

20 h. Nouveaux répertoires dramatiques : Le don de Lina, de P. Minyana, suivi d'un entretien avec l'auteur.
22 h 30. Nuits magiques : langues de vipères et autres serpents.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30. Concert (donné le 21 février 1983 au Grand Auditorium) : « Sonate pour violon et piano » de Beethoven, Ravel, Prokofiev, sol. P. Fontanarosa, violon, et Y. Boukhal, piano.
22 h 30. Fréquence de nuit : Polar Celluloid ; œuvres de Mozart, Beethoven.

FRANCE-CULTURE

8 h 50 Echéec au hasard.
9 h 7 Matinée des arts du spectacle.
10 h 45 Le texte et la marge : « Enquête sur le procès du roi Louis-XVI », avec P. et P. Girault de Courcelle.
11 h 2 Musique : opération décentralisée... festival de La Rochelle (à 13 h 30 et 16 h).

12 h 5 Agora.
12 h 45 Panorama : l'Afrique du Sud.
14 h. Soas.
14 h 5. Un livre, des voix : « Satan, sa psychologie et sa guérison par l'Infortuné Dr Kessler, L.P.C.V. », de J. Loven.

14 h 45 Les après-midi de France-Culture : Les inconnus de l'histoire (le frère Guérin, éminent grise de Philippe-Auguste).
18 h 30 Feuilleton : Le grand livre des aventures de Brodage.
19 h Actualités magazine.

19 h 30 Les grandes avenues de la science moderne : La vie dans l'univers, avec J.-C. Pocher, professeur au Collège de France.
20 h Majorités politiques et alternatives, avec G. Russo, B. Olvi, J. Rovan, A. Mathieu et P. Viveret.
21 h 30 Black and blue : Festival d'été, avec P. Carles.
22 h 30 Nuits magiques : langues de vipères et autres serpents.

FRANCE-MUSIQUE

8 h 45. 12 jours de musique.
8 h 10. Concert : Œuvres de Scarlatti, Beethoven, par C. Zacharias, piano.
9 h 5. Le matin des musiciens (voir lundi) : œuvres de Dvorak, Bartok, Berio.
12 h. Actualité lyrique.
12 h 35. Jazz s'il vous plaît.
13 h. Avis de recherche : Schomberg.
13 h 30. Jemmes solistes : œuvres de Kodaly, Jertic, Faure, par J.-E. Bavouzet, piano et D. de Willencourt, violoncelle.

14 h. Equivalences : Schubert.
14 h 30. D'une oreille à l'autre : Œuvres de Haydn, Grands, Warlock, Beethoven.
17 h 5. Les intégrales de Mendelssohn.
18 h. Jazz.
18 h 30. Studio-concert (en direct du Studio 108) : tous les fragments du XVIII^e siècle (Couperin, Rameau, Leclair, Forqueray).
19 h 35. L'impression.
20 h 30. Concert : (en direct de Lausanne) : « Prélude à l'après-midi d'un faune », « Six épigrammes antiques », de Debussy ; « L'Enfant et les sortilèges » de Ravel, par le Nouvel Orchestre Philharmonique, les chœurs et la maîtrise de Radio-France, dir. A. Jordan, sol. C. Allioz-Luzat, G. Raphael.

22 h 30. Fréquence de nuit : Nuits noires : la peur du vide.

DANS LES SOCIÉTÉS DE PERSONNEL DU « MONDE »

La société des rédacteurs du « Monde », réunie en assemblée générale le 28 juin, a approuvé (91 pour, 0 contre et 47 abstentions) le rapport d'activité de son conseil d'administration. Après renouvellement du quart de ses membres, le conseil a reconduit Jean-Pierre Clerc dans ses fonctions de président, Bruno De-thomas et Alain Rollat étant élus vice-présidents.

La société des cadres du « Monde », réunie en assemblée générale le 21 juin - après avoir élu deux nouveaux membres de son conseil d'administration, a reconduit M. Didier Dupont dans ses fonctions de président.

logues stocks...
direct
pourrez même...
services ou vos...
millions de...
le PTT d'ici 1986
un nouvel outill...
e nouvelle libe...
pre économique...
la 70F par...
la communica...
nute, indépend...
attendant de...
tions, partiel...
dossier "Sp...
21 Téléma...
15 ou téléph...

logues stocks...
direct
pourrez même...
services ou vos...
millions de...
le PTT d'ici 1986
un nouvel outill...
e nouvelle libe...
pre économique...
la 70F par...
la communica...
nute, indépend...
attendant de...
tions, partiel...
dossier "Sp...
21 Téléma...
15 ou téléph...

logues stocks...
direct
pourrez même...
services ou vos...
millions de...
le PTT d'ici 1986
un nouvel outill...
e nouvelle libe...
pre économique...
la 70F par...
la communica...
nute, indépend...
attendant de...
tions, partiel...
dossier "Sp...
21 Téléma...
15 ou téléph...

logues stocks...
direct
pourrez même...
services ou vos...
millions de...
le PTT d'ici 1986
un nouvel outill...
e nouvelle libe...
pre économique...
la 70F par...
la communica...
nute, indépend...
attendant de...
tions, partiel...
dossier "Sp...
21 Téléma...
15 ou téléph...

logues stocks...
direct
pourrez même...
services ou vos...
millions de...
le PTT d'ici 1986
un nouvel outill...
e nouvelle libe...
pre économique...
la 70F par...
la communica...
nute, indépend...
attendant de...
tions, partiel...
dossier "Sp...
21 Téléma...
15 ou téléph...

logues stocks...
direct
pourrez même...
services ou vos...
millions de...
le PTT d'ici 1986
un nouvel outill...
e nouvelle libe...
pre économique...
la 70F par...
la communica...
nute, indépend...
attendant de...
tions, partiel...
dossier "Sp...
21 Téléma...
15 ou téléph...

LE CROIX DE SOPHIE (A. v.a.) : U.G.C. Odéon, 6 (325-97-00) ; U.G.C. Champs-Élysées, 6 (346-66-44) ; U.G.C. Boulevard, 6 (346-66-44).

COUP DE FOUDEUR (Fr.) : Marignan, 6 (329-92-82) ; Parisiens, 14 (329-63-11).

CHICKENSHAW (A. v.a.) : Gaumont Halls, 1^{er} (297-49-70) ; Saint-Germain Halls, 5 (633-63-20) ; Elysée Lincoln, 6 (359-36-14) ; George V, 6 (562-41-66) ; V.F. : Gaumont Richelieu, 2 (233-56-70) ; Lumière, 2 (246-09-07) ; Adhès, 12 (343-05-67) ; Faubourg, 13 (331-60-74) ; Gaumont-Sud, 14 (327-64-50) ; Images, 15 (322-47-94).

DANS LA VILLE BLANCHE (Fr.) : 14 Juillet Paris, 6 (326-59-00).

DE MAO A MOZART (A. v.a.) : St-Ambroise, 11^{er} (700-89-16).

DARK CRYSTAL (A. v.l.) : Paramount Opéra, 9 (742-56-31).

LA DREKILITA (Fr.) : Studio des Usines, 5 (354-39-19).

L'ÉTÉ MEURTRE (Fr.) : Gaumont Halls, 1^{er} (297-49-70) ; Richelieu, 2 (233-56-70) ; Odéon, 6 (333-79-38) ; Colisée, 6 (359-36-14) ; George V, 6 (562-41-66) ; Saint-Lazare-Paquier, 6 (387-35-63) ; France, 9 (770-33-88) ; Nations, 12 (343-04-67) ; Faubourg, 13 (331-60-74) ; Lumière, 14 (339-52-43) ; Montparnasse-Patbé, 14 (320-12-06) ; Bienville-Montparnasse, 15 (544-25-02) ; Victor-Hugo, 15 (727-49-75) ; Patbé-Clichy, 15 (322-46-01).

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE (Bos.-A. v.a.) : Quinze, 5 (633-70-38) ; George V, 6 (562-41-66) ; Marignan, 6 (329-92-82) ; V.F. : Ranc, 6 (770-33-88) ; Montparnasse, 14 (327-64-50).

DEVA (Fr.) : Parisiens, 6 (354-15-04) ; Marignan, 6 (329-92-82) ; Odéon, 17 (327-64-50).

ET L'EXTRA-TERRESTRE (A. v.l.) : Trois Haussmann, 5 (770-47-53).

EDUCATION ANGLAISE (Fr.) : Paramount City, 6 (562-45-76).

FAITS DIVERS (Fr.) : Saint-Ambroise, 11^{er} (700-89-16) ; Odéon, 17 (327-64-50) ; U.G.C. Odéon, 6 (325-97-00) ; Parisiens, 14 (329-63-11).

FANNY ET ALEXANDRE (Sud. v.a.) : Odéon, 17 (327-64-50) ; Richelieu, 2 (233-56-70).

LA FEMME DU CHEF DE GARE (Ail. v.a.) : 14-Juillet Paris, 6 (326-59-00) ; 14-Juillet Paris, 11^{er} (357-90-81).

FEMMES (Fr.-Esp.) : Forum, 1^{er} (233-63-65) ; Arcades, 2 (233-56-38) ; Publicis Champs-Élysées, 6 (720-76-23) ; Paramount Opéra, 9 (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14 (320-12-06) ; Paramount Odéon, 14 (540-45-91) ; Saint-Charles Convention, 15 (579-33-00) ; Pasty, 16 (289-62-34).

FUKYO (Jap. v.a.) : Gaumont Halls, 1^{er} (297-49-70) ; Halls, 6 (633-79-38) ; Gaumont Champs-Élysées, 6 (359-36-14) ; Pagode, 7 (705-12-15) ; Parisiens, 14 (329-63-11) ; 14-Juillet Beaugrande, 15 (725-79-79) ; V.F. : Richelieu, 2 (233-56-70) ; Nations, 12 (343-04-67) ; Faubourg, 13 (331-60-74) ; Miramar, 14 (327-64-50) ; Gaumont Sud, 14 (327-64-50) ; Gaumont-Médias, 15 (738-24-26) ; Gaumont Clichy, 15 (322-46-01).

GARIN (Bré. v.a.) : Desfret (H. sp.), 14 (321-41-01) ; Châtelet Victoria (H. sp.), 1^{er} (509-94-14).

GANDHI (Bré. v.a.) : Champs-Élysées, 6 (359-36-14) ; V.F. : France, 9 (770-33-88) ; Montparnasse, 14 (327-64-50).

L'HISTOIRE DE PIERRE (Franco-Ital. v.a.) : Cité Beaubourg, 2 (271-52-36) ; Studio de la Harpe, 2 (634-25-52) ; Marignan, 6 (329-92-82).

L'HOMME BLESSÉ (Fr.) : Beritz, 2 (742-60-33) ; Bretagne, 6 (222-57-97) ; Ambassade, 6 (359-19-08).

L'HOMME DE LA RIVIERE PAR-GEANT (Am. v.a.) : U.G.C. Danton, 6 (320-42-62) ; U.G.C. Baudry, 6 (723-69-23) ; V.F. : Rex, 2 (236-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ; Parisiens, 14 (329-63-11) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59) ; Parisiens, 14 (329-63-11) ; Muret, 16 (651-99-75) ; Parisiens, 14 (329-63-11) ; Sorcier, 15 (241-77-99).

J'AI ÉPOUSÉ UNE OMBRE (Fr.) : Saint-Lazare-Paquier, 6 (387-35-63).

JE SAIS QUE TU SAIS... (H. v.a.) : U.G.C. Baudry, 6 (723-69-23).

LE JEUNE MARIE (Fr.) : Parisiens, 14 (329-63-11).

LA LUNE DANS LE CANIVEAU (Fr.) : Épis de Bois, 5 (337-57-47) ; Ambassade, 6 (359-19-08) ; Miramar, 14 (320-42-62).

MAYA L'ARABIE (Aut. v.l.) : St-Ambroise, 11^{er} (700-89-16).

LE MONDE SELON GARY (A. v.a.) : Épis de Bois, 5 (337-57-47).

MONTY PYTHON LE SENS DE LA VIE (v.a.) : Forum, 1^{er} (233-63-65) ; Impérial, 2 (742-72-52) ; Richelieu, 2 (233-56-70) ; Hauteville, 6 (633-79-38).

79-38) ; Pagode, 7 (705-12-15) ; Marignan, 6 (329-92-82) ; Saint-Lazare-Paquier, 6 (387-35-63) ; Nations, 12 (343-04-67) ; Mistral, 14 (339-52-43) ; Montparnasse Patbé, 14 (320-12-06) ; P.L.M. Saint-Jacques, 14 (389-68-42) ; 14-Juillet Beaugrande, 15 (725-79-79) ; Mayfair, 14 (325-27-06) ; Patbé Wopler, 15 (322-46-01) ; Gambetta, 20 (322-46-01).

MONTY PYTHON RANDONNÉE (Fr.) : Marignan, 6 (329-92-82).

LA MORT DE MARIO RICCI (H. v.a.) : Quinze, 5 (633-79-38).

LE MUR (Franco-Turc v.a.) : 14-Juillet Paris, 6 (326-59-00).

NEWBORN (Am.) : Saint-Ambroise, 11^{er} (700-89-16).

NOUS ÉTIIONS TOUTS LES NOMS D'ARTISTES (Fr.) : La Main, 4 (278-47-86).

OFFICIER ET GENTILHOMME (A. v.a.) : Marignan, 6 (329-92-82).

LA PALOMBIÈRE (Fr.) : Impérial, 2 (742-72-52) ; Odéon, 17 (327-64-50) ; Nations, 12 (343-04-67) ; Montparnasse Patbé, 14 (320-12-06).

PAULINE A LA PLAGE (Fr.) : Clichy, 15 (322-46-01).

PIÈCE MORTÈLE (A. v.a.) : Studio de l'Étoile, 17 (380-42-05).

QUARANTE-SEPT HEURES (A. v.a.) : Paramount Opéra, 9 (742-56-31) ; Clés, 6 (623-59-09) ; Clés, 6 (623-59-09) ; V.F. : Parisiens, 14 (329-63-11) ; Gaumont Opéra, 9 (742-56-31) ; Gédé Rochecourt, 9 (878-81-77).

LE ROI DES SINGES (Chino. v.l.) : Marignan, 6 (329-92-82).

ROLLING STONES (A. v.a.) : Ambassade, 6 (359-19-08) ; Parisiens, 14 (329-63-11) ; Kinoparadise, 15 (306-50-50).

TOOTH (A. v.a.) : Champs-Élysées, 6 (359-36-14) ; Beritz, 2 (742-60-33) ; V.F. : U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32).

LA TRAVIATA (H. v.a.) : Vendôme, 2 (632-97-52) ; Monte-Carlo, 6 (225-09-83).

LA ULTIMA CENA (Cub. v.a.) : H. sp. Desfret, 14 (321-41-01).

LA VALSE DES PANTINS (A. v.a.) : Quinze, 5 (633-79-38) ; Marignan, 6 (329-92-82).

LE VENT (Mal. v.a.) : Saint-Ambroise, 11^{er} (700-89-16).

VICTOR, VICTORIA (A. v.a.) : St-Michel, 5 (326-79-17).

LA VIE EST UN ROMAN (Fr.) : Studio de l'Étoile, 17 (380-42-05).

ZOMBE (A. v.l.) : Hollywood Boulevard, 5 (770-10-41).

Les grandes reprises

ANNIE HALL (A. v.a.) : Forum Odéon-Express, 1^{er} (233-63-65) ; Publicis Champs-Élysées, 6 (720-76-23) ; V.F. : Parisiens, 14 (329-63-11) ; 14-Juillet Beaugrande, 15 (725-79-79) ; V.F. : Richelieu, 2 (233-56-70) ; Nations, 12 (343-04-67) ; Faubourg, 13 (331-60-74) ; Miramar, 14 (327-64-50) ; Gaumont Sud, 14 (327-64-50) ; Gaumont-Médias, 15 (738-24-26) ; Gaumont Clichy, 15 (322-46-01).

LES ANISTOCRATES (A. v.l.) : Nations, 12 (343-04-67) ; Miramar, 14 (327-64-50) ; Gaumont Sud, 14 (327-64-50) ; Gaumont-Médias, 15 (738-24-26) ; Gaumont Clichy, 15 (322-46-01).

BARRY LINDON (A. v.a.) : Gaumont Halls, 1^{er} (297-49-70) ; Saint-Germain Halls, 5 (633-63-20) ; Parisiens, 14 (329-63-11) ; Gaumont Opéra, 9 (742-56-31) ; Clés, 6 (623-59-09) ; Clés, 6 (623-59-09) ; V.F. : Parisiens, 14 (329-63-11) ; Gaumont Opéra, 9 (742-56-31) ; Gédé Rochecourt, 9 (878-81-77).

LES ANISTOCRATES (A. v.l.) : Nations, 12 (343-04-67) ; Miramar, 14 (327-64-50) ; Gaumont Sud, 14 (327-64-50) ; Gaumont-Médias, 15 (738-24-26) ; Gaumont Clichy, 15 (322-46-01).

LES ANISTOCRATES (A. v.l.) : Nations, 12 (343-04-67) ; Miramar, 14 (327-64-50) ; Gaumont Sud, 14 (327-64-50) ; Gaumont-Médias, 15 (738-24-26) ; Gaumont Clichy, 15 (322-46-01).

LES ANISTOCRATES (A. v.l.) : Nations, 12 (343-04-67) ; Miramar, 14 (327-64-50) ; Gaumont Sud, 14 (327-64-50) ; Gaumont-Médias, 15 (738-24-26) ; Gaumont Clichy, 15 (322-46-01).

LES ANISTOCRATES (A. v.l.) : Nations, 12 (343-04-67) ; Miramar, 14 (327-64-50) ; Gaumont Sud, 14 (327-64-50) ; Gaumont-Médias, 15 (738-24-26) ; Gaumont Clichy, 15 (322-46-01).

LES ANISTOCRATES (A. v.l.) : Nations, 12 (343-04-67) ; Miramar, 14 (327-64-50) ; Gaumont Sud, 14 (327-64-50) ; Gaumont-Médias,

COMMUNICATION

SUR ANTENNE 2

Les magazines d'information prennent aussi des vacances

On ne verra aucun des magazines d'information d'Antenne 2 pendant l'été. « Résistances », le mensuel présenté par Bernard Langlois, « A nous deux », l'hebdomadaire de samedi animé par Patrick Poivre d'Arvy, et « Dimanche magazine », le hebdomadaire de dimanche, sont tous en vacances. Retour prévu à la rentrée.

Réduction des équipes pendant l'été ? Certes, mais aussi, surtout, question d'économie. Antenne 2 se prépare en rousconnant à se serrer la ceinture. Lancé à toute vitesse, à peine deux mois après l'arrivée de Michel Thoulouze comme adjoint au directeur de la rédaction à Antenne 2, les trois magazines ont obtenu en quelques mois des scores assez satisfaisants. Bénéficiaire, déprogrammés plusieurs fois (à cause des grèves, de l'harmonisation des programmes), l'« hebdo », « Résistances », est passé de 8,9 points à l'Audimat (1) à 13 quand il a été programmé à 22 h. « A nous deux » oscille entre 9 et 10. « Dimanche magazine », qui atteignait 13, est en baisse légère. Enfin, « Résistances », surtout, coûte cher.

Un battant, Michel Thoulouze, le style jeune reporter dynamique et ambitieux, qui a le goût du risque et de l'engagement, toujours en avance de quelques foulées. C'est lui qui a lancé « Sept sur sept » sur TF 1, après le « Vendredi » - en coproduction - sur FR 3. Un prospecteur d'idées à qui Pierre Desgraupes, P.D.G. d'Antenne 2, a donné les pleins pouvoirs pour lancer des magazines d'information. Qu'il prenne des risques ! Il en a pris. Il bénéficie, il faut le dire, d'une rédaction en pleine ascension.

« La difficulté, c'était de faire quelque chose qui n'existait pas », nous déclare Michel Thoulouze. Il a cherché un ton, une grammaire différents. En regardant notamment du côté de l'étranger. « A nous deux » (le samedi à 12 heures), par exem-

ple, s'inspire d'une émission britannique et hollandaise. Ce bizarre magazine, déversoir des impasses en tout genre, entièrement bâti à partir des lettres envoyées par les téléspectateurs, présente chaque semaine douze cas en quarante-cinq minutes, sept journalistes sur un plateau - ils ne se parlent jamais entre eux, ils font face à la caméra - commentent, épluchent, disloquent les vacheries de la vie dans la plus grande divagation de ton. On y découvre ce qui peut lacer au désespoir chronique, une dame qui s'est fait opérer de bourrelets aux jambes et s'est retrouvée avec des cicatrices telles que son mari a divorcé ; un couple qui a commencé de se faire construire une maison face à une société immobilière qui a fait faillite ; des chômeurs escroqués, des gens sans défense, victimes de l'administration - d'E.D.F., des P.T.T., de la justice... - mais aussi d'avocats, de médecins, de sociétés privées... Le travail de l'équipe consiste à faire d'abord une contre-enquête (beaucoup de dossiers sérieux). « A nous deux » a résolu pas mal de cas, pas tous. La nouveauté, c'est d'avoir osé mélanger le comique et le dramatique.

« Les services de sondages nous ont permis de constater que le public aime. En France, on ne mélange pas l'information avec les variétés ! On nous a dit : « Vous allez faire du Bellemare », le « Petit Rapporteur ». On n'a rien fait de tout cela, on est allé plus loin. Ce qui m'intéressait, c'est que cela ressemble à la vie - rires et pleurs - changer la rythmique habituelle, enlever un certain nombre de tics de la télévision. » « A nous deux » est assez vulgaire, mais populaire et efficace.

Comment ne pas rassembler aux magazines déjà créés, en particulier à « Sept sur sept » ? Comment mettre le plus d'informations possible en cinquante minutes ? Michel Thoulouze a supprimé le présentateur, cherché une mise en pages très « hebdo ». D'où ces petits sujets, des informations très brèves de quarante-cinq secondes. « L'édito » de Pierre Lescaud, des liaisons graphiques (possibles avec la vidéo). Une formule classique avec une présentation qui ne l'est pas. Michel Thoulouze pense à le transformer un peu à la rentrée, le « tirer » davantage vers l'enquête, expliquer davantage les pouvoirs, les mécanismes de la société.

De tous les magazines lancés par Michel Thoulouze, « Résistances », confié à Bernard Langlois - l'« hebdo » d'Antenne 2 midi - est le plus difficile à réaliser. Il n'a pas d'équivalent dans le monde (mais il commence à intéresser les télévisions étrangères, qui achètent déjà des reportages). C'est un magazine à hauts risques financiers et humains. Les reportages, pour la plupart, sont clandestins. Ils arrivent pas toujours à temps (sur des reportages, il en reste en moyenne trois), mais il met le doigt une fois par mois sur les multiples aspects de la violence dans le monde - qu'elle s'exerce à gauche ou à droite, dans les régimes totalitaires ou démocratiques. On peut ergoter sur la forme, le décor, la mise en scène (un peu théâtrale), la qualité technique, les difficultés qu'il crée à l'intérieur de la rédaction (certains critiquent les achats à l'extérieur, la non-reconnaissance des sujets à leurs auteurs). Il est devenu indispensable. On le retrouvera à la rentrée, le mercredi à 21 h 30.

CATHERINE HUMBLLOT.

NOUVEAUX MÉDIAS ET DROITS D'AUTEUR

Les inquiétudes de la SACEM

L'essor des nouvelles technologies de la communication se fera-t-il au détriment des créateurs ? C'est ce que redoute M. Jean-Loup Tournier, directeur général de la SACEM (Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique), qui présentait, mercredi 29 juin, les résultats de l'exercice 1982, « momentanément satisfaisants » (1). « Nous assistons déjà à un véritable transfert de la consommation publique de la musique vers une consommation domestique. » Le nombre de spectacles et de bals serait en effet en régression : 130 000 l'année dernière contre 180 000 en 1979, tandis que l'usage des magnétophones et des cassettes se généralise au point que « l'homme de la rue devient un véritable exploitant musical », selon M. Tournier, avec plus de trente heures d'œuvres enregistrées par foyer.

Avec l'apparition du câble, du satellite et des ordinateurs domestiques, qui vont encore accroître les possibilités de réception à domicile, M. Tournier redoute que la même érosion se produise dans la consommation sur les réseaux câblés, et non par abonnement forfaitaire, comme c'est déjà le cas le plus souvent à l'étranger.

M. Tournier a indiqué d'autre part que des négociations étaient actuellement en cours avec la Fédération nationale des télévisions et radiodiffusions indépendantes (F.N.T.R.I.) et que vingt-cinq stations locales privées avaient déjà signé un accord avec la SACEM. Celles-ci devraient lui verser 5 % de leur budget, 2,5 % seulement si la programmation musicale représente moins de 30 % du temps d'antenne. - E.R.

(1) Les perceptions de droits d'auteurs réalisées en 1982 par la SACEM se sont élevées à 1,321 milliard contre 1,128 milliard de francs en 1981, soit une progression de 17,04 %. Les frais de gestion interne qui diminuent d'année en année sont de 50 000 francs contre 15,2 %.

A VOIR

Le Brésil de Brizola

Il y a eu cette explosion populaire. Toute la nuit, les écoles de samba ont débordé dans la rue. Klaxons, sifflets, et cette atmosphère de carnaval inimaginable pour fêter l'investiture du nouveau gouverneur de l'Etat de Rio-de-Janeiro, Leonel Brizola, candidat du parti démocratique travailliste, le 15 juin 1983. Brizola a été élu contre le candidat même du gouvernement (unitaire), par les pauvres, par les Noirs, par la favela.

Le candidat de la révolte comme on a dit, est aussi le candidat de l'espoir, à écouter ceux que Mariella Righini et Pierre Bernard Soulier ont interrogés au hasard de la rue. « Il a beaucoup d'idées », « le peuple va se sentir mieux », « c'est quelqu'un qui va changer les choses », « on attend... ». Brizola, l'agitateur, l'extrémiste, allié aux mouvements de guérilla, qui est rentré chez lui après dix ans d'exil, Brizola, cet ancien « ennemi n° 1 » des militaires, qui s'est assis, qui a changé, dit-on les qui rassure les uns et irrite les autres, a un programme un peu fou, populiste, mais généreux. Il a promis de scolariser 40 % des enfants qui ne vont pas à l'école dans l'Etat de Rio-de-Janeiro, de nourrir ceux qui sont affamés, d'augmenter les salaires, de débloquer les favelas, où deux millions de personnes vivent dans la boue, la violence et la faim et où

700 000 enfants sont quasiment à l'abandon. Il veut les enrégimer. La population a commencé de s'organiser, avec les programmes d'assistance sociale et alimentaire aux enfants déshérités. Mariella Righini et Pierre Bernard Soulier ont montré le côté actuel, l'attente du petit peuple du Brésil, la violence quotidienne, celle de la délinquance, celle des Escadrons de la mort qui organisent des expéditions punitives pour éliminer ceux qu'ils appellent « le fils de la société ». En fait-il partie, cet homme interviewé à la sortie d'un cimetière clandestin où l'on enterrait par dizaines, la semaine dernière, les victimes des Escadrons ? Le sigle E.M. collé sur sa voiture signifie selon lui : « Escadrons motorisés, ma chérie », une simple organisation parapoliticienne.

Brizola a déclaré la guerre aux Escadrons de la mort comme à la pauvreté. Quelles sont ses chances dans un pays en pleine débâcle économique, en proie à la corruption, à la violence ? Il n'a pas de réponse à ce reportage très vivant un regard plus aigu sur les rapports de forces. - C.H.

★ « Vendredi » : Brizola, l'homme de Rio, le 1^{er} juillet, FR 3, 20 h 35.

LA BAGAGERIE®
SOLDE
SACS • ARTICLES DE VOYAGE
MAROQUINERIE DE POCHES • CEINTURES
Paris : 12, rue Tronchet • 41, rue du Four • 74, rue de Passy • Tour Maine Montparnasse

BONNES VACANCES!
PENSEZ-ABONNEMENT LOTO
5 tirages consécutifs
bulletin SIMPLE bulletin MULTIPLE

CARNET

Réceptions

- L'ambassadeur du Portugal, M. Antonio de Siqueira Siqueira, a donné une réception mercredi à l'occasion de son départ, pour prendre congé de ses nombreux amis.

Naissances

- M. Bertrand BACHÉ et M^{me}, née Chantal NEDIR, ont eu un fils, ainsi que Philippe sont heureux d'annoncer la naissance de

Caroline, le 6 avril 1983, 2100 Boulevard, 92100 Boulogne.

- M. DARTHEMAY et M^{me}, née TOUSSAINT, ont le plaisir de faire part de la naissance de leur fille, Aurélie, le 21 juin 1983, 3, avenue Saint-Exupéry 92160 Antony.

- M. Alain HUCHON et M^{me}, née Anne CONTREAU, ont le plaisir de faire part de la naissance de leur fils, Frank-Antoine, le 24 juin 1983, Segonzac, Paris, Grenoble.

- M. Phil OSTIER et M^{me} In Julie d'annoncer la naissance de son quatrième petit-enfant.

Sophie-Elizabeth, chez M. et M^{me} H. ELMERING, 818, Tergensee, Sonnenleweg 16 (R.F.A.).

Mariages

Florence BLAEOUET et Thierry LAROCHE ont le plaisir d'annoncer leur mariage, le 2 juin 1983, à Fiches-Thumail (Nord).

Sandra FINKEL et le docteur Claude RANVAL, ont le bonheur de faire part de leur mariage, qui a été célébré le 21 juin 1983.

M^{me} Georges DELHOMME, née Jeanne LAMBOUCH, ont le plaisir d'annoncer la naissance de leur fils, le 21 juin 1983, de

Ses obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité. Cet avis tient lieu de faire-part. 10, avenue Daniel-Lescaud, 75007 Paris.

M^{me} Gabrielle IANNI-ALICE, née Moïque GORIN, son épouse, Dimrit et Elise, ses enfants, Les familles Ianni-Alice, Morelli, Cioti, Gorin, Vautier, Son frère, ses sœurs et beaux-parents, ont le plaisir de faire part de décès accidentel de

M. Gabrielle IANNI-ALICE, directrice de l'usine Benetton à Troyes, survenue le 25 juin 1983, dans sa quarante-cinquième année.

L'inhumation aura lieu le lundi 4 juillet, à 11 heures, en l'église Saint-Ayrol de Troyes. Cet avis tient lieu de faire-part. 25, villa Rothier, 10000 Troyes.

- Nous avons le plaisir de faire part de décès du docteur Pierre LAFON, vétérinaire à Saint-Pierre-d'Oleron, survenue le 19 juin, à Montpeller, dans sa soixante-quatrième année.

- Anne et Dominique Combeau, Isabelle Marjolé de Saint-Vincent, Louis de Saint-Vincent, Claire Marjolé, Catherine Marjolé, Céline, Florian, Judith, Antoine, Lucie, ses enfants et petits-enfants, La famille Carallier, Marie-Paule Bourcureau, font part de la mort de

Jean MARIOJOULS, décédé au milieu des siens, le 26 juin 1983, à l'âge de cinquante-six ans, dans la Foi et l'Espérance de la Résurrection.

L'inhumation aura lieu le mardi 5 juillet 1983, à 10 h 30, en l'église Saint-Marri, 78, rue Saint-Martin, Paris-4^e, et sera suivie de l'inhumation au cimetière du Père-Lachaise.

2, avenue de la Bourdonnais, 75007 Paris.

Remerciements

- M. Paul Mérimée, doyen honoraire de l'université de Toulouse, M. et M^{me} Jean-Pierre Domain et leurs enfants, M. et M^{me} Philippe Mérimée et leurs enfants, M. et M^{me} François Mérimée et leurs enfants, M. et M^{me} Bernard Azam, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Jacques Mérimée, leurs enfants et petits-enfants, ont le plaisir de faire part de la mort de

M^{me} Paul MÉRIMÉE, née Anne-Marie Azam, pieusement décédée le 21 juin 1983 dans sa soixante-troisième année.

L'inhumation aura lieu le 23 juin 1983 en l'église de Puy-laurans (Tarn), 81700 Puy-laurans.

- L'Assistance publique de Paris fait part de décès de M. Claude MOULONGUET DOLÉIS, officier de la Légion d'honneur, officier de la santé publique, croix de guerre 1939-1945, inspecteur général des affaires sociales et ancien secrétaire général de l'Assistance publique, survenue le 25 juin 1983, dans sa soixante-cinquième année.

Une cérémonie religieuse a été célébrée le mercredi 29 juin 1983 en l'église Saint-Séverin, Paris-6^e.

(Né le 6 mai 1918 à Lambaye (Pyramides Atlantiques), Claude Moulouquet Doléis était diplômé d'études supérieures en droit et ancien élève de l'École libre des sciences politiques. Administrateur civil, il a effectué la plus grande partie de sa carrière au ministère des affaires sociales où il était avant comme directeur en 1978, fonction qu'il occupa jusqu'à sa retraite, le 6 mai 1983.

- M^{me} Georges Ory, son épouse, M. et M^{me} Radu Plescia, M. et M^{me} Jean Josselin, M. et M^{me} Christopher Van Cleef, Philippe et Florence Giron et Alexia, Carol Pirene, Armand Pirene, Ivan et Roy Van Cleef, ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants.

M. et M^{me} Georges Raab, leurs enfants et petits-enfants, ses beaux-frères, sœurs et neveux, Et tous ses amis, ont le plaisir de faire part de décès de

M. Georges ORY, commandeur de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945 avec palmes, médaillé de la Résistance et de la déportation, commandeur du Mérite commercial, ancien conseiller municipal de Paris, ancien conseiller général de la Seine, administrateur civil honoraire, membre de la société des gens de lettres, survenue le 23 juin 1983, dans sa quatre-vingt-sixième année.

L'inhumation n'a eu lieu dans la plus stricte intimité au nouveau cimetière de Neuilly. B.P. 310 83703 Saint-Raphaël cedex.

64, rue de Longchamp, 92200 Neuilly-sur-Seine. 28, rue de Longchamp, 92200 Neuilly-sur-Seine. Calross Manor, Fyggate, N° Horsham, West Sussex.

- M^{me} Aimé Teyssier d'Orfeuill, son épouse, Luc, Marc, Flavie et Yves, ses enfants, Le colonel et M^{me} Teyssier d'Orfeuill, M. et M^{me} Henri Teyssier d'Orfeuill, M. et M^{me} Casimir Kovachay de Rigny, ses frères, sœurs, belles-sœurs et leurs enfants, M. et M^{me} Corras de Azevedo, ses beaux-parents, ont le plaisir de faire part de décès de

M. Aimé TEYSSIER D'ORFUEILL, officier de la Légion d'honneur, survenue le 27 juin 1983 à Paris.

Le service religieux aura lieu le vendredi 1^{er} juillet, à 10 h 30, en l'église Saint-François-Xavier, place du Président-Mithouard (7^e).

L'inhumation sera faite dans la caveau de famille, à Chânel, Cortez. Ni fleurs ni couronnes. Priés pour lui. 4, rue Mario-Niki, 75015 Paris.

- M^{me} Charles Frappart, et toute la famille, très touchées par les nombreuses marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

M. Charles FRAPPART, remercient de tout cœur toutes les personnes qui, par leur présence, leurs messages, leurs envois de fleurs, se sont associées à leur immense peine.

- Oran, Tiemoon, Marseille. Les familles Kalifa, Elkoubi, Epy, Dray, Bentata, Leurs enfants, parents et alliés, remercient bien sincèrement toutes les personnes qui par leur présence, leurs marques de sympathie, leurs envois de fleurs, se sont associées à leur peine lors du décès de leur très chère et regrettée M^{me} veuve BENKALIFA LAZARE, née Elkoubi Bentata, survenue à l'âge de quatre-vingt-dix ans. Les obsèques ont eu lieu le dimanche 26 juin 1983 dans l'intimité.

- M^{me} Lucien BOCCARA et ses enfants remercient très sincèrement toutes les personnes qui leur ont témoigné leur sympathie lors du décès de

M. Lucien BOCCARA.

Anniversaires

- Roger E. MOURÉRAU quitte les siens le 1^{er} juillet 1979.

Tous ses amis, tous ceux qui ont gardé son souvenir, penseront à lui aujourd'hui.

Soutenances de thèses

DOCTORAT D'ÉTAT

- Université Paris-11, vendredi 1^{er} juillet, à 9 h 30, salle des Commissions, M. Jean-Louis Masson : « Provinces, départements, régions : l'évolution des circonstances administratives de la fin de l'Ancien Régime à nos jours ».

- Université Paris-I (Panthéon-Sorbonne) : samedi 2 juillet, à 14 heures, amphithéâtre Lefevre (Sorbonne), M^{me} Dora Piquet : « Les mouvements bulgares à l'époque des Paléologues ».

- Université Paris-IV (Sorbonne), lundi 4 juillet, à 14 heures, salle des Actes, M^{me} José Turpin : « Douce et croquis chez Cicéron : étude des rapports de la philosophie et de la religion du De republica au De fato ».

- Université Paris-II, lundi 4 juillet, à 15 h 30, salle des Commissions, M^{me} Chafica Haddy : « Les idées politiques des réformateurs musulmans ».

- Université Paris-II, lundi 4 juillet, à 18 heures, salle des Commissions, M. Jean-Pierre Jourdain : « Essai sur la vision libérale de l'administration française au XIX^e siècle ».

- Université Paris-I (Panthéon-Sorbonne), mercredi 6 juillet, à 9 h 30, salle des Commissions au centre Panthéon, M. Abdeljalil Belala : « Les États africains et la notion de zone économique exclusive : l'exploitation des ressources halieutiques ».

- Université Paris-X (Nanterre), mercredi 6 juillet, à 9 h 30, salle C 26, M. Mostafa Abd el Aal : « Les intellectuels égyptiens et Israël : de la veille de la guerre de 1967 à l'application des accords de Camp David ».

- Université Paris-II, mercredi 6 juillet, à 17 heures, salle des Commissions, M. Vassil Noid : « L'industrialisation de la Grèce et la Communauté économique européenne ».

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les inscriptions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

un événement chez votre concessionnaire.

PRÉSENTATIONS des nouvelles BMW 524 td Turbo Diesel 525e à moteur et les 30 juin - 1^{er} et 2 juillet

Ets F. LOISEAU CONCESSIONNAIRE 118, rue Houdan 92330 SCEAUX Tél: (1) 702.72.50

LA BAGAGERIE®
SPÉCIAL DÉPART SACS DE VOYAGE
3 tailles, 3 ténies
40 cm 99 F
50 cm 129 F
60 cm 149 F
12, rue Tronchet 41, rue du Four 74, rue de Passy Tour Maine Montparnasse

مكتبة النور

SOCIAL

Les suites du relèvement des cotisations de l'assurance-chômage

- Le C.N.P.F. se retire du conseil d'administration de l'UNEDIC
- Le gouvernement veut amener les partenaires sociaux à conclure une nouvelle convention

A l'occasion du conseil des ministres du 29 juin, le gouvernement a fait connaître ses décisions concernant le financement de l'assurance-chômage et la hausse du SMIC. Il a ainsi décidé de « porter, à partir du 1^{er} juillet 1983, le taux des cotisations de l'assurance-chômage de 4,8 à 5,8 % ». Conformément au règlement de l'UNEDIC, l'augmentation de 1 % ainsi décidée sera pour 0,6 % à la charge des employeurs et pour 0,4 % à la charge des salariés. Le SMIC sera relevé de 1,1 %, ce qui représente, compte tenu de l'augmentation des prix de 0,7 % en mai, une revalorisation de 0,4 %, qui compense pour les « salariés » le relèvement de la cotisation. Enfin, le plafond de la Sécurité sociale est relevé de 6,22 %.

La réaction du C.N.P.F. ne s'est pas fait attendre. Considérant ces décisions comme un « contournement économique », l'organisation patronale a décidé de ne plus « siéger au conseil d'administration de l'UNEDIC jusqu'à l'adoption d'un nouveau système d'assurance ».

Les points ne sont toutefois pas totalement rompus. La nécessité de conclure une nouvelle convention fait son chemin, et il est clair que les pouvoirs publics veulent amener les partenaires sociaux à aller dans ce sens.

une réforme en profondeur. C'est ce que nous proposons. C'est par là qu'il faut commencer ».

En prenant la décision de ne plus « siéger au conseil d'administration de l'UNEDIC jusqu'à l'adoption d'un nouveau système d'assurance », le C.N.P.F. entend marquer par « un geste politique son exaspération » face à « un contournement économique ». A force de nous entendre crier au loup, personne n'y croyait plus ».

Le patronat ne s'arrête pas là. Après avoir estimé à 2 milliards de francs de charges supplémentaires le relèvement de plafond de la Sécurité sociale, il demande que la hausse du SMIC soit compensée « par une exonération correspondante des cotisations de sécurité sociale » (2).

Le C.N.P.F. n'a donc nettement décliné le ton. Nul doute qu'en annonçant sa décision de ne plus siéger au conseil d'administration de l'UNEDIC il ait voulu faire la preuve de sa détermination à un moment où sa base donne des signes d'exaspération. Pour autant, il ne refuse pas d'ouvrir une négociation visant à réformer profondément le système, en faisant la part de ce qui revient à l'assurance-chômage et de ce qui revient à la solidarité nationale.

pas moins véhément. « Quoi qu'il arrive, poursuit-il, en tant que président de l'assurance-chômage, je me battrais, bec et ongles, pour préserver l'institution à un moment où deux millions de demandeurs d'emploi, chômeurs et préretraités ne vivent que grâce aux prestations des ASSEDIC ». « Que personne ne s'affile, l'abstention patronale n'aura pas de conséquences à court terme. Pour la suite, j'espère que le bon sens l'emportera », a conclu M. Bergeron.

Que va-t-il maintenant se passer ? Selon la réglementation, la convention actuelle régissant le système d'assurance-chômage prend fin le 19 novembre prochain. Mais les partenaires sociaux s'engagent au conseil de l'UNEDIC de ne pas décider de la prolonger de trois mois, voire plus. Au point où en sont les choses, cette hypothèse pourrait devenir réalité.

Au ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale, on ne paraît pas s'émouvoir de la riposte du C.N.P.F. On redoutait davantage la menace de grève des cotisations, brandie la semaine dernière par M. Yvon Chopard, qui aurait été « un acte d'incivisme ».

Que les représentants du C.N.P.F. ne siègent plus au conseil d'administration, fait-on valoir rue de Grenelle, ne peut pas aggraver une situation déjà malheureuse. Il y a déjà longtemps que le conseil d'administration de l'UNEDIC ne fonctionne plus, ajoute-t-on.

C'est d'ailleurs pour cette raison que le gouvernement a pris ce conseil des ministres la seule décision qui lui est juridiquement reconnue par l'article L.351-18 du code du travail, à savoir l'augmentation des cotisations par décret.



(Dessin de PLANTU.)

Sar ce point, également, les choses sont maintenant élargies. A M. André Bergeron qui, en son nom propre, demandait un report de trois à quatre mois de cette date butoir — ce prétexte de la confusion qu'entraînerait une telle négociation sur le déroulement des élections à la Sécurité sociale prévues le 19 octobre prochain — le gouvernement réplique par une invitation à conclure à l'échéance annoncée. Le président de la République a voulu souligner cet impératif quand il a déclaré, devant le conseil des ministres, qu'il souhaitait voir des mesures prises « vite, très vite ».

Les partenaires sociaux devraient être d'autant plus incités à aller dans ce sens, que l'augmentation d'un point des cotisations ne couvrirait que partiellement — à hauteur de 4 milliards selon M. Bergeron — le déficit prévu pour 1983 qui devrait s'élever à 5,2 milliards de francs.

Restent donc en suspens les 6,3 milliards de déficit de 1982, qui nécessiteront sans aucun doute un effort de l'Etat sous forme de contribution exceptionnelle, mais que le gouvernement, manifestement, veut lier au règlement définitif de l'ensemble du dossier, surtout dans son aspect financier. Alors, ne s'étant pas engagé dans l'engagement par cette décision du 29 juin, il se garde de laisser préjuger ce que sera sa position finale et la hauteur de sa participation quand les partenaires sociaux lui feront connaître la nouvelle convention.

La situation l'enjeu de cette partie

ALAIN LEBEAUC.

(1) Le prochain conseil d'administration de l'UNEDIC, qui doit se tenir le 6 juillet, ne pourra donc avoir lieu normalement. En dépit de cette « carence », le bureau de l'UNEDIC sera en mesure d'assurer la gestion courante du régime. En revanche, l'absence du C.N.P.F. ne doit pas empêcher le bureau de l'UNEDIC de prendre au mois d'octobre, en particulier les revalorisations des prestations de chômage.

(2) En juin 1981, le gouvernement, qui avait décidé une hausse de 10 % du SMIC, avait accordé aux entreprises un allègement de 50 % du coût provoqué par cette mesure.

Mercredi 29 juin dans l'après-midi, la nouvelle tombe : le C.N.P.F. annonce qu'il ne siégera plus au conseil d'administration de l'UNEDIC. Pour la première fois dans l'histoire du système d'assurance-chômage, créé en 1958, l'organisation patronale décide de pratiquer la politique de la chaise vide (1).

Certes, le C.N.P.F. continue de siéger dans les conseils d'administration des ASSEDIC. En clair, les prestations continueront d'être versées aux allocataires, les guichets resteront ouverts et les organisations syndicales se déclarent toutes soucieuses d'assurer la gestion quotidienne du système.

Ce sont les décisions concernant le financement de l'assurance-

chômage et la hausse du SMIC prises en conseil des ministres, le matin 29 juin, qui ont provoqué les foudres patronales.

« En accroissant de plus de 8 milliards de francs les charges sociales des entreprises, le gouvernement vient de prendre des mesures graves, très graves pour l'économie ».

La seule augmentation de la cotisation UNEDIC, décidée « de façon autoritaire » par le gouvernement, représente une charge supplémentaire de 6 milliards de francs par an, selon le patronat. « Cette augmentation ne règle rien. Nous payons en vain. Depuis deux ans, nous les six mois il faut trouver de nouvelles recettes pour l'assurance-chômage. La seule solution, c'est

M. Bergeron : le bon sens l'emportera

M. André Bergeron, secrétaire général de Force ouvrière, a immédiatement réagi à la décision du C.N.P.F. Mais s'est étonné de ce que le président de l'UNEDIC, qui est juridiquement reconnu par l'article L.351-18 du code du travail, à savoir l'augmentation des cotisations par décret.

Pour prendre d'autres mesures, comme par exemple une contribution de l'Etat à l'apurement du déficit de l'UNEDIC, il aurait fallu que la demande en soit expressément formulée par son conseil d'administration. Or non seulement cet appel à l'aide publique n'a pas été fait, mais le bureau de l'UNEDIC, venu rendre compte de la situation à MM. Bérégovoy et Ralite le lundi 27 juin, n'était pas mandaté pour faire une proposition ou présenter un plan. L'audience d'aurait pour seul objet que de faire connaître l'impossibilité, pour les partenaires sociaux, de parvenir à un accord.

Dans ces conditions, le conseil des ministres ne pouvait tergiverser et devait prendre une « position ministérielle » en utilisant un décret dont l'application prendra fin le 19 novembre.

ÉTRANGER

ACCENTUATION DE LA REPRISE AUX ETATS-UNIS

L'indice américain des indicateurs économiques, censé annoncer l'évolution à court terme de l'activité, a progressé de 1,2 % en mai. Cet indice, élaboré chaque mois par le département du commerce à partir de onze données, a ainsi enregistré sa onzième hausse successive. En avril, l'indice avait augmenté de 1,4 %, et en mars de 2 %. En mai, sept composantes de cet indice ont progressé, la plus forte hausse provenant de la formation de nouvelles entreprises. Parmi les autres évolutions positives figurent une baisse des demandes d'allocations chômage, une augmentation des commandes de biens durables et un accroissement des permis de construire. En outre, pour la deuxième fois en trois mois, le gouvernement américain a révisé en hausse ses prévisions de croissance pour 1983, les portant à 5,5 % contre 4,7 % et 3,1 % précédemment. « L'économie américaine est en train de devenir brillante », a déclaré M. Reagan. — (A.F.P.).

Ce qui augmente au 1^{er} juillet...

- Les cotisations UNEDIC, dont le taux passe de 4,8 à 5,8 %. La répartition de la charge reste inchangée, 0,6 % de la cotisation étant payée par les employeurs et 0,4 % par les salariés.
- Le salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) augmente de 1,1 % et est ainsi porté de 21,54 F de l'heure à 21,89 F. La rémunération mensuelle brute sera de 794,19 F pour cent seize heures.
- Le traitement des fonctionnaires (personnels civils et militaires de l'Etat) est majoré de 2 %. La rémunération mensuelle brute minimum s'établit à 4 340 F. A noter que la parité des traitements des personnels hors échelle ayant dépassé 250 000 F en 1982 n'est pas revalorisée.
- Le plafond de la Sécurité sociale (J.O. du 29 juin), qui progresse de 6,22 %, passant de 7 410 F au 1^{er} janvier à 7 870 F. Pour les rémunérations ou gains versés par trimestre, le plafond s'élève à 23 610 F, et pour ceux versés par quinquaine à 5 932 F.
- La cigarette « Sécurité sociale » sur les taxes de 5 % se traduira par un relèvement moyen de 6,2 % du prix des cigarettes. Le paquet de « Gauloises » passe de 4 F 430 F (+ 7,5 %), et celui, par exemple, des « Malibou », de 7,35 F à 7,80 F (+ 6,1 %).
- Les loyers des logements encore soumis à la loi de 1948 seront augmentés de 8 %, à l'exception des logements de la catégorie IV qui ne pourront, comme habituellement, subir aucune augmentation. Paru au Journal officiel du 29 juin, ce décret, en raison du plan de rigueur du gouvernement, ne différencie pas les hausses suivant les catégories (II B, II C, III A et III B, ainsi que les appartements de la catégorie II A encore occupés par des personnes âgées disposant de ressources limitées).
- L'essence au 12 juillet augmentera de 5 centimes par litre pour l'essence ordinaire et de 3 centimes pour le super.
- Les prix des automobiles françaises (Renault, Peugeot, Citroën et Talbot) va augmenter en moyenne de 5,5 %. Les constructeurs étrangers vont aussi relever leurs prix, mais les hausses seront de moindre ampleur. Volkswagen et Audi, par exemple, annoncent une augmentation moyenne de 4,75 %.
- Le fuel domestique et le gaz oil, qui baisseront respectivement, au 12 juillet, de 3,4 et 3 centimes par litre.
- Les médicaments remboursés par la Sécurité sociale dont les prix reculent de 1,5 % par une diminution d'un point du taux de marque des pharmaciens d'officine, ramené de 33,44 % à 32,44 %.

... et ce qui diminue

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE LOURDE

ENTREPRISE NATIONALE D'EMBALLAGES MÉTALLIQUES

COMPLEXE D'EMBALLAGES MÉTALLIQUES

B.P. 93 - KOUBA - ALGER

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL

Un appel d'offres national et international restreint est lancé pour la fourniture de :

350 000 000 de BOUCHONS VERSEURS EN PLASTIQUE POUR BIDONS MÉTALLIQUES

Les soumissionnaires intéressés peuvent retirer le cahier des charges à l'EMB Complex d'Emballages Métalliques Gué de Constantine KOUBA, ALGER.

Les offres, établies conformément aux clauses du cahier des charges et accompagnées des pièces exigées par la réglementation en vigueur, doivent parvenir à EMB - CEM, B.P. 93 KOUBA, ALGER, sous double pli fermé.

L'enveloppe extérieure anonyme sans indications de la firme et comportant uniquement la mention : NE PAS OUVRIR, PLI CONFIDENTIEL, A.O.N.I.R. N° K DU 04/83.

La date limite de réception des offres est fixée à trente jours à compter de la première parution du présent avis.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de soixante jours à compter de la date limite de dépôt des offres.

vente EXCEPTIONNELLE D'ÉTÉ

REMISE 25 %

tapis iran orient

ET 50 %

SUR FIN DE STOCK

MAISON DE L'IRAN

225.62.90

65, Champs-Élysées, 8^e

ouvert le dimanche

... et syndicales

POUR F.O., « le problème du financement de l'assurance-chômage n'est pas résolu » par le relèvement de la cotisation. « J'aurais souhaité, dit M. Bergeron, que le gouvernement décide un accroissement de la participation de l'Etat dans l'indemnisation du chômage. Il faudrait, dès le lendemain des élections à la Sécurité sociale, qu'on s'attaque vraiment à l'élaboration d'un nouveau système mieux adapté aux circonstances actuelles », a-t-il conclu.

Parlant du SMIC, F.O. estime que « cette augmentation, minime,

du pouvoir d'achat du salaire minimum des professions de croissances risque d'être rapidement neutralisée par l'évolution des prix, car rien ne permet d'affirmer que l'inflation sera contenue dans les limites prévues par le gouvernement ». F.O. considère, d'autre part, comme indispensable la signature d'accords significatifs au niveau des branches professionnelles sur les salaires réels, permettant de préserver une hiérarchie satisfaisante des salaires ouvriers et de garantir le maintien du pouvoir d'achat de l'ensemble des salariés.

hauts revenus et la fortune, pénalisent les entreprises qui réduisent abusivement leurs effectifs. Quant à l'augmentation du SMIC, « si elle exprime une intention, elle ne suffit pas à assurer une amélioration de son pouvoir d'achat cette année ». La C.G.T. demande une progression du pouvoir d'achat de 5 % pour 1983 (dont 3 % au 1^{er} juillet), et souligne que le salaire minimum « doit demeurer l'un des instruments essentiels d'une politique conjoncturelle et soutenue de revalorisation des bas salaires ».

● POUR LA C.F.D.T., en décidant une augmentation de 1 %, le gouvernement « a pris une décision irréfutable parce que l'augmentation de la cotisation, fixée à un point, ne suffit pas pour combler le déficit prévisible de l'UNEDIC, et injuste, car ce sont seulement les travailleurs et les entreprises du secteur privé qui sont appelés à renforcer les participations financières à l'assurance-chômage. L'ampleur du chômage exige un effort de solidarité nationale ».

La C.F.D.T. déplore que le gouvernement décide « au coup par coup » de l'évolution du SMIC, demande une progression de 4 % du pouvoir d'achat du SMIC, en 1983 (dont 2 % au 1^{er} juillet), et elle revient sur sa revendication de salaire « binôme » afin de remédier à l'écrasement de la hiérarchie ouvrière.

● LA C.F.T.C. considère que « le relèvement du SMIC est trop faible », et « regrette l'abandon par le gouvernement d'une élévation programmée du pouvoir d'achat — 1 % par trimestre en 1983-1984 — qui avait été mise en place en 1981-1982 ». « La situation économique, rendue plus difficile à la suite d'une erreur manifeste de pilotage, conduit aux incertitudes habituelles quant aux évolutions du SMIC, qui n'a plus de chances d'obtenir un niveau satisfaisant en 1984 », ajoute la confédération.

au Thémis Marseille, Amélie Kalia, Ihouhi, Fapy, mais, enfants, parents et autres, ont bien su faire preuve de leur sens de l'humour, leur esprit de leur jeunesse, à leur peine lors de leur très courte et représentative de l'humour et de la jeunesse.

M. Lucien BOCCARA, Anniversaires

Roger F. MOUREAU, à ses 80 ans le 1^{er} juillet 1979.

à ses amis, tous ceux qui ont son souvenir, pensent à lui d'hui.

Soutenances de thèses

DOCTORAT D'ÉTAT

Université Paris-III, vendredi 4 juillet, à 9 h 30, salle des Conférences, M. Jean-Louis Masson, Prof. de philosophie, région, l'école des universités administratives, rue de l'ancien Régime à Paris.

Université Paris-I (Panthéon-Sorbonne), samedi 2 juillet, à 10 h, amphithéâtre Lavoisier (Salle), M. Dora Piquet, Prof. de philosophie, région, l'école des universités administratives, rue de l'ancien Régime à Paris.

Université Paris-IV (Sorbonne), à 14 h, salle des Conférences, M. Jean-Louis Masson, Prof. de philosophie, région, l'école des universités administratives, rue de l'ancien Régime à Paris.

Université Paris-III, samedi 4 juillet, à 9 h 30, salle des Conférences, M. Dora Piquet, Prof. de philosophie, région, l'école des universités administratives, rue de l'ancien Régime à Paris.

Université Paris-III, samedi 4 juillet, à 14 h, salle des Conférences, M. Dora Piquet, Prof. de philosophie, région, l'école des universités administratives, rue de l'ancien Régime à Paris.

Université Paris-III, samedi 4 juillet, à 17 h, salle des Conférences, M. Dora Piquet, Prof. de philosophie, région, l'école des universités administratives, rue de l'ancien Régime à Paris.

Université Paris-III, samedi 4 juillet, à 19 h, salle des Conférences, M. Dora Piquet, Prof. de philosophie, région, l'école des universités administratives, rue de l'ancien Régime à Paris.

Université Paris-III, samedi 4 juillet, à 21 h, salle des Conférences, M. Dora Piquet, Prof. de philosophie, région, l'école des universités administratives, rue de l'ancien Régime à Paris.

Université Paris-III, samedi 4 juillet, à 23 h, salle des Conférences, M. Dora Piquet, Prof. de philosophie, région, l'école des universités administratives, rue de l'ancien Régime à Paris.

Université Paris-III, samedi 4 juillet, à 25 h, salle des Conférences, M. Dora Piquet, Prof. de philosophie, région, l'école des universités administratives, rue de l'ancien Régime à Paris.

Université Paris-III, samedi 4 juillet, à 27 h, salle des Conférences, M. Dora Piquet, Prof. de philosophie, région, l'école des universités administratives, rue de l'ancien Régime à Paris.

Université Paris-III, samedi 4 juillet, à 29 h, salle des Conférences, M. Dora Piquet, Prof. de philosophie, région, l'école des universités administratives, rue de l'ancien Régime à Paris.

Université Paris-III, samedi 4 juillet, à 31 h, salle des Conférences, M. Dora Piquet, Prof. de philosophie, région, l'école des universités administratives, rue de l'ancien Régime à Paris.

Université Paris-III, samedi 4 juillet, à 33 h, salle des Conférences, M. Dora Piquet, Prof. de philosophie, région, l'école des universités administratives, rue de l'ancien Régime à Paris.

Université Paris-III, samedi 4 juillet, à 35 h, salle des Conférences, M. Dora Piquet, Prof. de philosophie, région, l'école des universités administratives, rue de l'ancien Régime à Paris.

Université Paris-III, samedi 4 juillet, à 37 h, salle des Conférences, M. Dora Piquet, Prof. de philosophie, région, l'école des universités administratives, rue de l'ancien Régime à Paris.

Université Paris-III, samedi 4 juillet, à 39 h, salle des Conférences, M. Dora Piquet, Prof. de philosophie, région, l'école des universités administratives, rue de l'ancien Régime à Paris.

Université Paris-III, samedi 4 juillet, à 41 h, salle des Conférences, M. Dora Piquet, Prof. de philosophie, région, l'école des universités administratives, rue de l'ancien Régime à Paris.

Université Paris-III, samedi 4 juillet, à 43 h, salle des Conférences, M. Dora Piquet, Prof. de philosophie, région, l'école des universités administratives, rue de l'ancien Régime à Paris.

Université Paris-III, samedi 4 juillet, à 45 h, salle des Conférences, M. Dora Piquet, Prof. de philosophie, région, l'école des universités administratives, rue de l'ancien Régime à Paris.

Université Paris-III, samedi 4 juillet, à 47 h, salle des Conférences, M. Dora Piquet, Prof. de philosophie, région, l'école des universités administratives, rue de l'ancien Régime à Paris.

Université Paris-III, samedi 4 juillet, à 49 h, salle des Conférences, M. Dora Piquet, Prof. de philosophie, région, l'école des universités administratives, rue de l'ancien Régime à Paris.

Université Paris-III, samedi 4 juillet, à 51 h, salle des Conférences, M. Dora Piquet, Prof. de philosophie, région, l'école des universités administratives, rue de l'ancien Régime à Paris.

SOCIAL

La fin du XIII^e congrès de la C.I.S.L. à Oslo

L'unité dans la diversité

Oslo. — Si l'on excepte une vive passe d'armes libanais sur le Liban (1) et l'exclusion de la C.G.T. uruguayenne dont l'affiliation avait déjà été suspendue, le XIII^e congrès de la Confédération internationale des syndicats libres (C.I.S.L.), qui s'est tenu en définitive aux 543 participants (102 organisations sur 136 étaient présentes), se sera déroulé sans incident. A la veille de la clôture des travaux, les délégués ont adopté, le 29 juin, à l'unanimité les trois déclarations sur le désarmement, les droits syndicaux et l'emploi.

Il n'y a donc pas eu, contrairement à ce que certaines délégations redoutaient, d'affrontement majeur sur le point chaud du congrès d'Oslo, à savoir le désarmement. Le texte proposé n'a subi qu'une très minime modification : il précise que la progression de la technologie militaire « y compris de la technologie spatiale » conduit à l'escalade dans la course aux armements. Et il demande, comme dans le projet initial, « en même temps » le retrait des SS-20 soviétiques et l'abandon du déploiement des Pershing II et des missiles Cruise américains. Un tel unanimisme n'est-il pas pour une large part la façade, alors que le camp européen est apparu plutôt divisé et que les interprétations du texte de la C.I.S.L. sont parfois loin d'être identiques ? La volonté d'éviter une confrontation ouverte l'a, semble-t-il, emporté sur toute autre considération.

M. Jean Rouzier, qui a conduit, en l'absence de M. Bergeron, la délégation de la France au congrès, a ainsi apporté un soutien total à la position défendue par le président de l'A.E.L.-C.I.O., M. Kirkland. Tout en admettant qu'il y a parmi les manifestants pacifistes « des gens de bonne foi », il a dénoncé derrière ces manifestations l'« orchestration du communisme international au service des intérêts et des objectifs de l'Union soviétique ».

Les propos du secrétaire confédéral de la F.O. ont suscité une vive réplique de la part de la F.G.T.B. belge, M. Van Den Broecke, qui a

De notre envoyé spécial

affirmé qu'un manifestant pour la paix « son organisation n'a pas été manipulée par les communistes ». Même s'ils ont finalement renoncé à présenter des amendements, les pays scandinaves se sont retrouvés derrière la déclaration de M. Tor Halvorsen, président de L.O. Norvège, affirmant que « aucune arme nouvelle ne peut être développée tant que les négociations sont en cours ». Au nom du T.U.C. britannique, M. Jenkins a répété que « la Grande-Bretagne devrait se débarrasser de toutes ses armes nucléaires et devrait refuser l'installation de nouvelles missiles ». Dans ce débat, le D.G.B. allemand est resté en retrait sans intervenir. Mais le 24 juin son président, M. Breit, s'était prononcé en faveur de la poursuite de la détente.

La déclaration sur les droits syndicaux (le Monde du 29 juin) a été en revanche sensiblement remaniée. Proclamant d'emblée que « le droit à la liberté syndicale est inaliénable », elle a été rendue plus concise et par là même plus ferme. C'est ainsi qu'elle affirme que la C.I.S.L. va s'efforcer de faire accepter au niveau international une série d'instruments en vue de pouvoir exercer une pression déterminante sur les gouvernements qui violent les droits syndicaux. Les mesures préconisées pouvant aller jusqu'à la rupture des relations économiques.

Comme l'a souligné M. Wim Kok, président de la F.N.V. hollandaise, la déclaration sur le plein emploi et la pauvreté est marquée par le « réalisme » et le souci de prendre mieux en compte l'interdépendance des économies. « La fragile reprise qui se manifeste dans certains pays, souligne-t-elle, ne peut être soutenue sans des mesures internationales actives et coordonnées. En outre, une reprise ne réduira pas le chômage ou la pauvreté tant que des mesures spéciales ne seront pas prises pour créer des emplois ».

La C.I.S.L. préconise un accord international « sur une action coordonnée » de relance, l'augmentation de l'investissement et de l'aide au développement (qui devrait être portée d'ici à 1985 à 0,7 % du produit national brut) ainsi qu'une « réduction des heures de travail sans que

cela entraîne une baisse des niveaux de salaires existants ». De telles recommandations confortent les positions de la F.O. globalement satisfait de ce congrès. Il est en revanche peu vraisemblable que la centrale de M. Bergeron mette en pratique d'autres propositions de la C.I.S.L., comme celle de conclure « des accords de principe entre les gouvernements, les employeurs et les syndicats sur les priorités de la politique économique » ou encore celle consistant à persister à des discussions gouvernementales-employeurs-syndicats sur « toutes les questions économiques, y compris des perspectives de croissance, d'emploi et de contrôle de l'inflation ». La C.I.S.L. a démontré à Oslo son unité, unité dans la plus grande diversité.

MICHEL NOBLECOURT.

(1) La commission des résolutions de la C.I.S.L. a adopté un texte sur le Liban qui soutient « sans restriction » la décision du gouvernement libanais de « demander le retrait absolu de toutes les troupes étrangères du territoire libanais ». Elle a également adopté une résolution très ferme sur la Pologne.

QUARANTE STATIONS DE MÉTRO SONT TOUCHÉES PAR LA GRÈVE DU NETTOIEMENT.

Une réunion était prévue, jeudi 30 juin, entre l'inspection du travail, la direction de la société Métro et les syndicats de l'entreprise, pour tenter de mettre un terme à la grève déclenchée par ces cinquante employés de la société et qui affecte depuis une semaine, trente-neuf stations de métro de l'ouest de Paris et la station Etoile du R.E.R. Ces stations ne sont plus nettoyées, ni les couloirs qui y donnent accès. A la R.A.T.P., on indique que la Régie n'a pas pour le moment l'intention de se mêler de cette affaire, qui relève d'un conflit du travail interne à une société privée, et qu'elle n'envisagera de prendre des mesures d'urgence que lorsque la situation deviendra réellement préoccupante pour les voyageurs.

SIDÉRURGIE

La C.E.E. demande une nouvelle baisse de la production d'acier en Europe

(Suite de la première page.)

Il ajoute que les aides publiques devront complètement disparaître après 1985 et que d'ici là, par conséquent, la restructuration de la sidérurgie communautaire devra être conçue de façon à assurer la rentabilité des entreprises. Il incombe à la Commission d'évaluer si les efforts programmés par les Etats membres sont suffisants par rapport à ces objectifs. C'est ce qu'elle vient de faire, après une année de dialogue continu, de tractations avec les entreprises sidérurgiques et les gouvernements membres.

En novembre 1982 à Elanor (Danemark), les ministres de l'industrie des Dix avaient évalué à un minimum de 30 millions de tonnes la réduction nécessaire de la production. Mais chacun estimait comme il se doit que c'est un vain de faire davantage de sacrifices, les programmes de restructuration transmis ensuite à Bruxelles n'aboutissent dans leur version finale, c'est-à-dire après déjà de nombreux rappels à l'ordre et bien des principes de dents, qu'à une réduction de capacité totale de 19 de tonnes. La Commission impose donc un effort global supplémentaire d'à peu près 8 millions de tonnes.

Compte tenu des rationalisations, des regroupements qui sont en cours et de la dynamique industrielle qu'ils engendrent, compte tenu également de l'épuisement des réserves financières des industriels et des Etats. MM. Davignon, Ortoli et Andriessen, les trois commissaires qui ont la rude charge de piloter cette affaire, estiment qu'il est réaliste la diminution de capacité de production effective atteinte en 1985 dépassera le seuil minimum de 26,7 millions de tonnes fixé aujourd'hui pour se situer plutôt aux alentours de 30 millions de tonnes. L'écart entre les engagements souscrits par les gouvernements et les décisions arrêtées par Bruxelles varient sensiblement d'un Etat membre à l'autre. Voilà grosso modo comment se présente la situation.

En France, nous l'avons vu, l'offre gouvernementale atteignait 4,7 millions de tonnes ; la Commission réclame 5,3 millions de tonnes, la différence est de 500 000 tonnes. Au Royaume-Uni, la Commission fixe la réduction nécessaire à 4,5 millions de tonnes, soit également

500 000 tonnes de plus que ce qui était programmé. Au Luxembourg, 1 million de tonnes, soit 500 000 tonnes de plus. Aux Pays-Bas, 1 million de tonnes, soit aussi 500 000 tonnes de plus.

En R.F.A., la Commission estime nécessaire une réduction de capacité de 6 millions de tonnes au lieu des 5 millions de tonnes offerts. La différence est donc de 1 million de tonnes. Ces calculs ne prennent pas en compte, semble-t-il, le cas de Klockner, groupe du nord de l'Allemagne, qui connaît de graves difficultés. On peut donc en conclure que particulièrement en R.F.A. la réduction effective, en 1985, sera supérieure à ce qui est aujourd'hui projeté, y compris par la Commission. La Belgique offrirait 1,7 million de tonnes, la commission réclame 3,1 millions de tonnes, soit 1,4 million de tonnes de plus. C'est, on s'en rend compte, un écart important pour une sidérurgie de taille moyenne.

En Italie, la différence est encore plus considérable puisque la Commission impose une réduction de capacité de 5,8 millions de tonnes, alors que le gouvernement, non sans mal, offrait 2,4 millions de tonnes. L'effort supplémentaire exigé est donc de 3,4 millions de tonnes ! Il est déjà jugé « inacceptable et insupportable » par le ministre italien des participations d'Etat, M. De Michelis.

Des sacrifices partagés

Par rapport aux équipements fonctionnant en 1980, la réduction de capacité devant être atteinte d'ici à 1985 se situe autour de 19 % en France, en Belgique, au Luxembourg et au Royaume-Uni, de 16 % en Italie, de 13 % aux Pays-Bas, de 11 % en R.F.A. Comment la Commission a-t-elle procédé à la répartition du sacrifice ? L'idée de base, conformément à l'esprit du « code des aides » consiste à réclamer le moins de réduction de capacité aux pays membres qui accordent le moins d'aides. C'est qu'en fait leur sidérurgie tourne dans de meilleures conditions de rentabilité et a, en bonne logique, moins besoin d'être restructurée.

La Commission, considérant que la solidarité communautaire doit

jouer, et que par conséquent tous les pays membres doivent participer de façon relativement homogène aux sacrifices nécessaires, a pondéré cette méthode d'évaluation en fonction d'autres critères. 1^o L'importance des sidérurgies nationales respectives : il y a une certaine dose de linéarité dans sa décision : la réduction des installations qui est exigée est fonction en partie de la capacité existante. 2^o La gravité des problèmes sociaux et régionaux qu'implique l'effort de restructuration. 3^o La nécessité de laisser en place des outils industriels cohérents. La Commission s'est efforcée de rendre au bout du compte un verdict politique et économiquement équilibré.

La décision de la Commission ne précise pas quelles installations devront être démantelées et à quel rythme. Mais ce n'est évidemment pas une donnée qu'elle ignore, les pourparlers avec les industriels et les autorités nationales ont porté sur des volumes de production, mais bien sûr en tenant compte des différents schémas industriels possibles. Les gouvernements membres ont jusqu'à la fin de l'année pour trancher. En d'autres termes, pour préciser quels équipements ils ont l'intention de fermer pour parvenir au seuil de réduction demandé par Bruxelles. Chez certains d'entre eux, en particulier en Italie et surtout en Belgique, où la crise de la sidérurgie est hyperpolitisée, l'exercice impliquera des arbitrages très difficiles.

Les réductions de capacité décidées affectent les laminoirs (11), mais il est bien clair que pour fabriquer moins de produits laminés il faut moins d'acier, et que par conséquent, au regard de la rentabilité des entreprises — rentabilité qu'il leur faudra démontrer à Bruxelles — les gouvernements membres vont devoir aussi revoir ce qu'on appelle la « phase liquide », autrement dit se posera dans plusieurs pays membres le problème non seulement de la fermeture de laminoirs mais également celui de la fermeture éventuelle d'aciéries. C'est le cas notamment en France, où une ou deux aciéries sont menacées.

PHILIPPE LEMAÎTRE

(1) La réduction de capacité, nous l'avons dit, est établie en produits laminés à chaud.

AFFAIRES

La Générale des eaux souhaite que Saint-Gobain limite sa participation autour de 10 %

Si un calme relatif et peut-être précaire est revenu, mercredi, sur le marché des actions de la Compagnie générale des eaux, un petit coup de théâtre a eu lieu jeudi en fin de matinée : M. Jean Maxime Leveque n

LE SECTEUR AUTOMOBILE FRANÇAIS SE PORTE BIEN

Décidément l'automobile n'est pas atteinte par le désastre automobile. Alors que les achats de biens durables ont été sensiblement réduits, la production française d'automobiles a augmenté de 20,4 % en mai par rapport à mai 1982. Les exportations ont, quant à elles, progressé de 27,7 %.

Sans doute le mois de mai avait-il été perturbé l'an passé par des grèves, mais sur cinq mois la production a crû de 12,2 % par rapport à la même période de 1982, les exportations de 6,6 % et le marché s'est établi au même niveau que l'année dernière.

Ce « bon climat » ne devrait d'ailleurs pas trop se dégrader : les intentions d'achat de voitures neuves des ménages interrogés par l'INSEE sont plus favorables en mai que dans les enquêtes précédentes.

Enfin, dans cette bonne conjoncture, la position des constructeurs français s'améliore. Les immatriculations de véhicules nationaux ont progressé de 14 % en mai quand celles des voitures étrangères s'accroissent de 9,4 %. Pour la première fois cette année, les immatriculations d'automobiles étrangères pourraient, même en juin, représenter moins de 30 % du marché (contre 34 % en janvier). C'est en tout cas la situation après les trois premières semaines du mois.

● Volkswagen rappelle 510 000 Rabbits et Scirocco aux Etats-Unis. — Il s'agit de contrôler le système de freinage des véhicules pour mettre en évidence une éventuelle corrosion des circuits de freinage. L'enquête de l'organisme de sécurité routière a été déclenchée à la suite de cinquante et une plaintes concernant trois accidents. — (A.F.P.)

« démissionné » de ses fonctions d'administrateur de la société. Dans un communiqué publié mercredi après-midi, la direction de la société estime qu'« il existe ou il peut exister entre les deux groupes certaines synergies industrielles dans divers domaines où l'action de la compagnie se développe actuellement (exportation, activités aux Etats-Unis ou domaines spécifiques techniques nouveaux...) ». Pour ce qui concerne l'actionnariat, son caractère bien spécifique, qui rassemble beaucoup de petits épargnants, donnerait à toute prise de participation dont le niveau dépasserait sensiblement celui de ses principaux actionnaires traditionnels un sens particulier.

A travers ce communiqué, la Générale des eaux paraît vouloir tracer à Saint-Gobain un certain nombre de limites à ne pas dépasser. « D'accord pour coopérer, dit-elle en substance, d'accord pour que vous preniez une participation, mais il ne serait pas souhaitable qu'elle dépasse 10 % ».

Or Saint-Gobain a l'intention d'acquiescer plus. Autour de 20 %, semble-t-il. D'ores et déjà, le groupe nationalisé n 8 %, et des options à plus ou moins brève échéance ont été prises sur des paquets détenus par des institutionnels. Sans parler des 6,2 % détenus par la Compagnie générale d'électricité, qui a besoin d'argent frais.

Ira-t-on à l'affrontement ? Ni M. Dejeunay, ni Saint-Gobain n'y auraient intérêt. En fait, des deux côtés, une évidente volonté de coopérer se manifeste, et la direction de la Générale des eaux semble décidée à éviter que l'entreprise soit le champ d'un affrontement boursier sur fond politique. Peut-être faut-il voir dans la « démission » de M. Jean-Maxime Leveque, qui passait à tort ou à raison pour un des animateurs d'une contre-offensive politisée de la part de certains groupes privés, le signe qu'il n'y aura pas de bataille. Ou à tout le moins que la majorité des administrateurs de la Générale des eaux se refusent à soutenir une telle action.

J.-M. G.

MOTOSTANDARD DEVANT LE TRIBUNAL DE COMMERCE

Une journée décisive

Le sort de l'entreprise Motostandard de Micon se joue le vendredi 1^{er} juillet devant le tribunal de commerce. Celui-ci aura à choisir entre deux projets : l'un soutenu, semble-t-il, par l'ancien directeur de l'entreprise du petit matériel agricole, en liquidation de biens depuis le 13 novembre 1982 (le Monde du 31 mai) : da l'autre présenté par le groupe des salariés licenciés et de leurs experts. Indépendamment de la viabilité supposée de l'un ou l'autre projet, le choix du tribunal de commerce pourra avoir une autre lecture, plus politique. La seconde solution est, en effet, celle dans laquelle la C.G.T. est engagée et les patrons du tribunal de commerce peuvent ne pas vouloir, à ce titre, la privilégier.

Motostandard continue de donner un bon exemple du traitement possible, sous un gouvernement de gauche, d'un dossier industriel. Lors de son « pèlerinage » sur la roche de Solutré, M. Mitterrand avait rencontré

une délégation des travailleurs de Motostandard (le Monde du 24 mai 1983) et avait indiqué qu'il confiait l'affaire à M. Pierre Dreyfus, ancien ministre de l'Industrie et ancien P.-D.G. de la régie Renault. Depuis, les « Motostandard » n'ont plus eu de nouvelles de l'Élysée.

A l'inverse de l'administration, peu encline aux solutions qui sortent du classicisme, il est des citoyens prêts à s'engager dans l'aventure. A la lecture du Monde, M. Jacques de France, ancien directeur de service « exportation » de la société lyonnaise Julien et Mège, « ayant l'argument de qu'il vivra à cinquante-six ans du fait de [son] licenciement », a proposé ses services pour appliquer le plan des « Motostandard ». Un autre lecteur, d'Abidjan, propose, lui, d'investir de 2 à 3 millions de francs dans l'affaire. Qui a dit que l'industrie n'était pas aimée ? — J. G.

A.T.T. se lance dans la télématique domestique

De notre envoyé spécial

New-York. — Profitant de la conférence « Videotex 83 », qui s'est achevée mercredi 29 juin à New-York, A.T.T. et View Data Corporation pour America (filiale du très important groupe de presse Knight Ridder), ont présenté le terminal vidéo Spectre (fabriqué par Western Electric, filiale d'A.T.T.) et le service d'information à domicile Viewtron. Ce système fait appel à la nouvelle norme nord-américaine presentation Level Protocol Syntax, qui devrait être officialisée d'ici à deux mois. Il permet de relier un récepteur de télévision couleur à des banques de données Videotex par l'intermédiaire du réseau téléphonique.

Les futurs abonnés à ce premier service commercial, qui ouvrira en septembre prochain à Miami (Floride), devront acheter ce terminal

au prix de 600 dollars (1). A ce tarif s'ajoutent un abonnement mensuel de 10 dollars et le coût des communications téléphoniques (1 dollar de l'heure environ). D'après les responsables de cette opération, cinq mille personnes devraient s'abonner à Viewtron.

D'ici à 1985, ils espèrent étendre le service aux principales villes américaines, avec le soutien des groupes de presse régionaux, dont le Boston Globe. La production du terminal Spectre, qui sera probablement commercialisée sur l'ensemble du territoire américain — l'Europe ne serait pas concernée, — marque l'entrée d'A.T.T. sur le marché de la télématique domestique. — R. C.

(1) Le prix de vente sur le reste du territoire sera de 900 dollars.

La C.G.C.T. coopérera avec Thomson

La Campagne générale de constructions téléphoniques, cette ex-filiale d'I.T.T., nationalisée voilà près d'un an, va coopérer avec le groupe Thomson. M. Laurent Fabius, ministre de l'Industrie et de la recherche, a donné son feu vert aux conclusions du rapport que M. Les-Trade, président-directeur général de la C.G.C.T., venait de lui remettre (le Monde du 29 juin).

Comme prévu, la société va fabriquer sous licence certains éléments des centraux téléphoniques M.T. 20 de Thomson (avec un taux de royalties de 3 %).

En fait les deux sociétés vont décider une certaine spécialisation des tâches. La C.G.C.T. se consacrera, pour l'essentiel, à la fabrication des

calculateurs qui gèrent le trafic téléphonique des M.T. 20, pour laquelle la société a déjà une compétence. Thomson et la C.G.C.T. vont également coopérer dans la téléphonie privée et les terminaux.

Bien des problèmes restent cependant en suspens. Ne serait-ce que les aspects financiers. Ainsi les P.T.T. ont garanti à la C.G.C.T. pour 1983 un certain volume de commandes et d'aides à l'exportation. Mais cette aide est subordonnée à une rallonge budgétaire, à l'autorisation du ministère de l'économie et des finances. Dans l'état actuel des choses, les P.T.T. estiment qu'il leur faut dégager 1 milliard de francs pour honorer leurs engagements 1983 vis-à-vis de la C.G.C.T. et commencer le programme de câblage de la France. Faute de l'accord de la Rue de Rivoli, les P.T.T. n'auront pas, disent-elles, les moyens de faire face à ces deux programmes sur leur budget 1983. Or belles entreprises en perspective pour les prochains mois.

THOMSON-BRANDT VA ÉMETTRE POUR 1,5 MILLIARD DE FRANCS DE TITRES PARTICIPATIFS

Suivant l'exemple de Saint-Gobain et de Rhône-Poulenc, le groupe Thomson va se lancer à son tour dans l'émission de titres participatifs.

Sous réserve de l'accord de la Commission des opérations de Bourse (COB), Thomson-Brandt, nationalisée en 1982, va procéder prochainement — et selon des modalités exactes qui seront bientôt annoncées — à l'émission d'une première tranche de 750 millions de francs de titres participatifs assortis d'un warrant de souscription dans la perspective d'une seconde tranche de même montant, de façon à aboutir à un montant total de 1,5 milliard de francs.

La rémunération de ces titres sera « assise » sur le taux du marché obligataire (actuellement aux alentours de 15 %) pendant les premières années avec une rémunération comportant une part variable indexée sur le résultat de l'entreprise.

مكتبة الأمل

Plus de quatre millions d'automobilistes pour les départs en vacances

Centre d'information et d'orientation de l'ISG, 45 rue Spontini 75116 Paris (1) 553.60.27

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



COMPAGNIE GÉNÉRALE D'ÉLECTRICITÉ

Paiement des dividendes en actions

Faisant application aux dividendes de l'exercice 1982 des dispositions des articles 351 à 353 nouveaux de la loi du 24 juillet 1966, les assemblées générales des trois principales filiales cotées du groupe C.G.E. : CIT-Alcatel, Alsthom Atlantique et Société Générale d'Équipement Solaire et Brice ont décidé d'accorder à leurs actionnaires la possibilité d'opter pour le paiement en actions de la totalité de la dividende afférent aux actions dont ils sont propriétaires.

Les actions nouvelles distribuées en paiement des dividendes sont émises à un prix égal à 95 % de leur moyenne, diminuée du montant net du dividende, des premiers cours du marché à terme lors des vingt séances de Bourse précédant le jour de l'assemblée. Elles portent jouissance du 1^{er} janvier 1983.

Pour chacune des sociétés concernées, le montant des dividendes nets mis en paiement, le prix d'émission des actions et le délai d'option sont rappelés dans le tableau ci-dessous :

	Dividende net par action	Prix d'émission de l'action	Délai d'option
CIT-Alcatel	61,30 F	1 025 F	20-06/15-07
Alsthom Atlantique	13,50 F	132,36 F	30-06/31-08
S.G.E.-S.B.	10 F	107 F	30-06/24-09

La C.G.E. et les sociétés de portefeuille de son groupe ont décidé d'opter pour le paiement des dividendes en actions en ce qui concerne les participations qu'elles détiennent dans ces trois filiales.

Les actionnaires sont invités à exercer leur option auprès des établissements dépositaires de leurs titres. Leur attention est attirée sur le fait que l'option pour le paiement du dividende en actions ne change en rien la déclaration fiscale des revenus de valeurs mobilières qu'ils auront à effectuer. Les actions obtenues en paiement du dividende peuvent bénéficier, selon le cas et si les conditions nécessaires sont remplies, soit de la réduction d'impôt attachée aux titres placés dans un compte d'épargne en actions, soit de la déduction fiscale par la loi du 13 juillet 1978 (loi Monory).



Les principaux éléments des comptes consolidés du groupe ELF-Aquitaine, établis à l'issue du premier trimestre de 1983 sont les suivants :

	1 ^{er} trimestre 1983	1 ^{er} trimestre 1982	Année 1982
Chiffre d'affaires (1)	30 247 M.F.	29 138 M.F.	114 988 M.F.
MBA après exploitation	5 067 M.F.	3 388 M.F.	11 311 M.F.
Résultat net consolidé	2 907 M.F.	1 277 M.F.	3 527 M.F.
(dont Iran)	32 F	14 F	(1 592 M.F.)
Résultat par action			39 F

Ces résultats marquent un très net redressement sur ceux de la période homologuée de 1982.

A l'origine de cette amélioration se trouve le raffinement, secteur dans lequel la perte a pu être réduite de moitié au premier trimestre et où, de surcroît, la liquidation d'une partie des stocks a généré un profit supplémentaire voisin de 600 M.F. Ce profit exceptionnel sera probablement grevé ultérieurement par des provisions correspondant à l'arrêt d'unités industrielles et de transport maritime.

Les résultats dégagés par la production d'hydrocarbures se sont maintenus à un niveau proche de ceux de 1982 malgré la récente baisse des prix des bruts. Dans l'optique des résultats annuels, il y a cependant lieu de rappeler que les ventes de gaz en dépit d'exercice sont largement supérieures à la moyenne annuelle et que, de ce fait, les résultats du premier trimestre sont traditionnellement meilleurs que ceux des périodes de moindre consommation.

(1) Hors consolidation des sociétés chimiques ATO et CHLOE.



Réuni le 25 juin sous la présidence de M. Mautelet, l'assemblée générale ordinaire a approuvé toutes les résolutions proposées par le conseil.

Elle a fixé le dividende, identique à celui de l'exercice précédent, à 4 F, auxquels s'ajoute l'impôt déjà versé au Trésor de 2 F procurant un revenu global de 6 F. Il sera mis en paiement le 18 juillet contre remise du coupon n° 13.

Dans son allocution, le président a rappelé les efforts importants d'investis-

sements effectués notamment dans le secteur « préparation et cuisson des aliments » depuis dix ans. Il a souligné la nécessité pour Moulinex de généraliser progressivement l'automatisation de l'ensemble de la production. Tout en entretenant de nombreuses et nouvelles fabrications pour sauvegarder l'emploi. Ainsi, dans une conjoncture en pleine dégradation, Moulinex entend continuer ses efforts d'investissements pour augmenter son agressivité sur les marchés extérieurs.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'HYDRAULIQUE
DIRECTION GÉNÉRALE
DES INFRASTRUCTURES HYDRAULIQUES
DIRECTION DES INFRASTRUCTURES
DE MOBILISATION ET DE TRANSFERTSECOND AVIS NATIONAL ET INTERNATIONAL
DE PRÉSELECTION DE BUREAUX D'ÉTUDES

1) Le ministère de l'hydraulique, direction générale des infrastructures hydrauliques, direction des infrastructures de mobilisation et de transfert lance un second avis national et international de présélection en complément au premier avis lancé en juillet 1982 pour préqualifier des bureaux d'études en vue de consultations futures pour la réalisation :

- d'études de faisabilité de barrage ;
- d'études d'avant-projet détaillé de barrage ;
- d'études d'exécution de barrage ;
- de surveillance de travaux de construction de barrage.

2) Les bureaux d'études déjà présélectionnés lors de la préqualification de juillet 1982 ne sont pas concernés par ce second avis.

3) Les bureaux d'études intéressés doivent fournir les renseignements concernant en particulier :

- leurs références techniques ;
- leur capacité d'études ;
- leur capacité d'intervention en Algérie.

En répondant à un questionnaire qui sera mis à leur disposition au siège du ministère de l'hydraulique, direction générale des infrastructures hydrauliques, D.I.M.T., 3, rue Mohamed-Aillat, Kouba, Alger, à la date de la parution du présent avis sur la presse nationale.

4) Il ne sera pas tenu compte de la candidature des bureaux d'études qui n'auront pas répondu au questionnaire mentionné au point 3 ci-dessus.

5) Les dossiers de préqualification doivent être déposés au ministère de l'hydraulique, direction générale de l'administration, bureau des marchés Kouba, Alger, avant le 30 août 1983, à 11 heures, dernier délai.



CROISSANCE CONTINUE

Pendant le premier trimestre de l'exercice en cours, (mars à mai 1983), le patrimoine de RORENTO, le fonds obligataire international du groupe ROBECO, s'est accru de 14 % pour atteindre 12,5 milliards FF. Cela est dû d'abord, à l'émission de 1,8 million d'actions nouvelles, et ensuite à la hausse des cours.

Le cours de l'action en Bourse a augmenté de 3,2 %, passant de 620 FF à 640 FF, en raison des rentes d'intérêts reçues.

RORENTO est toujours favorable aux placements en obligations, qui procurent, sans exception, des rendements très élevés. Les prévisions d'une baisse de l'inflation restent entières, malgré la hausse des intérêts, dans un grand nombre de pays.

RORENTO a mis cette hausse à profit pour réduire ses liquidités de 14,4 % à 10,3 % environ par des achats aux États-Unis, en Allemagne et au Japon. Les dépôts libérés en florins ont été convertis en dépôts en deutschemark. Le risque de change sur le portefeuille en dollars a été totalement couvert, en grande partie contre du deutschemark et du yen.

QUELQUES CHIFFRES
ÉLÉMENTAIRES

	31-5-1983	28-2-1983
Actifs nets	FF 12 358	FF 10 970
Valeurs boursières par actions	640	620

RÉPARTITION DES ACTIFS NETS
PAR MONNAIES
APRÈS OPÉRATIONS
EN DEVISES À TERME

	%	%
Deutschemark	41,9	9,0
Yen	28,8	17,2
Florin	24,1	38,9
Livre Sterling	2,2	2,0
Dollars	0,2	32,2

UNION GÉNÉRALE
D'INVESTISSEMENTS
IMMOBILIERS

UGIMO

Réunis en Assemblée générale ordinaire le 24 juin 1983 sous la présidence de M. Michel CALDAGUES, les actionnaires ont approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1982 qui font ressortir, après dotation de 7 122 000 F aux comptes d'amortissements et de provisions, un bénéfice net de 47 431 000 F contre 41 750 000 F en 1982, en progression de 13,6 %.

L'Assemblée a décidé de distribuer un dividende de 16,50 F par action contre 14,50 en 1982.

La mise en paiement aura lieu le 18 juillet 1983 sur présentation du coupon n° 18 A, le coupon B correspondant étant, à nouveau, cette année reporté en regard à la modicité des primes à la construction à mettre en distribution.

An cours de son allocution, le Président a souligné que les conditions d'exploitation du domaine demeurent très satisfaisantes, présentant qu'un bon état de 5 premiers mètres de l'exercice 1983, la Société s'a engagée en moyenne qu'un peu plus de 3 appartements en instance de relocation sur un total de 1824. Une nouvelle augmentation du dividende est prévue au titre de l'exercice 1983.

DELANDE S.A.

L'Assemblée générale des actionnaires de DELANDE S.A. a réuni le 27 juin 1983, a renouvelé les mandats d'Administration de M. André COURTAIGNE, de M. Michel DELALANDE et de M. Odile MOINEL.

M. COURTAIGNE n'ayant pas sollicité le renouvellement de son mandat de Président, le Conseil d'Administration a nommé Président l'Administrateur Général de DELALANDE S.A. M. Jean Carlos POMARET, qui exerce déjà les fonctions d'Administrateur-Directeur Général.

SAINT-GOBAIN

Afin de faciliter une coopération industrielle avec la Compagnie Générale des Eaux dans le domaine de l'eau, des travaux publics et des services urbains, en France et à l'étranger, la Compagnie de Saint-Gobain a décidé de porter acquiescent d'une part significative du capital de celle-ci. Elle n'entend pas cependant prendre le contrôle de la Compagnie Générale des Eaux.

Les acquisitions de titres se feront principalement auprès d'institutions et sociétés appartenant au secteur public, qui détiennent actuellement des parts de capital de la Compagnie Générale des Eaux.

Les acquisitions, qui ont débuté le 27 juin, se font par voie d'application sur la base du cours coté à la Bourse, ainsi que par l'exercice éventuel de contrats optionnels.

GROUPE
DES ASSURANCES
GÉNÉRALES DE FRANCE

ASSEMBLÉES GÉNÉRALES ORDINAIRES DES SOCIÉTÉS A.G.F. VIE - A.G.F.-I.A.R.T. ET DE LA SOCIÉTÉ CENTRALE DES A.G.F.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE DE LA SOCIÉTÉ A.G.F.-I.A.R.T.

Le collège exerçant les pouvoirs de l'assemblée générale ordinaire s'est réuni le mercredi 29 juin 1983 sous la présidence de M. Raymond Janot, conseiller d'Etat, pour

examiner et approuver les comptes de l'exercice 1982. M. Michel Albert, président du groupe des A.G.F., a présenté les comptes des trois sociétés :

A.G.F. VIE

Le chiffre d'affaires mondial s'est élevé à 5 290 millions de francs, enregistrant une progression de 13,9 % par rapport à l'exercice 1981 : les branches individuelles marquant comme l'année précédente une forte nomenclature (+ 20,9 % contre 20,3). La branche Groupe a connu un développement satisfaisant (+ 14,7 %) et maintient sa seconde place sur le marché. L'exercice a été marqué par les conséquences de la Loi de Finances qui a modifié sensiblement le calcul des provisions mathématiques en adoptant la méthode dite de « millésimation ».

L'excédent exceptionnel ainsi dégagé au titre des exercices antérieurs au 1-1-1982 a fait l'objet d'une affectation à hauteur de 686 MF à une provision de participation exceptionnelle aux bénéfices, à répartir aux assurés ultérieurement ;

- une contribution fiscale exceptionnelle de 156 MF a été prélevée sur cet excédent ;
- le reliquat soit 228,6 MF a été affecté à la réserve pour éventualités diverses ; après attribution aux assurés des participations bénéficiaires normales qui sont cette année encore en forte augmentation ;

1 177 MF contre 986 MF en 1981, le résultat de l'exercice s'élève à 113,4 MF contre 46,4 MF en 1981.

Il sera distribué à la Société Centrale un dividende net de 42,54 MF, soit compte tenu de l'impôt déjà versé au Trésor 21,27 MF, un dividende global de 63,81 MF.

A.G.F.-I.A.R.T.

Le chiffre d'affaires mondial s'est élevé à 7 106 millions de francs, en augmentation de 12,6 % par rapport à l'année précédente.

Malgré le redressement des résultats de la branche automobile et la progression favorable du bénéfice dégagé en « responsabilité civile générale » la société enregistre une détérioration sensible de son compte d'exploitation (perte de 53,9 MF contre 29,9 MF l'an dernier), en raison notamment de la charge des sinistres des aux tempêtes et inondations survenues en 1982 et de certains résultats à l'étranger.

Le bénéfice net de l'exercice, y compris les plus-values nettes de cessions de valeurs, est de 13,3 MF (contre 57,4 millions en 1981) ;

Il sera distribué un dividende net identique à celui de l'exercice 1981, soit 10,8 MF ; compte tenu de l'im-

pôt déjà versé au Trésor (5,4 MF) le dividende global s'élève donc à 16,2 MF.

Le dividende net de 10,8 MF sera versé à raison de :
- 2,34 millions à la Société Centrale des A.G.F. (qui détiend 21,47 % de A.G.F.-I.A.R.T.) ;
- 8,46 millions à la Société A.G.F. VIE (qui détiend 78,53 % de A.G.F.-I.A.R.T.).

DIVIDENDE
DE LA SOCIÉTÉ
CENTRALE

La Société Centrale des A.G.F. aura à répartir à ses actionnaires en 1983 au titre de l'exercice 1982, la somme de 44 880 000 F à laquelle s'ajoutent le solde non distribué de l'exercice précédent conformément à la Loi du 30-7-1982 sur le plafonnement des bénéfices distribués en 1982 et 1983, soit 1 100 000 F, assorti d'un avoir fiscal de 22 990 000 F, pour former un dividende global de 68 870 000 F, soit pour chacune des 2 200 000 actions de 185 F composant le capital social au 31 décembre 1982 :

- dividende 20,90 F
- avoir fiscal 10,45 F
= dividende global 31,35 F

IL EST RAPPELÉ QUE CHAQUE ACTION A.G.F. AVAIT REÇU AU TITRE DE :

Exercice	Dividende net	Avoir fiscal	Dividende global	Nombre d'actions rémunérées	Valeur nominale
1979	F 33	F 16,50	F 49,50	1 000 000	F 145
1980	F 36	F 18	F 54	1 100 000	F 370
1981	F 19,50	F 9,75	F 29,25	2 200 000	F 185

AUGMENTATION DU CAPITAL SOCIAL D'A.G.F.-I.A.R.T.

Il a été proposé au Collège exerçant les pouvoirs de l'Assemblée Générale extraordinaire d'augmenter le capital social d'A.G.F.-I.A.R.T.

Le but de cette opération est de permettre à la Société de poursuivre son expansion tant en France qu'à l'étranger en renforçant pour les an-

nées à venir la marge de solvabilité réglementaire.

Cette augmentation portera le capital d'A.G.F.-I.A.R.T. de 540 MF à 850 MF, par l'émission de 310 000 actions nouvelles de 1 000 F de valeur nominale chacune. Elle sera entièrement souscrite par

A.G.F. VIE, en conformité avec l'article L 322-12 du Code des Assurances. A la suite de cette opération, la Société Centrale détiendra toujours 100 % du capital d'A.G.F. VIE mais sa participation dans le capital d'A.G.F.-I.A.R.T. passera à 13,76 % tandis que celle d'A.G.F. VIE passera à 86,24 %.

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR LE GROUPE DES A.G.F.
(en millions de francs)

	1981	1982	Variation
Chiffre d'affaires mondial consolidé	13 041	15 092	15,7 %
Chiffre d'affaire mondial (A.G.F. VIE + A.G.F.-I.A.R.T.)	10 763	12 397	15,1 %
Portefeuille de placements en France	23 329	27 296	17 %
Revenus en France	2 223	2 853	28,3 %

Les effectifs s'élèvent à 12 398 personnes dont 7 345 pour le personnel administratif et 5 053 producteurs salariés.

EXTRAITS DE L'ALLOCUTION DU PRÉSIDENT MICHEL ALBERT

Au cours de l'année 1982, le chiffre d'affaires mondial consolidé du Groupe des A.G.F. s'est élevé à 15 milliards de francs environ, soit une augmentation de 15,7 % par rapport à 1981.

L'année 1982 a été marquée par le lancement d'une seconde étape de décentralisation des activités au province qui a pris effet au 1^{er} janvier 1983.

Il y a une dizaine d'années les Assurances Générales de France ont pris la décision de mettre en œuvre un programme de décentralisation prévoyant la création de délégations régionales à Marseille, Lyon,

Reims, Tours, Bordeaux et Toulouse ainsi que la transformation de l'ancien centre administratif national de Reims en délégation régionale. Cette première étape de décentralisation est arrivée à son terme en 1982 avec l'ouverture des délégations de Toulouse et de Bordeaux.

Dans le prolongement de ce programme, il a été décidé de faire des délégations régionales non seulement des centres administratifs de gestion, mais de véritables plates-formes commerciales.

Les objectifs de cette deuxième étape du programme de décentralisation sont les suivants :

- constituer dans chaque région une équipe pleinement responsable de la réalisation et de la gestion des affaires décentralisées ;

- regrouper à la délégation régionale les moyens de soutien efficace : l'activité des Agents généraux ;

- simplifier la gestion administrative, raccourcir les circuits et éliminer les tâches faisant double emploi entre Paris et la province.

- Le développement de la Compagnie en effet dépend largement de son efficacité commerciale et s'appuiera plus que jamais sur une meilleure responsabilisation des hommes.



L'Assemblée générale ordinaire s'est réunie le 23 juin 1983 sous la présidence de M. Paul Berthier.

Pour l'exercice 1982 le chiffre d'affaires consolidé du groupe Rousselot s'est élevé à 2 350,8 millions de francs en augmentation de 13,14 % par rapport à l'exercice précédent.

Le résultat net consolidé s'est élevé à 39,6 millions de francs contre 45,4 millions de francs en 1981. La marge brute d'autofinancement a atteint 166,2 millions de francs contre 149,5 millions de francs.

Pour Rousselot S.A. l'exercice s'est soldé par un bénéfice net de 32,9 millions de francs contre 26,3 millions de francs en 1981, soit une hausse de 25 %.

L'Assemblée générale a approuvé toutes les résolutions proposées par le conseil d'administration. Elle a notamment décidé la mise en paiement le

1^{er} juillet 1983 du coupon numéro 10 d'un montant de 20 francs qui, augmenté de l'avoir fiscal, correspond à un revenu global de 30 francs.

L'Assemblée a ratifié la nomination de M. René Sautier comme administrateur, en remplacement de M. Schneider Masurel démissionnaire.

Au cours de son allocution, le président a indiqué que l'activité des cinq premiers mois a été marquée par une stagnation des tonnages vendus et un tassement des marges, à l'exception de la division chimie qui a maintenu un bon niveau de rentabilité.

Il a rappelé que le 1^{er} janvier 1983 les sociétés Rouchemie (Hollande) et Polytex (U.S.A.) sont entrées dans le groupe et contribuent dès maintenant au renforcement des positions internationales de Rousselot ainsi qu'au développement des exportations des usines françaises.

Ets V.O. PETERSEN & Cie

L'Assemblée générale ordinaire qui s'est tenue le lundi 13 juin 1983 à Dakar, a approuvé, à l'unanimité, les comptes et le bilan de l'exercice clos le 31 décembre 1982.

Sur proposition du conseil d'administration, l'Assemblée a fixé le dividende net par action à 39,75 F C.F.A., soit 7,875 FF. Ce dividende sera mis en paiement à partir du 1^{er} juillet 1983 contre remise du coupon n° 7, soit au siège social à Dakar, soit aux guichets de la Banque Worms et du Crédit du Nord, ainsi qu'à ceux de la Banque nationale de Paris, le Crédit lyonnais, la Société générale et le Crédit commercial de France.

Les actionnaires ayant leur domicile réel ou leur siège social en France bénéficieront d'un crédit d'impôt de 36 %, soit 2,835 FF.

محند النور

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

29 juin

Léger repê

Mercredi, le marché parisien était encore en recul (- 0,33 %) environ, mais dans de moindres proportions que la veille lorsque les valeurs françaises avaient abandonné 0,78 % au son de cloche final.

La baisse de Wall Street, cette fois-ci plus accentuée (un peu plus de 20 points mardi soir pour l'indice Dow-Jones), n'a pas encouragé les opérateurs à prendre position, mais on ne peut pas dire qu'elle ait pour autant pesé sur les cours.

Parmi les repêches les plus significatifs figurent Elf-Aquitaine (- 0,6 %), Bull (- 0,5 %), Chantiers de France (- 0,4 %), Fagom (- 0,4 %) et Révillon (- 0,4 %).

A l'inverse, Préfaisal, Hachette, Comptoir des Entrepreneurs, Cetelem, Générale des Eaux et Printemps s'adjugent des gains de 5 % à 7 %, suivis par Chargeurs et Matra (+ 4 %).

Une fois de plus, la Générale des Eaux est très surveillée, et la décision enfin annoncée par Saint-Gobain « d'acquiescer une part significative » du premier groupe français de distribution d'eau ne répond pas à toutes les interrogations, loin de là.

En chute de 5,5 % la veille, les actions de la Générale des Eaux ont regagné sensiblement le terrain perdu quarante-huit heures auparavant dans des transactions manifestement plus calmes.

Sur le marché de l'or, le cours de l'once de métal fin est remonté de 413,75 à 415,25 dollars dans la City, tandis que le lingot gagnait 400 F à Paris, à 102,400 F, le napoléon se contentant de reproduire son cours de la veille, 670 F.

A 9,51/54 F environ lors des transactions de gré à gré, le dollar-titre est en léger progrès (94,44/48 F).

NEW-YORK

29 juin

Légère amélioration

Durement secoué au cours des deux précédentes journées, surtout pendant la seconde, Wall Street a récupéré mercredi un peu des forces qu'il avait perdues. Mais cela n'a pas été sans mal. Une forte tendance à l'irrégularité s'est dégagee. Un moment retombé à 1 201,22, l'indice des industriels repassait à 1 222,16, avant de s'établir en clôture à 1 213,73 (+ 4,50 points).

Le bilan de la session est très révélateur de ces mouvements erratiques. Sur 1 949 valeurs cotées, 816 ont monté, 1 181 ont baissé et 352 n'ont pas varié.

Les espoirs manifestés par M. Donald Regan, secrétaire au Trésor, de voir le « prime rate », actuellement à 10 1/2 %, baisser à la fin de l'année, ont, semble-t-il, un peu revigoré le marché. Mais ils n'ont pas vraiment occulté la menace d'un renchérissement des taux d'intérêt. Si la semaine hausse continue de principal indicateur économique en mai (+ 1,2 % contre 1,4 % en avril) a produit une bonne impression en confirmant le retour à l'essor économique, elle porte en germe le risque d'une relance inflationniste si d'aventure la surchauffe s'organise.

L'activité a porté sur 81,58 millions de titres contre 82,29 millions.

VALEURS	Cours de clôture	Différence
Alcoa	122 1/2	+ 1/2
Amstar	100 1/2	+ 1/2
Armco	100 1/2	+ 1/2
AT&T	100 1/2	+ 1/2
Bell	100 1/2	+ 1/2
Boeing	100 1/2	+ 1/2
Chrysler	100 1/2	+ 1/2
Coca-Cola	100 1/2	+ 1/2
Eastman	100 1/2	+ 1/2
Exxon	100 1/2	+ 1/2
Ford	100 1/2	+ 1/2
General Electric	100 1/2	+ 1/2
General Motors	100 1/2	+ 1/2
IBM	100 1/2	+ 1/2
ITT	100 1/2	+ 1/2
Johnson & Johnson	100 1/2	+ 1/2
Kodak	100 1/2	+ 1/2
McDonald's	100 1/2	+ 1/2
Merck	100 1/2	+ 1/2
MetLife	100 1/2	+ 1/2
Minerals	100 1/2	+ 1/2
Monsanto	100 1/2	+ 1/2
Norfolk	100 1/2	+ 1/2
Occidental Petroleum	100 1/2	+ 1/2
Rockwell	100 1/2	+ 1/2
Schlumberger	100 1/2	+ 1/2
Spacel	100 1/2	+ 1/2
Union Pacific	100 1/2	+ 1/2
Wendover	100 1/2	+ 1/2
Worthington	100 1/2	+ 1/2
Yarn Corp.	100 1/2	+ 1/2

BOURSE DE PARIS Comptant

29 JUIN

VALEURS	Cours de clôture	Différence
Alcoa	122 1/2	+ 1/2
Amstar	100 1/2	+ 1/2
Armco	100 1/2	+ 1/2
AT&T	100 1/2	+ 1/2
Bell	100 1/2	+ 1/2
Boeing	100 1/2	+ 1/2
Chrysler	100 1/2	+ 1/2
Coca-Cola	100 1/2	+ 1/2
Eastman	100 1/2	+ 1/2
Exxon	100 1/2	+ 1/2
Ford	100 1/2	+ 1/2
General Electric	100 1/2	+ 1/2
General Motors	100 1/2	+ 1/2
IBM	100 1/2	+ 1/2
ITT	100 1/2	+ 1/2
Johnson & Johnson	100 1/2	+ 1/2
Kodak	100 1/2	+ 1/2
McDonald's	100 1/2	+ 1/2
Merck	100 1/2	+ 1/2
MetLife	100 1/2	+ 1/2
Minerals	100 1/2	+ 1/2
Monsanto	100 1/2	+ 1/2
Norfolk	100 1/2	+ 1/2
Occidental Petroleum	100 1/2	+ 1/2
Rockwell	100 1/2	+ 1/2
Schlumberger	100 1/2	+ 1/2
Spacel	100 1/2	+ 1/2
Union Pacific	100 1/2	+ 1/2
Wendover	100 1/2	+ 1/2
Worthington	100 1/2	+ 1/2
Yarn Corp.	100 1/2	+ 1/2

LA VIE DES SOCIÉTÉS

DUNLOP AURAIT PERDU SA NATIONALITÉ BRITANNIQUE. - La grande entreprise britannique Dunlop, cinquième fabricant mondial de pneus, n'est sans doute pas contrôlée par des capitaux américains. La banque américaine Morgan Guaranty Trust vient, en effet, de révéler qu'elle avait récemment acquis 17,5 millions d'actions de la société, soit 12,2 % de son capital pour le compte de clients.

Cette prise de participation étonne, pour l'instant, la presse d'opinion, depuis plusieurs semaines, peinant sur la compagnie. Mais elle renforce l'idée que Dunlop a perdu sa nationalité britannique.

De fait, par rachats en Bourse également, la firme britannique Pegl avait porté, voici quelques semaines, de 18 % environ à 26,1 % sa participation au capital de Dunlop et deux de ses dirigeants viennent même d'être appointés directeurs surveillants.

D'autres investisseurs d'extrême-Orient, de leur côté, à peu près 9 % du capital de la firme, ont également acquis des actions. En réalité, on ne peut pas dire que Dunlop soit détournée dans divers pays, en France notamment. A moins que des Britanniques ne figurent dans la liste des clients pour le compte desquels la Morgan Guaranty Trust a opéré. Dunlop a bel et bien perdu le pas-

port de Sa Gracieuse Majesté.

I.B.M.-FRANCE. - Avec un chiffre d'affaires de 22,9 milliards de francs, en hausse de 29,1 %, I.B.M.-France a enregistré, en 1982, « une nette progression dans tous les domaines de son activité », a indiqué le P.-D.G. de la société, M. Jacques Lemaître. Le chiffre d'affaires à l'exportation atteint 10,265 milliards de francs (+ 20,4 %). « Comme par le passé », a précisé M. Lemaître, la balance commerciale d'I.B.M.-France est largement positive.

INDICES QUOTIDIENS

(INDEX, base 100 à 31 oct. 1982)

Valeurs françaises 125,1

Valeurs étrangères 137,1

Cote des changes de change (base 100 à 31 oct. 1982)

Indice général 125,1

Indice des actions 125,1

Indice des obligations 125,1

Indice des valeurs étrangères 125,1

Indice des valeurs françaises 125,1

Indice des valeurs étrangères 125,1

Indice des valeurs françaises 125,1

Indice des valeurs étrangères 125,1

Indice des valeurs françaises 125,1

Indice des valeurs étrangères 125,1

Indice des valeurs françaises 125,1

Indice des valeurs étrangères 125,1

Indice des valeurs françaises 125,1

Indice des valeurs étrangères 125,1

Indice des valeurs françaises 125,1

Indice des valeurs étrangères 125,1

Indice des valeurs françaises 125,1

Indice des valeurs étrangères 125,1

Indice des valeurs françaises 125,1

Indice des valeurs étrangères 125,1

Indice des valeurs françaises 125,1

Indice des valeurs étrangères 125,1

Indice des valeurs françaises 125,1

Indice des valeurs étrangères 125,1

Indice des valeurs françaises 125,1

Indice des valeurs étrangères 125,1

Indice des valeurs françaises 125,1

Indice des valeurs étrangères 125,1

Indice des valeurs françaises 125,1

Indice des valeurs étrangères 125,1

Indice des valeurs françaises 125,1

Indice des valeurs étrangères 125,1

Indice des valeurs françaises 125,1

Indice des valeurs étrangères 125,1

Indice des valeurs françaises 125,1

Indice des valeurs étrangères 125,1

Indice des valeurs françaises 125,1

Indice des valeurs étrangères 125,1

Indice des valeurs françaises 125,1

Indice des valeurs étrangères 125,1

Indice des valeurs françaises 125,1

Indice des valeurs étrangères 125,1

Indice des valeurs françaises 125,1

Indice des valeurs étrangères 125,1

Indice des valeurs françaises 125,1

Indice des valeurs étrangères 125,1

Marché à terme

Le marché à terme a été très actif, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été exceptionnellement l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Par cette raison, nous ne pouvons pas garantir l'exactitude des données de l'après-midi.

VALEURS	Cours de clôture	Différence
Alcoa	122 1/2	+ 1/2
Amstar	100 1/2	+ 1/2
Armco	100 1/2	+ 1/2
AT&T	100 1/2	+ 1/2
Bell	100 1/2	+ 1/2
Boeing	100 1/2	+ 1/2
Chrysler	100 1/2	+ 1/2
Coca-Cola	100 1/2	+ 1/2
Eastman	100 1/2	+ 1/2
Exxon	100 1/2	+ 1/2
Ford	100 1/2	+ 1/2
General Electric	100 1/2	+ 1/2
General Motors	100 1/2	+ 1/2
IBM	100 1/2	+ 1/2
ITT	100 1/2	+ 1/2
Johnson & Johnson	100 1/2	+ 1/2
Kodak	100 1/2	+ 1/2
McDonald's	100 1/2	+ 1/2
Merck	100 1/2	+ 1/2
MetLife	100 1/2	+ 1/2
Minerals	100 1/2	+ 1/2
Monsanto	100 1/2	+ 1/2
Norfolk	100 1/2	+ 1/2
Occidental Petroleum	100 1/2	+ 1/2
Rockwell	100 1/2	+ 1/2
Schlumberger	100 1/2	+ 1/2
Spacel	100 1/2	+ 1/2
Union Pacific	100 1/2	+ 1/2
Wendover	100 1/2	+ 1/2
Worthington	100 1/2	+ 1/2
Yarn Corp.	100 1/2	+ 1/2

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier les cotes complètes des nouvelles actions, nous pourrions être contraints parfois à ne pas donner les derniers cours. Dans ce cas, nous signalerons le lendemain dans la première édition.

VALEURS	Cours de clôture	Différence
Alcoa	122 1/2	+ 1/2
Amstar	100 1/2	+ 1/2
Armco	100 1/2	+ 1/2
AT&T	100 1/2	+ 1/2
Bell	100 1/2	+ 1/2
Boeing	100 1/2	+ 1/2
Chrysler	100 1/2	+ 1/2
Coca-Cola	100 1/2	+ 1/2
Eastman	100 1/2	+ 1/2
Exxon	100 1/2	+ 1/2
Ford	100 1/2	+ 1/2
General Electric	100 1/2	+ 1/2
General Motors	100 1/2	+ 1/2
IBM	100 1/2	+ 1/2
ITT	100 1/2	+ 1/2
Johnson & Johnson	100 1/2	+ 1/2
Kodak	100 1/2	+ 1/2
McDonald's	100 1/2	+ 1/2
Merck	100 1/2	+ 1/2
MetLife	100 1/2	+ 1/2
Minerals	100 1/2	+ 1/2
Monsanto	100 1/2	+ 1/2
Norfolk	100 1/2	+ 1/2
Occidental Petroleum	100 1/2	+ 1/2
Rockwell	100 1/2	+ 1/2
Schlumberger	100 1/2	+ 1/2
Spacel	100 1/2	+ 1/2
Union Pacific	100 1/2	+ 1/2
Wendover	100 1/2	+ 1/2
Worthington	100 1/2	+ 1/2
Yarn Corp.	100 1/2	+ 1/2

1 dollar (en francs) : 236,25 - 236,30

Le marché à terme a été très actif, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été exceptionnellement l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Par cette raison, nous ne pouvons pas garantir l'exactitude des données de l'après-midi.

Le marché à terme a été très actif, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été exceptionnellement l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Par cette raison, nous ne pouvons pas garantir l'exactitude des données de l'après-midi.

Le marché à terme a été très actif, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été exceptionnellement l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Par cette raison, nous ne pouvons pas garantir l'exactitude des données de l'après-midi.

Le marché à terme a été très actif, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été exceptionnellement l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Par cette raison, nous ne pouvons pas garantir l'exactitude des données de l'après-midi.

Le marché à terme a été très actif, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été exceptionnellement l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Par cette raison, nous ne pouvons pas garantir l'exactitude des données de l'après-midi.

Le marché à terme a été très actif, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été exceptionnellement l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Par cette raison, nous ne pouvons pas garantir l'exactitude des données de l'après-midi.

Le marché à terme a été très actif, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été exceptionnellement l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Par cette raison, nous ne pouvons pas garantir l'exactitude des données de l'après-midi.

Le marché à terme a été très actif, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été exceptionnellement l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Par cette raison, nous ne pouvons pas garantir l'exactitude des données de l'après-midi.

Le marché à terme a été très actif, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été exceptionnellement l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Par cette raison, nous ne pouvons pas garantir l'exactitude des données de l'après-midi.

Le marché à terme a été très actif, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été exceptionnellement l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Par cette raison, nous ne pouvons pas garantir l'exactitude des données de l'après-midi.

Le marché à terme a été très actif, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été exceptionnellement l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Par cette raison, nous ne pouvons pas garantir l'exactitude des données de l'après-midi.

Le marché à terme a été très actif, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été exceptionnellement l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Par cette raison, nous ne pouvons pas garantir l'exactitude des données de l'après-midi.

Le marché à terme a été très actif, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été exceptionnellement l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Par cette raison, nous ne pouvons pas garantir l'exactitude des données de l'après-midi.

Le marché à terme a été très actif, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été exceptionnellement l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Par cette raison, nous ne pouvons pas garantir l'exactitude des données de l'après-midi.

Le marché à terme a été très actif, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été exceptionnellement l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Par cette raison, nous ne pouvons pas garantir l'exactitude des données de l'après-midi.

Le marché à terme a été très actif, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été exceptionnellement l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Par cette raison, nous ne pouvons pas garantir l'exactitude des données de l'après-midi.

Le marché à terme a été très actif, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été exceptionnellement l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Par cette raison, nous ne pouvons pas garantir l'exactitude des données de l'après-midi.

Le marché à terme a été très actif, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été exceptionnellement l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Par cette raison, nous ne pouvons pas garantir l'exactitude des données de l'après-midi.

Le marché à terme a été très actif, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été exceptionnellement l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Par cette raison, nous ne pouvons pas garantir l'exactitude des données de l'après-midi.

Le marché à terme a été très actif, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été exceptionnellement l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Par cette raison, nous ne pouvons pas garantir l'exactitude des données de l'après-midi.

Le marché à terme a été très actif, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été exceptionnellement l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Par cette raison, nous ne pouvons pas garantir l'exactitude des données de l'après-midi.

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Extrait du 30 juin 1983

Indice des actions 125,1

Indice des obligations 125,1

Indice des valeurs étrangères 125,1

Indice des valeurs françaises 125,1

Indice des valeurs étrangères 125,1

Indice des valeurs françaises 125,1

Indice des valeurs étrangères 125,1

Indice des valeurs françaises 125,1

Indice des valeurs étrangères 125,1

Indice des valeurs françaises 125,1

Indice des valeurs étrangères 125,1

Indice des valeurs françaises 125,1

Indice des valeurs étrangères 125,1

Indice des valeurs françaises 125,1

Indice des valeurs étrangères 125,1

Indice des valeurs françaises 125,1

Indice des valeurs étrangères 125,1

Indice des valeurs françaises 125,1

Indice des valeurs étrangères 125,1

Indice des valeurs françaises 125,1

Indice des valeurs étrangères 125,1

Indice des valeurs françaises 125,1

Ind

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. SORTIR DE LA CRISE : « La choc D... », par François Ruchine ; « De quelques évidences », par Maurice Faure ; « Pour une taxe mondiale sur la consommation », par Henri Modiano.

ÉTRANGER

3. AMÉRIQUES : La crise de la campagne de 1980, l'équipe de M. Reagan se serait procurée des documents destinés à M. Carter.
4. DIPLOMATIE : M. Costabel.
4. EUROPE
- 4.5. PROCHE-ORIENT : La crise entre l'O.L.P. et Damas.
6. AFRIQUE : « La Syrie ou le miroir aux alouettes », par Eric Rouleau.
6. AFRIQUE : LA GUERRE DU TCHAD : l'armée gouvernementale se réorganise.
6. ASIE : INDE : la longue marche du chef du parti Janata.

POLITIQUE

8. Les travaux de l'Assemblée nationale et du Sénat.
- La communiqué officiel du conseil des ministres.

SOCIÉTÉ

9. SCIENCES : 9 à 11. EDUCATION : les principales dispositions des projets de décrets sur les carrières universitaires ; le baccalauréat dans ses contradictions.
12. JUSTICE : aux assises de Paris, comme d'habitude.
23. SPORTS : le sixième tour de France ; Wimbledon-Hollywood.

LE MONDE DES LIVRES

13. LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH : « Souvenirs des années », de José Corti ; Fascinant Balthazar Gracien.
14. LA VIE LITTÉRAIRE : AU FIL DES LECTURES : 15-16. LETTRES ÉTRANGÈRES : dix nouvelles de Mihima.
18. POÉSIE ARABE : les voix de la terre et du ciel.

CULTURE

19. DANSE : cinq compagnies françaises aux États-Unis.
- ACTION CULTURELLE : mouvement de solidarité en faveur des institutions menacées.
22. COMMUNICATION : les magazines d'information d'Antenne 2 prennent des vacances.

ÉCONOMIE

- 25-26. SOCIAL : après le relèvement des cotisations de l'assurance-chômage.
- La fin du congrès de la C.I.S.L.
26. AFFAIRES : 27. CIRCULATION : RÉGIONS.

RADIO-TÉLÉVISION (21)

- INFORMATIONS « SERVICES » (23) : « Journal officiel » ; Loterie nationale ; Loto ; Météorologie ; Mots croisés.
- Annouces classées (24) ; Carnet (22) ; Programmes des spectacles (20-21) ; Marchés financiers (29).

CERRUTI 1881
PARIS

Soldes
jusqu'au
2 Juillet

CERRUTI HOMME
27 rue ROYALE

CERRUTI
LIGNE POUR FEMME
15 Pl. de la MADELEINE
39 av. VICTOR-HUGO

A B C D E F G

LE CRÉDIT AGRICOLE CRÉE UN COMITÉ NATIONAL POUR LA MISE EN LIBERTÉ DE M. ANDRÉ COSTABEL

Un banquier en prison

Un banquier est en prison, et l'émotion à son comble. A l'égard de M. Costabel, directeur depuis 1960 de la Caisse de Crédit agricole du Gard, arrêté vendredi 24 juin, et qui devait être en liberté le 30 juin, les signes réels ou imaginaires de sympathie, sont multiples.

Le directeur général de la Caisse nationale du Crédit agricole, M. Bounot, est intervenu auprès du ministre de l'Agriculture et du cabinet de M. Badinter pour obtenir des informations et la mise en liberté de M. Costabel. La Fédération nationale du Crédit agricole, qui regroupe, outre les présidents des caisses régionales, les pairs de M. Costabel, directeur comme lui, entend susciter dans les départements un large mouvement en sa faveur. Un comité national pour sa mise en liberté a été constitué sous la présidence de M. Yves Barsalon, président de la F.N.C.A., comprenant notamment MM. Guillaume (F.N.S.E.A.), Guyau (C.N.J.A.), Laur (C.N.M.C.C.A.), ainsi que MM. Lallemand, ancien directeur général de la C.N.C.A., et Philippe Lamour, président du comité économique et social du Languedoc-Roussillon. Au-delà de la solidarité avec un prévenu, il y va pour l'institution du Crédit agricole de sa crédibilité auprès du public et pour les dirigeants des caisses d'une sorte d'auto-défense collective.

C'est que le prévenu est de taille. Prophète en son pays d'abord, fondateur, il est de ceux qui croient que le Crédit agricole doit accompagner le développement économique des régions. C'est pour cela qu'il a soutenu la constitution du groupe agro-alimentaire de M. Bernard Serre, un autre fondateur qui voulait démontrer que la monoculture de la vigne et l'organisation des producteurs de légumes n'étaient pas des fatalités pour le Languedoc-Roussillon.

Propriétaire à Paris aussi, M. Costabel a été, comme secrétaire général de la Fédération nationale du Crédit agricole de 1968 à 1982, le chantre de l'extension du champ de compétence de la « banque verte », le champion de l'autonomie des caisses régionales face à la Caisse nationale, organisme d'Etat. Il est également, depuis 1982, membre de la commission plénière de cette Caisse nationale.

La dimension du personnage est à la hauteur des interrogations que suscitent sinon son inculpation du moins son incarcération qui survient après celle de M. Serre, de plusieurs responsables de son groupe et de celle aussi du commissaire aux

comptes, M. Pons, qui, lui, a été libéré. Aux interrogations correspondent des rumeurs qui courent aujourd'hui entre Nîmes, Montpellier et Paris. On parle par exemple de vengeance politique, thèse aussi fragile qu'imaginable. Mais on trouve dans le comité de soutien des dirigeants agricoles à l'engagement socialiste notoire.

L'autre thèse fait appel au syndrome du « petit - juge - rouge - irresponsable - qui - ne - connaît - rien - à - la - banque » et qui, bien sûr, entend faire un exemple. Les partisans de cette thèse sont alors prompts à manifester et à faire pression sur l'exécutif, oubliant qu'ils sont du principe de la séparation des pouvoirs.

Si l'on exclut la légèreté du juge et de sa hiérarchie, que reste-t-il ? Dans une affaire de ce genre, l'incarcération d'un prévenu ne s'explique que si son maintien en liberté nuit à la recherche de la vérité.

De l'argent a disparu

S'il est reproché à M. Costabel d'avoir joué au banquier à haut risque en soutenant, au-delà du raisonnable, les entreprises de M. Serre, il peut être considéré comme responsable de la faillite de celui-ci. Mais les actes d'une banque sont-ils si peu accessibles qu'il faille emprisonner le directeur pour en examiner les comptes ? Notons, au passage, que le banquier qui sauve une entreprise, dit-il l'entrepreneur le droit, sera certainement considéré comme un grand homme. Si l'affaire échoue, il sera soumis à la vindicte générale.

En d'autres termes, certains observateurs pensent que des opérations bancaires, fussent-elles déficiteuses, liées au sautage du groupe Serre ne sont pas des motifs suffisants pour justifier l'incarcération de M. Costabel. D'une autre piste possible.

De l'argent a disparu. Plusieurs commissions d'enquête ont été lancées en Amérique du Sud, où M. Bernard Serre, pour le compte de tiers, gère plusieurs milliers d'hectares. Il se peut que le nom de M. Costabel croise celui de M. Serre dans ces opérations américaines.

Que le directeur du Crédit agricole du Gard ait cru à la nécessité pour des entrepreneurs français de prendre pied dans l'agriculture sud-américaine d'est pas invraisemblable. Économiquement cette idée se défend.

Mais il se peut aussi que ces opérations cachent des exportations illicites de capitaux. Dès lors, l'incarcération pour les besoins de l'enquête, qui ne préjuge en rien de la responsabilité de M. Costabel, s'expliquerait mieux.

Au total, la solidarité et l'émotion, pour légitimes qu'elles soient, ne devraient-elles pas, dans l'intérêt même du pays, du principal intéressé, rester dans des limites utiles à l'exercice de la meilleure justice possible ? C'est sans doute la raison pour laquelle le comité de soutien a annoncé, mercredi 29 juin, à Nîmes, qu'il annule son mot d'ordre de manifestation pour le vendredi 1^{er} juillet.

JACQUES GRALL.

REMONTÉE DU DOLLAR : 7,64 F

Les mouvements de y-yo du dollar se sont poursuivis jeudi 30 juin 1983, sur le marché des changes : la monnaie américaine est remontée de 2,53 DM à 2,5450 DM à Francfort et de 7,62 F à 7,64 F, après 7,66 F, sur la place de Paris. Aucun dénouement nouveau n'est intervenu pour justifier ces mouvements, si ce n'est l'échec de fin de semaine et les déclarations des officiels américains sur la baisse des taux, auxquelles personne ne croit.

Le dollar a continué de monter, passant de 7,62 F à 7,64 F, après 7,66 F, sur la place de Paris.

Le dollar a continué de monter, passant de 7,62 F à 7,64 F, après 7,66 F, sur la place de Paris.

Le dollar a continué de monter, passant de 7,62 F à 7,64 F, après 7,66 F, sur la place de Paris.

Le dollar a continué de monter, passant de 7,62 F à 7,64 F, après 7,66 F, sur la place de Paris.

Le dollar a continué de monter, passant de 7,62 F à 7,64 F, après 7,66 F, sur la place de Paris.

Le dollar a continué de monter, passant de 7,62 F à 7,64 F, après 7,66 F, sur la place de Paris.

Le dollar a continué de monter, passant de 7,62 F à 7,64 F, après 7,66 F, sur la place de Paris.

Le dollar a continué de monter, passant de 7,62 F à 7,64 F, après 7,66 F, sur la place de Paris.

Le dollar a continué de monter, passant de 7,62 F à 7,64 F, après 7,66 F, sur la place de Paris.

Le dollar a continué de monter, passant de 7,62 F à 7,64 F, après 7,66 F, sur la place de Paris.

Le dollar a continué de monter, passant de 7,62 F à 7,64 F, après 7,66 F, sur la place de Paris.

Le dollar a continué de monter, passant de 7,62 F à 7,64 F, après 7,66 F, sur la place de Paris.

Le dollar a continué de monter, passant de 7,62 F à 7,64 F, après 7,66 F, sur la place de Paris.

Le dollar a continué de monter, passant de 7,62 F à 7,64 F, après 7,66 F, sur la place de Paris.

Le dollar a continué de monter, passant de 7,62 F à 7,64 F, après 7,66 F, sur la place de Paris.

Le dollar a continué de monter, passant de 7,62 F à 7,64 F, après 7,66 F, sur la place de Paris.

Le dollar a continué de monter, passant de 7,62 F à 7,64 F, après 7,66 F, sur la place de Paris.

Le dollar a continué de monter, passant de 7,62 F à 7,64 F, après 7,66 F, sur la place de Paris.

Le dollar a continué de monter, passant de 7,62 F à 7,64 F, après 7,66 F, sur la place de Paris.

Le dollar a continué de monter, passant de 7,62 F à 7,64 F, après 7,66 F, sur la place de Paris.

Le dollar a continué de monter, passant de 7,62 F à 7,64 F, après 7,66 F, sur la place de Paris.

Le dollar a continué de monter, passant de 7,62 F à 7,64 F, après 7,66 F, sur la place de Paris.

Le dollar a continué de monter, passant de 7,62 F à 7,64 F, après 7,66 F, sur la place de Paris.

Le dollar a continué de monter, passant de 7,62 F à 7,64 F, après 7,66 F, sur la place de Paris.

Le dollar a continué de monter, passant de 7,62 F à 7,64 F, après 7,66 F, sur la place de Paris.

Le dollar a continué de monter, passant de 7,62 F à 7,64 F, après 7,66 F, sur la place de Paris.

Le dollar a continué de monter, passant de 7,62 F à 7,64 F, après 7,66 F, sur la place de Paris.

Le dollar a continué de monter, passant de 7,62 F à 7,64 F, après 7,66 F, sur la place de Paris.

Le dollar a continué de monter, passant de 7,62 F à 7,64 F, après 7,66 F, sur la place de Paris.

Le dollar a continué de monter, passant de 7,62 F à 7,64 F, après 7,66 F, sur la place de Paris.

Le dollar a continué de monter, passant de 7,62 F à 7,64 F, après 7,66 F, sur la place de Paris.

Le dollar a continué de monter, passant de 7,62 F à 7,64 F, après 7,66 F, sur la place de Paris.

Le dollar a continué de monter, passant de 7,62 F à 7,64 F, après 7,66 F, sur la place de Paris.

Le dollar a continué de monter, passant de 7,62 F à 7,64 F, après 7,66 F, sur la place de Paris.

Le dollar a continué de monter, passant de 7,62 F à 7,64 F, après 7,66 F, sur la place de Paris.

Le dollar a continué de monter, passant de 7,62 F à 7,64 F, après 7,66 F, sur la place de Paris.

Le dollar a continué de monter, passant de 7,62 F à 7,64 F, après 7,66 F, sur la place de Paris.

Le dollar a continué de monter, passant de 7,62 F à 7,64 F, après 7,66 F, sur la place de Paris.

Le dollar a continué de monter, passant de 7,62 F à 7,64 F, après 7,66 F, sur la place de Paris.

Le dollar a continué de monter, passant de 7,62 F à 7,64 F, après 7,66 F, sur la place de Paris.

Le dollar a continué de monter, passant de 7,62 F à 7,64 F, après 7,66 F, sur la place de Paris.

Le dollar a continué de monter, passant de 7,62 F à 7,64 F, après 7,66 F, sur la place de Paris.

Le dollar a continué de monter, passant de 7,62 F à 7,64 F, après 7,66 F, sur la place de Paris.

Le dollar a continué de monter, passant de 7,62 F à 7,64 F, après 7,66 F, sur la place de Paris.

Le dollar a continué de monter, passant de 7,62 F à 7,64 F, après 7,66 F, sur la place de Paris.

Le dollar a continué de monter, passant de 7,62 F à 7,64 F, après 7,66 F, sur la place de Paris.

Des irrégularités dans les marchés de la caisse maladie des Alpes-Maritimes

Deux entrepreneurs sont écroulés

De notre correspondant régional

Nice. — A la suite d'une enquête de la police judiciaire de Nice, des irrégularités dans la passation de marchés de la Caisse primaire d'assurance-maladie des Alpes-Maritimes, M. Gérard Marquet, juge d'instruction, a incriminé de faux, usage de faux et infraction aux lois sur les marchés trois entrepreneurs.

Deux d'entre eux, MM. Louis Bruscati, artisan menuisier à Nice, et Richard Banni, P.D.G. de la société Alu-Bâtimat à Carros, ont été écroulés. Plusieurs autres personnes, dont l'architecte de la C.P.A.M., M. Michel Clermont, ont été placées en garde à vue, et devaient être déférées jeudi au magistrat. Les marchés litigieux portaient sur une somme de quatre millions de francs.

En octobre 1982, la section C.F.D.T. de la caisse avait saisi l'occasion d'un contrôle de routine de la direction régionale des affaires sanitaires et sociales pour dénoncer des pratiques irrégulières. Les investigations effectuées par trois inspecteurs de la DRASS portèrent sur les appels d'offres des années 1979 à 1982 et mettaient en évidence « un nombre élevé d'anomalies répétées dans la passation des marchés ».

Les contrôleurs relevaient, au stade du lancement des appels d'offres, l'impotence de l'architecte de la C.P.A.M. En violation de la ré-

glementation, celui-ci avait non seulement établi seul la liste des entreprises jugées aptes techniquement à assurer les travaux, mais il s'était également chargé de la remise des dossiers et avait reçu directement de nombreux plis. Le rapport mentionnait aussi une série d'anomalies troubles : relatives aux devis et notait que « les entreprises mises en concurrence [étaient] toujours les mêmes pour des lots identiques ». Il signalait enfin la disparition de pièces et, notamment, des dossiers d'appels d'offres concernant l'entretien et le nettoyage des locaux de la caisse.

Conclusion des inspecteurs : « Les faits relevés paraissent constituer plus qu'une simple succession de coïncidences » et l'on peut supposer certaines ententes entre entreprises.

Des responsables de la caisse avaient minimiser l'affaire. Dans une déclaration commune, le 18 février 1983, le président du conseil d'administration, M. Roger Mai, qui est aussi secrétaire de l'Union départementale F.O. et le directeur de la C.P.A.M., M. Jean-Claude Thyse, affirmait que « les procédures administratives n'ont jamais cessé d'être régulières ».

GUY PORTE.

NOUVELLES BRÈVES

UN MÉDECIN DE NICE CONDAMNÉ POUR VIVISECTION

Nice. — Le tribunal correctionnel de Nice a condamné le 28 juin à 3 000 francs d'amende M. Pierre Martin, professeur agrégé et chef des services neuro-psychiatriques des hôpitaux de Nice, pour avoir procédé à des expérimentations sur des animaux vivants sans autorisation ministérielle préalable (le Monde du 19 mai). La Société protectrice des animaux de Nice, partie civile, qui avait intenté le procès, a obtenu 2 000 francs de dommages-intérêts.

Elle reprochait au professeur Martin des « actes de cruauté envers des animaux domestiques » pour avoir pratiqué entre le mois de décembre 1978 et le mois de juillet 1979 une série d'expériences sans anesthésie sur dix chiens vivants, dans le but d'une « recherche de substances devant permettre aux plongeurs sous-marins d'atteindre de plus grandes profondeurs. » (Corresp.)

UNE SECONDE DE PLUS

La journée du 30 juin durera vingt-quatre heures et une seconde. Comme c'est souvent le cas depuis plusieurs années, cet ajout est nécessaire pour tenir compte des irrégularités de la rotation de la Terre, elles-mêmes causées par des déplacements de matière à l'intérieur du globe et par les phénomènes de marée.

La seconde est définie par référence à une transition atomique de l'atome de césium, et l'échelle correspondante est le « temps atomique international » (T.A.I.). Mais l'usage de ce temps aurait comme conséquence que l'heure marquée midi s'éloignerait progressivement de l'instant où le soleil est au plus haut — et pourrait même tomber pendant la nuit, dans un avenir très lointain.

Pour éviter ce décalage, le temps des horloges est le « temps universel coordonné » (T.U.C., autrefois G.M.T.), obtenu en ajoutant au T.A.I. un nombre entier de secondes maintenant midi à sa place. Ces ajouts se font le 31 décembre et, si cela est nécessaire, le 30 juin.

M. A.

Au Lesotho

Des combats entre les forces paramilitaires et les opposants de l'Armée de libération ont fait seize morts

De notre correspondant

Johannesburg. — Les forces paramilitaires du Lesotho ont repoussé mercredi 29 juin deux nouvelles attaques au cours desquelles, selon Radio-Maseru, treize assaillants « venus d'Afrique du Sud » et trois soldats ont été tués. Les premiers combats se sont déroulés à une centaine de kilomètres au nord de la capitale, autour de la résidence de campagne du premier ministre, le chef Lebus Jonathan. Celui-ci était poursuivi plusieurs heures entre les forces de l'ordre et une trentaine de « bandits », selon la terminologie officielle.

Dix d'entre eux auraient été tués et plusieurs capturés. Un stock « important » d'armes et de munitions « d'origine sud-africaine » aurait été saisi. Une autre escarmouche a éclaté dans l'extrême sud du pays. Selon Maseru, trois assaillants et un soldat auraient été tués avant que soient repoussés les attaquants. L'un d'eux aurait été fait prisonnier.

Six attaques en quelques jours : depuis que l'armée de libération du Lesotho (L.L.A.) branche militaire de l'opposition en exil fait parler la poudre, le petit royaume n'avait ja-

mais connu une telle effervescence. La multiplication des attaques lancées par une organisation essentiellement basée en Afrique du Sud, donne à penser que les négociations directes entre Pretoria et Maseru auraient bel et bien avorté.

A New-York, le Conseil de sécurité des Nations unies a appelé mercredi la communauté internationale à fournir une aide exceptionnelle de 46 millions de dollars au Royaume. Il s'agit, selon la résolution adoptée à l'unanimité par le conseil, de compenser les dégâts commis par les commandos sud-africains au cours du raid du 9 décembre sur Maseru, de créer un stock de médicaments d'urgence et d'aider les autorités à renforcer leur défense. La résolution comporte aussi une phrase de félicitations adressées à Maseru pour « sa générosité à l'égard des réfugiés sud-africains et son opposition à l'apartheid ». Pour un premier ministre dont la politique pro-sud-africaine était telle il y a quelques années, qu'il passait aux yeux de ses ennemis pour « une marionnette de Pretoria », le virage est spectaculaire et le compliment inespéré...

PATRICE CLAUDE.

NEULLY ET QUARTIER
SC.PO LATIN
classe préparatoire
CEPES
57, rue Ch.-Lafitte, 92 Neully, 722.84.54/55.08.10
enseignement supérieur privé

(Publié)
Et comme vin sur la table ?
Champlure
tiens ? vous pensez déjà aux vacances.

Le Monde

de l'éte

Au sommaire du numéro du 3 juillet

- Portrait imaginaire de ... Manet, par Gilbert Lascault.
- Les « Beurs » prennent la parole, Enquête d'Anne Bouissou.
- Histoire des France : Dauphiné : La Révolution « modérée » de Vizille, par Pierre Barral.
- Feuilleton : Tentation par Catherine Rihoo. Chapitre II : Les mystères de Paris-choc.
- Une page de jeux, avec le « portrait chinois » de Claire Bretécher.
- Et aussi
- Demain : Prospective à l'Européenne, par Annie Baillet.

**ELOIGNEZ LES
MOUSTIQUES**
par une onde sonore.
Econome et inoffensive.
Fonctionne sur pile ou de
200 h d'autonomie.
Dimensions :
57 mm x 47 mm.
SKEETER SKAT
180 F.
Franco : 170 F.

THIEBAUT

LE SPECIALISTE DE LA LUTTE CONTRE LES INSECTES
20, rue de Valenciennes 75002 PARIS TEL. (1) 742.20.02

مكتبة النخيل